

## SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 31 OCTOBRE 1930

**Rapport de la Commission des Sciences et des Arts, chargée de l'examen du Projet de Loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire.**

*(Voir le n° 142 du Sénat.)*

Présents : MM. DERBAIX, président; CARNOY, le Comte DE LA BARRE D'ERQUELINNES, DE NAUW, DIERCKX, le Vicomte DU BUS DE WARNAFFE, GOFFIN, LEGRAND, LIBBRECHT, le chevalier PORTMANS, RONVAUX, M<sup>me</sup> SPAAK; MM. VAN OVERBERGH, VINCK, WAUCQUEZ et RUTTEN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

En affirmant, dès les premières lignes de l'Exposé des motifs, sa volonté de poursuivre sans relâche la solution du problème linguistique, le Gouvernement adopte une attitude qui l'honore et qui recueillera l'approbation de l'immense majorité de nos concitoyens.

Même ceux de nos collègues — et ils sont nombreux — qui font les plus expresses réserves sur la question de fond, reconnaissent que les trois projets qui nous sont soumis sont bien coordonnés et que leurs diverses stipulations s'emboîtent et se complètent logiquement. Il ne s'agit pas ici, quoi qu'on ait dit, de projets dispersés mais d'un ensemble cohérent.

Les projets sauvegardent la liberté de l'enseignement telle que l'ont voulue nos Constituants, et telle qu'entendent la maintenir ceux qui veulent concilier le respect de la liberté individuelle du citoyen avec le droit du pouvoir subsidiant de subordonner l'octroi des subsides à des conditions inspirées uniquement par le souci de l'intérêt général.

Enfin, les projets nous apportent une solution où l'on s'efforce de tenir

compte des droits du père de famille et de ceux de l'enfant, des exigences d'une saine pédagogie, et de celles de l'intérêt social qui veut que, chez nous comme dans tous les pays libres du monde entier, la primauté soit accordée à la langue de la région.

Pour mieux voir dans quelle mesure les auteurs du projet ont réussi ce dosage délicat entre tous, il est utile de préciser, dès le début de ce rapport, les principes qui ont inspiré ceux qui, au sein de la Commission linguistique parlementaire, ont préparé les conclusions que le Gouvernement a prises pour base de ses projets.

\* \* \*

Que nos collègues nous permettent de faire d'abord un exposé sommaire des principes, dont un grand nombre d'entre nous ne pourront jamais faire abstraction.

Divers êtres physiques ou moraux sont intéressés dans l'œuvre primordiale de l'instruction et de l'éducation des enfants : l'enfant lui-même, ses parents, l'Etat et, pour les croyants, la hiérarchie religieuse. Il tombe sous le sens que les droits et les devoirs de ces quatre principaux intéressés ne

sont pas égaux, sinon il y aurait entre eux un conflit perpétuel d'attributions dont l'enfant serait la première victime.

Il existe donc dans ce domaine, comme dans tous les autres, une hiérarchie des valeurs, c'est-à-dire une subordination du droit positif au droit naturel et du point de vue particulier à l'intérêt général.

La personne humaine, dans l'espèce l'enfant et les parents qui lui donnent la vie, ont des droits antérieurs et supérieurs à toute loi humaine et positive. L'enfant a un droit naturel et imprescriptible à l'éclosion et au développement progressif de sa triple vie physique, intellectuelle et morale. Personne ne le conteste : c'est avant tout aux parents, auteurs de cette nouvelle existence, qu'incombe le devoir de poursuivre l'œuvre commencée. Quand les familles se groupent et s'associent pour constituer une société ou un Etat, ce n'est pas pour lui abandonner leurs droits, mais pour les faire protéger plus efficacement. Et quand les parents, ainsi qu'il arrive généralement, n'ont pas les moyens de donner eux-mêmes à leurs enfants une instruction complète, ceux qui les remplacent n'ont pas pour mission de se substituer à eux comme si les parents n'existaient plus. Ils ne sont que les délégués et les mandataires des parents, qui, seuls, possèdent dans sa plénitude, le droit d'exercer la fonction éducatrice. D'instinct, les parents cherchent dans l'école comme un second foyer qui soit le plus possible semblable au leur.

Mais c'est précisément parce que, pour nous, la liberté individuelle et la fonction éducatrice des parents sont des choses sacrées, que l'intérêt même des individus et des familles exige qu'on n'en abuse pas. Un pouvoir qui, tout en n'étant pas supérieur à celui des individus et des familles, est maintes fois un pouvoir plus influent et plus clairvoyant, doit donc intervenir pour protéger la liberté non

seulement contre des atteintes provenant du dehors, c'est-à-dire contre des mesures imposées par l'arbitraire, l'intimidation ou la violence, mais aussi contre les excès et les dérèglements de la liberté elle-même.

Quand l'Etat défend le droit des enfants à une éducation appropriée aux besoins de leur époque et de leur milieu, il défend l'intérêt général et l'avenir de la collectivité dont il est le gardien. En le faisant, il ne méconnaît pas le droit naturel des parents, mais supplée aux déficiences de l'exercice de ce droit.

La famille n'est pas une société parfaite, en ce sens qu'elle ne possède pas en elle-même tous les moyens nécessaires à sa protection et à son perfectionnement. C'est pourquoi toute civilisation a pour signe distinctif l'union des familles en groupements locaux, régionaux et nationaux.

L'Etat ne porte donc pas atteinte au droit des parents en réglementant l'usage qu'ils en font. S'il en était autrement, il faudrait en conclure que l'Etat ne peut pas, par exemple, décréter l'enseignement obligatoire ou subordonner l'octroi d'un diplôme à des conditions déterminées. De même l'Etat, parce qu'il est le gérant du bien commun, a le devoir de ne favoriser d'aucune façon ceux qui, par leur ignorance voulue de la langue régionale, s'isolent du milieu où ils vivent et où ils ont une mission à remplir.

Tout le monde est d'accord sur ce point, mais qui oserait en conclure que l'Etat a le droit de contraindre directement les parents à enseigner à leurs enfants une langue déterminée ? Cela est si vrai que personne ne prétend enlever aux parents la faculté d'envoyer leurs enfants dans une autre région, ou d'ériger à leurs frais une école de leur choix, à condition, bien entendu, qu'ils se conforment au droit commun régissant la création de nouveaux établissements scolaires.

Il n'est donc pas contestable que, dans la hiérarchie des valeurs, la pre-

mière place en matière d'éducation revient aux parents. Les autres intéressés ne doivent intervenir que pour faciliter aux parents l'accomplissement de leur tâche, pour prévenir ou pour réprimer des abus.

Le fait d'appartenir, dans une région déterminée, à la minorité linguistique, n'entraîne pas pour les parents la déchéance de leurs droits naturels.

Assurément, quand il s'agit de simples intérêts particuliers, il est exact de dire que ceux-ci peuvent être en opposition avec l'intérêt général, et que, dès lors, c'est l'intérêt général qui doit prédominer. Mais, quand il s'agit de l'exercice d'un droit naturel, individuel ou familial, il est erroné de prétendre qu'il doit céder devant l'intérêt général. Ce serait supposer qu'il puisse exister une opposition réelle entre l'exercice normal d'un droit naturel et l'intérêt général représenté par l'Etat. Il ne peut être question que de chercher à les concilier.

Les auteurs du projet se sont efforcés de le faire en reconnaissant le droit des parents, quel que soit leur lieu de résidence, de demander que l'enfant soit enseigné dans la seule langue qu'il comprenne suffisamment. Mais ils établissent en même temps le triple contrepoids que constituent le contrôle sévère de l'affirmation des parents, des conditions de résidence ayant pour but d'empêcher la formation de classes ou d'écoles ne répondant pas à un besoin réel et stable, enfin l'obligation pour les minorités d'apprendre à fond la langue régionale.

C'est pourquoi les partisans de ce système n'admettent pas qu'on leur reproche de vouloir pratiquer ce qu'on a appelé une politique d'isolement, qui consisterait à parquer les citoyens en deux catégories : ceux qui parlent la langue de leur peuple et ceux qui prétendent rester étrangers ou indifférents à ses aspirations linguistiques et à son idéal racique.

Quoi qu'il en soit, il serait souhaitable qu'on se décidât d'en finir une

bonne fois avec le petit jeu facile qui consiste à extraire de documents pontificaux ou de Traités de droit naturel des phrases où il est exclusivement question des droits du père de famille, et d'autres où l'on expose les droits de l'Etat, chacun les invoquant en faveur de sa thèse préférée. Les âpres discussions que suscitent les projets proviennent, à toute évidence, du fait que les uns s'inspirent trop exclusivement du souci de faire respecter la liberté individuelle, tandis que les autres exagèrent les droits de la collectivité.

Réserve faite sur la question de savoir s'ils ont réussi, on ne pourrait nier sans injustice que les auteurs du projet ont loyalement essayé de concilier les deux points de vue.

En effet, les projets consacrent d'abord l'égalité des droits linguistiques de tous les Belges, quelle que soit la région qu'ils habitent ou la langue qu'ils parlent.

En deuxième lieu, ils veulent prévenir la formation de minorités artificielles en prenant les précautions que nous venons d'indiquer.

Aux Flamands, les projets donnent satisfaction sur deux points essentiels de leurs revendications :

Tous ceux qui le désirent, auront à leur disposition un enseignement exclusivement flamand, c'est-à-dire des établissements où le flamand sera la langue véhiculaire de tous les cours.

D'autre part, l'Etat refuse ses subsides aux écoles où les élèves bénéficiant du régime des minorités n'apprendront pas sérieusement la langue de la région.

Aux Wallons résidant en pays flamand et aux « Flamands d'expression française, » les projets apportent des garanties qui leur tiennent à cœur. Dès que le nombre minimum fixé par la loi sera atteint, et tant qu'il sera maintenu, les enfants appartenant à la minorité linguistique seront instruits dans la seule langue qu'ils compren-

nent : leur langue maternelle ou usuelle. L'adjonction au programme de cours ayant pour but d'obliger ces enfants à bien apprendre la seconde langue ne constitue pas une atteinte à leurs droits, mais une mesure prise dans l'intérêt même des enfants et postulée par l'intérêt général du pays.

\* \* \*

Il est de la plus haute importance de préciser, avec cette objectivité sereine que nos collègues sont en droit d'attendre du rapporteur, le point de vue des défenseurs et celui des adversaires du projet. La paix linguistique est irréalisable en Belgique si tous nos concitoyens ne font pas un effort loyal pour se bien comprendre.

Les partisans du projet entendent que chaque citoyen belge, où que soient son lieu de naissance ou son lieu de résidence, puisse instruire son enfant dans celle de nos langues nationales qu'il a choisie. Que devient la liberté du père de famille si ce droit lui est contesté, ou si on lui enlève pratiquement la faculté de l'exercer ? Mais il est bien entendu que l'usage de cette liberté doit être limité dans l'intérêt général. C'est pourquoi le projet indique les précautions à prendre pour prévenir les abus. Le principe de la liberté du père de famille étant sauf, aucune proposition de modification des textes actuels ne doit être accueillie par une fin de non-recevoir.

Il ne faut pas songer à imposer un régime légal différent aux Flamands et aux Wallons. Les minorités flamandes du pays wallon doivent avoir les mêmes droits que les minorités françaises de la région flamande.

Faut-il en conclure qu'en face du bloc unilingue wallon s'érigera désormais le bloc unilingue flamand ? Non, car aucun texte de loi ne supprimera le fait qu'il existe depuis des siècles en Flandre des familles d'expression française et que les Wallons sont

convaincus d'avoir moins besoin du flamand que les Flamands du français. Les Flamands auraient tort de croire que la simple constatation de ce fait certain implique le moindre dédain de leur culture et de leurs revendications légitimes.

L'exposé de la thèse des adversaires du projet exige de plus longs développements, d'abord parce qu'elle ne devait naturellement pas, comme la première, être définie dans l'Exposé des motifs, et puis, parce qu'elle semble être trop peu comprise par un grand nombre de nos compatriotes. Il est à peine besoin de faire observer en passant que nous n'indiquons ici que la manière de voir de ceux qui veulent résoudre le problème linguistique dans le cadre d'une Belgique une et indivisible. Les Flamands de cette catégorie — et personne ne contestera qu'ils ne soient l'immense majorité — ne veulent plus être entravés dans leurs aspirations vers cette homogénéité de culture dont les Wallons n'entendent se laisser dépouiller à aucun prix. Ils reconnaissent parfaitement qu'on ne peut pas faire suivre à des enfants d'expression française des cours donnés dans une langue qu'ils ne comprennent pas, mais ils estiment qu'après une période de transition et d'adaptation plus ou moins longue, il ne faudra plus encourager par des subsides et des faveurs ceux qui refusent obstinément de s'assimiler la culture de leur région. Ce qu'on trouve souhaitable et naturel dans tous les autres pays, où les gouvernements poursuivent méthodiquement une politique d'absorption progressive des minorités naturalisées, ne peut pas être mauvais ou défendu en pays flamand. L'unilinguisme, à condition de n'être pas exclusif, surtout quand il s'agit de groupements parlant une langue de faible circulation mondiale, est le régime normal de tous les peuples fiers de leur passé et de leurs caractères distinctifs. Et qu'on ne nous dise pas qu'aucune comparaison n'est possible entre la Wallonie qui fut

toujours unilingue et la Flandre qui est bilingue. Les dirigeants flamands font des réserves expresses au sujet de l'étendue et de la profondeur de ce bilinguisme, et tout en ne niant nullement son existence, ils estiment qu'il constitue une situation de fait qu'ils ont le droit de vouloir modifier.

On a invoqué par analogie les stipulations des Traités enregistrés par la Société des Nations, et qui reconnaissent aux minorités le droit de recevoir l'instruction primaire dans leur langue, tout en rendant obligatoire l'enseignement de la langue du pays auquel les incorpora le Traité de Versailles.

Faisons observer qu'il s'agit dans l'espèce, de minorités qui constituaient avant la guerre des collectivités nationales homogènes et considérables qu'il serait tout de même exagéré de comparer aux « îlots » linguistiques de chez nous. Ces stipulations n'empêchent du reste pas l'État agrandi de recourir aux influences morales dont il dispose pour amener petit à petit ces minorités à se laisser absorber de bonne grâce par la majorité de leur nouvelle patrie. Certes, il n'y réussit pas toujours, mais il s'efforce néanmoins de se soustraire le plus possible à l'obligation de devoir encourager par des subsides une politique hostile à l'absorption progressive.

Mais que reste-t-il dans ces conditions de la liberté du père de famille ?

Les adversaires du projet répondent : Autre chose est de vouloir imposer par la force à qui que ce soit l'usage d'une langue quelconque, autre chose d'exiger que l'État perpétue une politique aidant ceux qui usent de leur droit d'adopter une culture qui n'est pas celle de leur région.

Et qu'on ne nous réplique pas qu'il y a du parti-pris à parler de politique d'isolement à propos d'un projet qui introduit dans notre législation l'obligation stricte pour les minorités d'apprendre la langue de la région. Raison-

ner ainsi c'est ne rien comprendre à ce qui constitue précisément le fond du problème : apprendre le flamand et être Flamand sont des choses tout à fait différentes. Aussi longtemps que, pour une minorité plus ou moins importante, le milieu familial et social reste français, la connaissance plus ou moins approfondie de la seconde langue ne suffit pas à établir au sein de toutes les classes sociales cette communauté de traditions, de sentiments et d'aspirations qui seule assure l'originalité, l'unité et la force d'un peuple. Nous savons fort bien qu'on n'y arrivera pas par la contrainte légale, mais nous ne cesserons de répéter que ce n'est pas un motif d'encourager officiellement ceux qui ne veulent pas y arriver.

Ce n'est du reste qu'exceptionnellement que des esprits particulièrement doués parviennent à posséder pleinement le génie de deux langues et à les parler avec une égale aisance. On ne pense et on ne s'exprime avec précision et avec facilité que dans une langue. C'est pourquoi nous voulons que la jeunesse flamande reçoive une formation flamande intégrale. A aucun prix nous ne voulons plus d'un enseignement qui a formé tant d'êtres hybrides ne possédant ni la culture française, ni la culture flamande, et voués à cette sorte d'impersonnalité et de médiocrité qui caractérisa longtemps un trop grand nombre de nos concitoyens.

Le régime que le projet actuel semble vouloir éterniser est à nos yeux un régime anti-social et même anti-patriotique. Est-il donc si difficile d'entrevoir que l'unité et l'avenir de la Belgique seraient gravement compromis si son armature juridique rendait impossibles ou simplement plus difficiles la juxtaposition équilibrée et la collaboration cordiale de deux cultures puissantes qui doivent se compléter au lieu de se nuire ?

On ne peut tout de même pas nier que, dans le passé, la gloire de nos

provinces a été faite en grande partie de l'efflorescence de la culture flamande. Cette culture est un élément constitutif essentiel de l'originalité et de la vitalité de notre pays. Ceux qui, par leur ignorance ou par leur connaissance trop sommaire du flamand, se mettent dans l'impossibilité de contribuer au développement de cette culture, usent évidemment de la liberté que leur garantit la Constitution. Ils n'en appauvrissent pas moins par leur abstention la patrimoine commun de la race au milieu de laquelle ils vivent. C'est pourquoi il est inadmissible qu'ils exigent de l'Etat, défenseur naturel de ce patrimoine commun, des subsides et des faveurs pour mieux perpétuer leur abstention. Rogier et ses amis ont cru longtemps, et de bonne foi, que la prédominance officielle du français cimenterait efficacement l'unité belge. Ils se sont lourdement trompés. Un très grand nombre de publicistes et de journalistes d'expression française ne se rendent pas compte de la puissance du courant qui emporte le peuple flamand vers l'épanouissement intégral de sa personnalité propre. A cause d'eux, beaucoup de Belges s'imaginent encore que le mouvement flamand d'après-guerre fut déclenché surtout par des extrémistes qu'ils sauront bien mater. On ne le répétera jamais assez : rien n'est plus dangereux pour l'avenir du pays que cette confusion persistante entre la masse des dirigeants flamands, profondément attachés à la dynastie et à la patrie belge mais aussi à leur race, et le résidu de séparatistes ou d'hommes aigris qui ne sont influents que dans la mesure où l'on refuse aux premiers les réformes nécessaires.

Un de nos jeunes parlementaires flamands l'écrivait récemment avec infiniment de raison : « Ce que nous voulons, c'est une culture supérieure, resplendissante, originale. Nous avons la honte de ne pas l'avoir et la certitude de pouvoir l'acquérir. Que sur ces sentiments soient greffées des passions

surexcitées par la démagogie, cela ne change rien à leur nature (1). »

Et puis est-il de bonne psychologie de faire abstraction d'une défiance justifiée par un passé qui infligea aux Flamands des situations humiliantes qu'ils ne supporteront plus dans l'avenir ? N'exhumons pas ce passé que personne ne songe à faire revivre, mais comment oublier qu'il fallut un siècle d'efforts et de luttes pour obtenir des réformes linguistiques dont personne n'oserait plus contester le bien-fondé ?

L'empressement même mis par certains groupements à défendre les projets actuels n'a pas été de nature à dissiper cette défiance. Quels sont les parents d'expression française qui réclament l'organisation dans les écoles primaires gratuites de classes spéciales pour les minorités ? Ceux qui n'y ont jamais envoyé leurs enfants à eux et qui, très probablement, ne les y enverront jamais. Mais alors au nom de qui parlent-ils ? Y a-t-il vraiment en Flandre tant de parents d'expression française et de condition modeste ayant peur de demander ce que la loi actuelle leur permet de réclamer ? Où sont les dirigeants flamands qui méconnaissent l'utilité de l'enseignement du français et qui ne donnent pas eux-mêmes l'exemple d'une connaissance suffisante de la langue qui est pour eux la seconde langue nationale ? Qu'on nous cite ceux qui prétendent refuser aux enfants des autres ce qu'ils jugent utile pour les leurs ? Pourquoi suspecter le patriotisme de ceux qui estiment qu'en Flandre comme en Wallonie les parents n'ont en matière linguistique que deux droits : celui de parler à leur foyer la langue qui leur convient, et celui

(1) On n'attend pas de nous que nous examinions ici la valeur des diverses définitions de ce mot « culture » tant employé depuis quelque temps.

L'essentiel, c'est qu'en parlant de culture flamande et de culture française, on ne les oppose pas l'une à l'autre en faisant abstraction des liens qui unissent et des affinités qui rapprochent d'unis des siècles les Belges d'expression française et ceux d'expression flamande.

d'exiger qu'à l'école leurs enfants apprennent suffisamment cette langue du foyer, celle de la région restant la langue véhiculaire de tous les cours, à l'exception du cours de français en Flandre et du cours de flamand en Wallonie ? Est-il vraiment utile de maintenir indéfiniment un dualisme favorisant, quoi qu'on dise, la séparation et l'antagonisme des classes, c'est-à-dire, en Flandre, un enseignement essentiellement français avec des cours flamands pour ceux qui appartiennent à la fraction française de la bourgeoisie, et un enseignement flamand avec des cours français pour tous les autres ?

On peut nous faire une dernière objection : Croit-on qu'un texte de loi parviendra à modifier le point de vue des parents d'expression française ? Si la thèse de la plupart des dirigeants flamands triomphait, de nombreux parents « minoritaires » enverraient leurs enfants dans un établissement d'instruction de l'autre région ou dans un établissement non subsidié. Au sortir de leurs études, ces enfants devenus grands maintiendraient à leur foyer l'usage de leur langue préférée avec d'autant plus d'âpreté qu'ils se considéreraient comme ayant été victimes d'un déni de justice. Quant aux parents moins fortunés partageant les mêmes idées, ils n'auraient plus d'autre choix que de quitter une région à laquelle les attachent peut-être des liens nombreux, ou d'être privés du droit de transmettre à leurs enfants une connaissance approfondie de la langue qu'ils préfèrent.

Cette objection, répliquent les diri-

geants flamands, n'est impressionnante qu'en apparence, d'abord parce qu'elle n'affaiblit en rien la portée des arguments que nous venons de résumer, ensuite, parce qu'elle reflète une hypothèse bien plus qu'une réalité. En effet, la grande majorité des familles flamandes d'expression française habitent les grands centres et appartiennent à la classe riche ou, tout au moins aisée; leurs enfants reçoivent leur première instruction chez eux, ou sont placés dans un établissement qui ne demande rien aux pouvoirs publics. En Belgique, les distances sont d'ailleurs si petites qu'il ne faut jamais aller très loin pour trouver de pareils établissements, surtout dans les agglomérations importantes où habitent la grande majorité des Flamands d'expression française. Il n'existe pas en Flandre un nombre suffisant de familles d'expression traditionnellement française et de condition modeste pour justifier la création d'autres classes françaises que celles qui ont déjà été organisées dans toutes les communes flamandes où se trouvent des minorités linguistiques de quelque importance. Les statistiques l'établissent à toute évidence, puisque, dans l'enseignement primaire de la région flamande le nombre total des élèves du régime flamand était, au 31 décembre 1929, de 476,519, et le nombre total des élèves du régime français de 7,483, soit 1,6 p. c. Et voici les chiffres indiquant le nombre des élèves qui, dans la région flamande, suivent les cours des sections préparatoires françaises des écoles moyennes :

Ecoles moyennes garçons.	Classes	Elèves	Ecoles moyennes filles	Classes	Elèves
Hal . . . . .	6	158	Louvain . . . . .	3	57
Vilvorde . . . . .	3	67	Tirlemont . . . . .	3	73
Renaix . . . . .	3	72	Vilvorde . . . . .	3	86
			Ostende . . . . .	4	88

Ces chiffres précisent l'enjeu de la lutte et se passent de commentaires. Et on peut hardiment les réduire de moitié si l'on en défalque les enfants de nationalité étrangère.

Dans un avenir qui n'est plus éloigné, les parents d'expression française et de condition modeste constateront que, pour avoir accès aux fonctions publiques, il n'est plus nécessaire de donner toujours la préséance au français. Ils se rallieront alors sans difficulté à un régime scolaire où la langue régionale sera la langue véhiculaire des cours, mais où le français sera appris avec d'autant plus de bonne volonté que les Flamands ne pourront plus, sans faire sourire, se prétendre victimes d'une méconnaissance de leurs droits.

A l'heure actuelle, non seulement le Parti socialiste, non seulement les dirigeants de la Ligue des travailleurs chrétiens, mais aussi beaucoup de libéraux flamands et de Wallons reconnaissent la légitimité du point de vue que nous venons d'exposer. Un membre de la Commission linguistique appartenant à la gauche libérale de la Chambre écrivait récemment : « Nous avons déclaré nettement, après avoir mesuré toute la gravité de cette déclaration, que, quelque souffrance que nous ayons de voir la civilisation française battue en brèche dans la partie flamande du pays, nous plaçons au premier plan de nos préoccupations la défense de l'unité culturelle de la Wallonie. Voilà pour nous la dominante, l'essentiel. » Les dirigeants flamands ne peuvent que se réjouir de pareille déclaration, tout en faisant observer qu'aspirer à l'homogénéité de culture, à l'instar de ce qu'ont toujours fait les Wallons, n'implique aucune sous-évaluation de tout ce qu'ils doivent à la civilisation latine en général et à la civilisation française en particulier.

\* \* \*

Cet exposé du point de vue des défenseurs et du point de vue des adversaires du projet serait incomplet si nous n'indiquions ici les motifs pour lesquels ces derniers estiment qu'il serait préférable de maintenir le statu quo

en matière d'enseignement primaire, qu'il s'agisse d'organiser ou de supprimer des classes ou des sections spéciales.

L'application de l'article 20 n'a suscité de complications et de critiques que dans l'agglomération bruxelloise. Les pouvoirs communaux n'ayant aucun intérêt à froisser les minorités linguistiques établies sur leur territoires ont organisé pour elles des classes spéciales partout où ces minorités représentaient un nombre d'élèves suffisant (1). Il ne faut pas supposer non plus que la majorité du corps électoral communal ne réagirait jamais contre une politique d'exclusivisme mesquin ou de sectarisme épais.

Enfin, le pouvoir central paraît suffisamment armé par la loi actuelle pour réagir plus efficacement contre les abus reprochés aux édilités de l'agglomération bruxelloise.

Dès lors, pourquoi déposséder les communes d'un droit dont elles n'ont pas abusé ? Pourquoi rompre avec la tradition séculaire qui a toujours eu confiance dans les communes, leur abandonnant le soin et la responsabilité d'une bonne organisation scolaire ? N'est-il pas exagéré de réduire le rôle des communes à n'être plus que l'appareil enregistreur de la décision de quelques pères de famille ? Est-il logique de rendre hommage à chaque occasion à la clairvoyance et à la largeur d'esprit de nos Constituants de 1830, et puis de s'écarter de la voie qu'ils nous ont tracée ? Qu'on relise les discussions du Congrès national de 1830 et on constatera avec quelle unanimité ses membres ont réagi dans tous les domaines contre les immixtions inutiles du pouvoir central dont ils avaient tant souffert sous les régimes

(1) Nous donnons en annexe une carte qui permettra de constater immédiatement que ces classes existent déjà dans toutes les villes importantes et le long de la frontière linguistique.



précédents. Qu'on veuille bien méditer aussi les paroles prononcées le 21 juillet dernier, en une circonstance solennelle entre toutes, par le Bourgmestre de Bruxelles, parlant au nom de ses collègues du pays entier :

« Dans l'organisation d'un Etat, le degré de la sincérité de la démocratie vraie se mesure toujours à la confiance faite à la commune. Quand, au lendemain d'une période de tutelle inquiète et ombrageuse, nos Constituants rétablirent le régime de décentralisation conforme aux traditions historiques et au tempérament du pays, ils ont accompli un acte de foi dans la sagesse de notre peuple. Après une expérience séculaire de ce régime, nul ne niera qu'il ait contribué à l'épanouissement national que nous fêtons avec un juste orgueil en cette année jubilaire. Au nom de tous les Bourgmestres ici rassemblés, j'affirme que nous n'abuserons jamais de cette autonomie qui nous est chère. »

Le Roi tint à souligner cette déclaration : « L'autonomie des communes fait en quelque sorte partie de notre patrimoine public, et vous, Messieurs les Bourgmestres, vous savez mieux que personne que, loin de contrarier l'unité nécessaire de la Nation, cette autonomie en est au contraire le fondement le plus solide. »

Et, revenant sur la même pensée, le Souverain disait, le 17 août, dans son discours d'Arlon : « Nos Constituants ont fait un partage équitable entre le pouvoir central et les pouvoirs provinciaux et communaux, ceux-ci étant tout à fait qualifiés pour rencontrer les besoins locaux et participer à assurer le bien-être des régions qui les concernent. »

Il convient d'observer aussi qu'il est du plus haut intérêt que le corps enseignant d'une même commune ou d'une même agglomération soit aussi uni que possible, et que tous ses membres collaborent fraternellement à la grande œuvre dont ils sont char-

gés. Les facilités nouvelles que donne le projet aux groupements de minorité n'aboutiront-elles pas inévitablement à créer, dans beaucoup de communes, deux catégories d'instituteurs rivaux, qu'un amour-propre assez naturel poussera à s'assurer les préférences des parents ? Ce pourrait être un jour « la chasse aux élèves », sous une forme aussi déplaisante que dangereuse pour la paix sociale. Pour tous ces motifs, nous ne pouvons que nous réjouir en constatant que la plupart des défenseurs du projet ont renoncé à l'idée de priver les communes et les dirigeants des écoles libres de leur droit d'apprécier s'il y a lieu d'organiser des sections spéciales en faveur des minorités linguistiques.

On a rappelé cette déclaration intéressante de notre distingué collègue M. Ryckmans :

« Si je crée un enseignement libre, c'est parce que je veux user de mon droit d'y recevoir qui je veux, je suppose. J'organise à grands frais cet enseignement libre; je dépense des milliers de francs par an pour constituer une école libre, et il appartiendrait à vingt-cinq pères de famille qui ne partagent pas mes opinions, dont je ne veux pas les enfants dans mon école, à tort ou à raison, de venir me dire : Vous avez là une école libre, nous sommes vingt-cinq pères de famille qui ne partagent pas vos idées ! Veuillez, s'il vous plaît, dans cet enseignement flamand, introduire un enseignement en français. » (1).

Cette fois, ajoute-t-on, il ne s'agit plus de vingt-cinq pères de famille; quatre ou cinq pères de famille, représentant vingt enfants d'âge scolaire, ont le droit d'exiger une section spéciale.

Ceux qui parlent ainsi perdent de vue que le projet ne confère ce droit aux parents qu'à l'égard des communes.

(1) *Ann. parl.*, du 8 mai 1914

Il est vrai que, sous peine de perdre les subventions de l'État, les écoles libres ne peuvent mêler dans une même classe les enfants, dont la langue maternelle est la langue véhiculaire des cours, et ceux qui ne comprennent pas cette langue véhiculaire. Mais ce mélange n'est pas davantage autorisé sous le régime actuel.

\* \* \*

Mais alors, quels sont les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à déposer des projets tant critiqués ? Les voici :

1<sup>o</sup> Il y a d'abord le fait que le Gouvernement, pour les motifs et dans les circonstances que nous n'avons plus à rappeler ici, a promis de chercher une solution d'ensemble du problème linguistique. Il était logique, dès lors, qu'il se préoccupât de trouver, même pour l'enseignement primaire, des textes en quelque sorte parallèles à ceux qui concernent l'enseignement moyen. L'engagement pris dans ces conditions ne pourrait être retiré que du consentement unanime de ceux à qui cette promesse a été faite.

On ne peut nier cependant que la suppression, par les défenseurs les plus zélés du projet, de la stipulation fondamentale qui constituait en quelque sorte sa raison d'être, a considérablement modifié la situation sous ce rapport.

2<sup>o</sup> Le Gouvernement n'ignore pas que, dès maintenant, toutes les précautions sont prises pour qu'on ne puisse même pas soupçonner les dirigeants de l'enseignement libre de faire, en matière linguistique, la concurrence à l'enseignement officiel;

3<sup>o</sup> Depuis toujours, les Flamands se plaignent de ce qu'ils appellent la « francisation » systématique de la population flamande de l'agglomération bruxelloise. Ceux qui prendront la peine de relire, aux *Annales parlementaires*, la discussion de la loi de 1914, constateront à quel point le législateur d'avant-guerre se préoccu-

paît de la question. Or, le projet de loi donne, sous ce rapport, on le verra plus loin, des garanties incontestablement supérieures à celles qu'on trouve dans la législation actuelle;

4<sup>o</sup> Le Gouvernement a nettement indiqué, dans l'Exposé des motifs, la raison d'être de la disposition fondamentale du projet : « Il importe de bien considérer les choses telles qu'elles se présentent dans la réalité. Les enfants que nous visons ne se rencontrent généralement en nombre appréciable que dans des centres d'une certaine importance comptant plusieurs écoles et divisés en circonscriptions scolaires, chaque école étant réservée exclusivement aux enfants qui résident dans la circonscription. Or, c'est le droit absolu de l'autorité locale de s'en tenir strictement à cette règle, si bien qu'il pourra se trouver plusieurs centaines, voire des milliers d'habitants qui, dispersés dans les différentes circonscriptions scolaires de la même ville, seront partout minorité et ne pourront jamais légalement réclamer pour leurs enfants l'instruction en langue maternelle.

« Voilà la lacune, du moins en ce qui concerne les dispositions de la loi. »

Toutefois, après s'être exprimés ainsi, les auteurs du projet ajoutent que les autorités communales se sont généralement appliquées « à organiser bénévolement leur enseignement de manière à répondre à toutes les convenances », ce qui revient à dire qu'on a voulu plutôt calmer des appréhensions que mettre fin à des abus réels;

5<sup>o</sup> Le Gouvernement n'a jamais prétendu que les projets sont à prendre ou à laisser tels qu'ils sont. A côté de ceux qui affirment que ces projets sont inacceptables en eux-mêmes et devraient être purement et simplement retirés, il en est d'autres qui pensent que les textes actuels peuvent être amendés de façon à tenir compte de toutes les revendications légitimes.

\* \* \*

Nous avons demandé pourquoi, dans des projets ayant pour but de résoudre l'ensemble du problème linguistique, on ne fait nulle part mention de l'enseignement normal.

On nous répond qu'il est inutile de prévoir des dispositions spéciales pour la formation des instituteurs primaires et pour celle des professeurs d'écoles moyennes, parce que pour l'un et l'autre enseignement, le régime linguistique est nécessairement conditionné par les régimes linguistiques primaire et moyen. On ne conçoit pas une organisation des études normales qui ne préparerait pas adéquatement les instituteurs et les régents à bien connaître la langue dans laquelle ils devront enseigner.

C'est pourquoi la loi organique de l'enseignement primaire se borne à prévoir la création de l'enseignement normal :

*Art. 40.* — L'Etat, les Provinces et les communes peuvent établir des écoles normales.

*Art. 41.* — L'organisation des écoles normales de l'Etat est réglée par le Gouvernement.

Lorsque, enfin, en 1914, on adopta l'article 20 relatif à la langue véhiculaire, il ne fut pas davantage question de l'enseignement normal.

Nous n'oserions pas dire que ces explications dissiperont toutes les appréhensions.

M. Huysmans se préoccupe, dans le développement de sa proposition de loi, d'éviter « que des instituteurs ne soient mis à la tête de classes dont ils ne connaissent pas suffisamment la langue véhiculaire. »

Faisons observer que, dans les écoles primaires de l'Etat, toutes les branches, à l'exception naturellement de la seconde langue, sont enseignées dans la langue régionale et que, dans les écoles normales agréées (provinciales, communales et privées), le règlement organique exige que « les cours soient

faits dans la langue qui est employée pour l'enseignement des branches correspondantes dans les écoles primaires de même régime linguistique. Dans des cas particuliers, des tempéraments à cette règle peuvent être admis par le Ministre, qui détermine chaque fois les conditions auxquelles une dérogation pourra être consentie. »

D'après ces règles :

a) Une école normale agréée peut enseigner dans la seconde langue les matières qui ne relèvent pas de l'enseignement primaire, par exemple : l'histoire de la pédagogie, l'histoire de l'art, l'économie politique et sociale ;

b) Une école normale agréée située en pays flamand peut avoir le français comme langue véhiculaire si elle prépare des instituteurs pour la région de langue française du pays. Elle peut également, si elle prépare à la fois des instituteurs pour la région flamande et la région wallonne, posséder deux sections : une section flamande et une section française

c) Une école normale agréée peut, avec l'autorisation du Ministre, enseigner l'une ou l'autre branche du programme en seconde langue, lorsqu'elle prépare en même temps — comme c'est le cas pour certaines congrégations religieuses — des instituteurs pour les deux régions du pays.

Dans ces conditions, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de déposer un amendement relatif à l'enseignement normal.

\*\*

Nous pouvons aborder maintenant l'étude détaillée des diverses stipulations du projet. Pour faciliter la comparaison, nous avons juxtaposé en annexe les textes de la loi actuelle, ceux du nouveau projet et ceux que propose votre Commission.

Rappelons d'abord les trois stipulations de l'article 20 de la loi de 1914 :

1<sup>o</sup> Dans toutes les écoles communales, adoptées ou adoptables, la

langue véhiculaire doit être la langue maternelle des enfants;

2° Dans les écoles de l'agglomération bruxelloise et de la frontière linguistique, certains tempéraments seront autorisés, à condition qu'ils n'aient pas pour effet de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle;

3° Si le chef d'école estime que l'enfant n'est pas apte à suivre avec fruit les cours dans la langue déterminée par la déclaration du chef de famille, un recours est ouvert à ce dernier auprès de l'inspection. Celle-ci décide en dernière instance.

\* \* \*

L'alinéa 1<sup>er</sup> du nouvel article 20 remplace l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article actuel par la déclaration que dorénavant la langue véhiculaire sera la langue de la région. Ainsi que le dit l'Exposé des motifs, « cette formule substituant au principe de la personnalité adoptée par l'article 20 actuel le principe de la régionalité, apparaît comme plus simple, plus logique en tant que criterium fondamental ».

En 1914, un amendement signé notamment par MM. Louis Franck, Van Cauwelaert et Camille Huysmans, stipulait que « la langue véhiculaire de l'enseignement pour les matières obligatoires sera le flamand dans les communes flamandes et le français dans les communes wallonnes. »

MM. Pécher et consorts avaient formulé un amendement analogue : « La langue véhiculaire de l'enseignement pour toutes les classes et pour toutes les branches, y compris le quatrième degré, sera le flamand dans les communes flamandes, le français dans les communes wallonnes, l'allemand dans les communes allemandes. » Et longtemps avant, lors de la discussion du projet de loi scolaire de 1895, M. De Vriendt, alors député de Bruxelles, déposa l'amendement suivant :

« La langue flamande sera la langue véhiculaire dans toutes les écoles primaires des communes flamandes et la langue française dans toutes les écoles wallonnes. »

Aucun de ces amendements ne recueillit une majorité.

L'honorable Ministre des Sciences et des Arts d'alors, M. Poulet, combattit la formule territoriale parce qu'elle ne lui paraissait pas sauvegarder pleinement le droit des minorités. Elle fut rejetée par 114 voix contre 54 oui et 6 abstentions. Peut-être l'amendement n'eût-il pas été combattu si l'on avait rappelé, comme le fait l'Exposé des motifs du projet actuel, que dans la pratique, la formule territoriale a la même portée que la formule actuelle du moment où elle est combinée « avec le respect du droit des familles en minorité dans la région. »

\* \* \*

L'alinéa 2 du nouvel article 20 essaie de résoudre le problème délicat entre tous du droit des minorités. Il stipule que ces minorités pourront obtenir un enseignement donné dans leur langue à deux conditions : 1° qu'il y ait au moins vingt enfants d'âge scolaire dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas la langue véhiculaire des écoles de la communes, et 2° qu'ils soient domiciliés depuis au moins trois ans dans la localité au moment de la rentrée annuelle des classes. Toutefois, cette condition de résidence n'est plus requise quand il s'agit d'être admis à fréquenter des classes déjà existantes.

Il nous paraît opportun de rappeler ici qu'au cours de la discussion parlementaire de la loi de 1914, le principe même du droit des minorités linguistiques ne fut pas mis en question. Et il est intéressant de relire, à seize ans de distance, les déclarations suivantes que nous trouvons aux *Annales parlementaires* de la Chambre des Représentants :

sentants, relatant la séance du 21 janvier 1914 :

« M. DESTRÉE. — S'il y a vingt petits Flamands égarés en Wallonie, ou vingt petits Wallons égarés en Flandre, allez-vous leur appliquer brutalement la règle de la territorialité de la langue maternelle ?

» M. HUYSMANS. — Mais non.

» M. DESTRÉE. — Il faut donc, dans un pays comme le nôtre, prévoir le respect du droit des minorités. Il faut, d'autre part, le faire avec prudence pour ne pas permettre à ces minorités d'être tracassées.

» M. VAN DE PERRE. — Si vous m'aviez permis de vous interrompre tout à l'heure, vous auriez vu que nous sommes d'accord.

» M. DESTRÉE. — Comment cela ?

» M. VAN DE PERRE. — Je dis que nous sommes d'accord, parce que l'amendement primitif de M. Delbeke portait que la majorité des enfants aurait décidé de la langue véhiculaire de l'enseignement. Par conséquent si, dans le pays flamand, il se trouvait un certain nombre d'enfants wallons pour former dans une école ou dans une classe une majorité pour recevoir l'instruction dans la langue française, nous étions tout disposé à vous l'accorder. »

Ceux qui parlaient ainsi appartenaient à ce que nous appellerions aujourd'hui la fraction avancée du parti flamand et du parti wallon. Certes, M. Delbeke ne parlait pas des Flamands « d'expression française », mais on peut conclure de sa réponse à M. Destrée qu'il n'entendait pas imposer aux enfants de la minorité en général un enseignement complet dans la langue régionale.

Au cours de cette même séance, M. Pouillet, Ministre des Sciences et des Arts, rappelait que déjà en 1895, son prédécesseur, M. Schollaert, avait

proclamé qu'il ne concevait pas que l'on fit donner l'enseignement primaire dans une autre langue que la langue maternelle de l'enfant.

Aussi bien la discussion que soulèvera sans aucun doute l'alinéa 2 ne portera pas sur les principes du droit des minorités, encore que nous soyons loin d'être tous d'accord sur l'étendue de ce droit. Les dirigeants du mouvement flamand et beaucoup de ceux qui s'appellent « les wallingants » se demandent si les précautions prises aux alinéas 2 et 3 sont suffisantes pour prévenir la formation de minorités artificielles.

Le problème serait évidemment simplifié et sa solution considérablement facilitée si le projet ne visait que le respect des droits acquis par ceux dont on n'a jamais contesté qu'ils sont d'expression française. Mais les dirigeants flamands appréhendent que le projet ne leur retire d'une main ce qu'il leur donne de l'autre. Après avoir proclamé le principe du régionalisme, disent-ils, on a soin d'offrir toute facilité à ceux qui veulent s'y soustraire. Tout sera mis en œuvre pour arriver au minimum de vingt enfants. Et comment pourrions-nous oublier, ajoutent-ils, que, dans le Limbourg, on se sert dès maintenant d'enfants étrangers de plusieurs nationalités comme d'une masse de manœuvre pour atteindre le minimum d'élèves permettant de multiplier les classes françaises dans cette province essentiellement flamande ?

On crée une équivoque dangereuse, assurent les dirigeants flamands, en écrivant que si l'on n'accepte pas le principe fondamental de la loi, la majorité du conseil communal aura le droit de ne tenir aucun compte de la volonté des « minoritaires », quelque nombreux qu'ils soient et si juste que soit leur cause. Cela est vrai en théorie et si l'on s'en tient strictement à la lettre de la loi actuelle. Mais le passé et le présent démontrent que nulle part on n'a l'habitude d'accueillir par

une fin de non-recevoir des demandes émanant de minorités nombreuses. Qui est mieux placé et plus qualifié que les autorités communales et provinciales pour connaître les familles qui, dans leur commune ou leur région, ont toujours été d'expression française ?

\* \* \*

Des membres de la Commission des Sciences et des Arts signalent les complications qui se présenteront fréquemment chaque fois que le minimum de vingt enfants ne sera pas ou ne sera guère dépassé.

Dans les petites communes on aboutira avec ce système à n'avoir parfois que trois enfants par année d'études, et comme il est impossible de multiplier le nombre des instituteurs, l'instituteur unique devra donc donner cours à des élèves âgés de six à douze ans. On peut répondre, il est vrai, que les communes qui ne comptent qu'un seul instituteur sont très nombreuses. Au 31 décembre 1929, il y avait, sur un nombre total de 28,774 classes primaires, 2,558 écoles à classe unique, soit 9 p. c. Mais ce régime qu'ont toujours connu les petites communes sera difficilement admis dans les communes plus importantes. Les parents appartenant à la minorité linguistique protesteront contre un enseignement qui, précisément parce qu'il ne leur donne qu'un ou deux instituteurs pour des élèves âgés de six à douze ans, ne vaudra pas l'enseignement donné dans les écoles d'à côté. Mais comment leur donner deux instituteurs pour vingt élèves ? Pareil privilège ne serait pas défendable, et les parents habitant les petites communes pourraient alors faire valoir les mêmes exigences.

Nous savons bien que cet inconvénient ne se présentera guère dans les principales localités où le minimum fixé par la loi sera toujours considérablement dépassé. Mais il n'en sera pas de même dans les communes d'importance moyenne. Nous ne parlons pas des petites communes parce que,

à l'exception de celles qui sont situées sur la frontière linguistique, elles furent toujours unilingues.

Dans l'amendement qu'il présenta en séance du 22 janvier 1914, M. Devèze exigeait un minimum de cinquante enfants en âge d'école pour pouvoir obtenir l'organisation d'un enseignement distinct pour les minorités. Il reconnaissait qu'il faut que les pères de famille réclamant un régime d'exception « soient suffisamment nombreux pour que l'organisation de cet enseignement s'impose. »

Il est vrai que M. Lemonnier préconisait le minimum de vingt et que d'autres exigeaient qu'il y en eût vingt-cinq.

On sait qu'en fin de compte on abandonna aux communes le pouvoir d'apprécier ce qu'il y avait lieu de faire.

\* \* \*

Un membre a demandé si, en vertu de la nouvelle loi, il suffira, pour pouvoir suivre les cours en français, d'être « effectivement apte à recevoir avec fruit l'instruction dans la langue désignée », même si l'élève est manifestement flamand, c'est-à-dire venant d'un foyer où la langue usuelle est notoirement le flamand.

Les membres de la Commission linguistique, et après eux les auteurs du projet, n'ont pas voulu du contrôle pratiquement impossible et qui pourrait devenir odieux, consistant à faire des enquêtes à domicile et à interroger les voisins sur la question de savoir quelle est vraiment la langue du foyer. Supposons donc un élève qui serait reconnu effectivement apte en pays flamand à suivre les cours en français. Le projet n'interdit certes pas au chef de l'école d'engager les parents de cet élève à donner la préférence à la langue de la région mais il n'aura pas le pouvoir de les y contraindre. Il importe d'ajouter immédiatement que, dans l'enseignement primaire, le cas est hypothétique, car où trouvera-t-on beaucoup d'enfants de six ou de huit

ans dont la langue maternelle est le flamand et qui connaîtraient déjà assez de français pour être effectivement aptes à suivre tous les cours dans cette langue ? D'avoir déjà appris plus ou moins le français ne change rien au fait que le flamand est leur langue maternelle, et les Flamands n'admettront pas que, dans les écoles subsidiées par l'Etat, les enfants, sous prétexte qu'ils ont appris le français, pourraient entrer dans la section minoritaire en passant d'un degré à l'autre. Ce serait encourager officiellement cette œuvre de « dénationalisation » dont ils ne veulent à aucun prix.

\* \* \*

La seconde condition requise pour pouvoir bénéficier du régime « minoritaire » est une condition de résidence.

On s'est arrêté au chiffre de trois ans. Il est évident qu'on aurait pu aussi bien fixer deux ou quatre ans, mais on a choisi une moyenne qui est raisonnable, d'abord parce qu'on y a vu un moyen efficace de prévenir la formation de minorités artificielles, et aussi parce que tout le monde reconnaît qu'avant de nommer des instituteurs, d'ouvrir des classes nouvelles et d'imposer les dépenses qui en découlent, il faut nécessairement certaines garanties de stabilité.

Ce n'est pas nous qui verrions un inconvénient à ce qu'on augmentât le minimum de la durée de résidence.

\* \* \*

L'alinéa 3 constitue la contre-partie de l'alinéa 2 et détermine les conditions de contrôle des déclarations des chefs de famille réclamant pour leurs enfants un régime d'exception.

La première objection faite à ce sujet a été formulée par le signataire principal de la proposition de loi présentée par le groupe socialiste.

« On n'aura pas en vue le fait,

c'est-à-dire la langue comprise par l'enfant, mais l'aptitude de l'élève à suivre les cours dans une langue qui n'est pas la sienne. L'aptitude ! mot élastique. Les pauvres élèves flamands de l'Ecole des anormaux de la Ville de Bruxelles ont toujours été déclarés aptes à suivre les cours dans une langue qu'ils ne comprennent pas. »

Nous croyons qu'il n'y a pas, dans l'espèce, une distinction réelle entre le fait et l'aptitude, car c'est le fait qui crée l'aptitude effective, et cette dernière n'existerait pas sans le fait. Les auteurs du projet attachent du reste si peu d'importance à cette distinction que, dans l'alinéa précédent, ils ne parlent pas de vingt enfants d'âge scolaire inaptes à suivre les cours dans la langue véhiculaire des écoles de la commune, mais simplement d'enfants dont la langue maternelle ou usuelle n'est effectivement pas celle des écoles de la commune.

Mais c'est surtout la façon dont l'alinéa 3 entend que soit contrôlée la déclaration du chef de famille qui a suscité de vives appréhensions.

Un membre de la Commission a fait ressortir qu'un jury composé du chef de l'école ou de son délégué et de deux autres membres du personnel enseignant, sera, la plupart du temps, juge et partie dans sa propre cause. Le fait que les deux instituteurs adjoints au chef de l'école ou de son délégué seraient désignés l'un par l'inspection et l'autre par l'Administration communale, ne modifiera guère cette situation, car, de toute façon, et presque toujours, deux des trois membres du jury subiront la même influence ou appartiendront à un groupement ayant en matière linguistique les mêmes idées ou les mêmes intérêts. Il faut toujours éviter, dit-on, tout ce qui peut produire, ne fût-ce que l'apparence ou l'impression qu'on veut laisser contrôler la fraude par les fraudeurs.

Même ceux qui ne partagent pas toutes les appréhensions dont un membre de notre Commission se fait l'écho,

n'iront pas jusqu'à prétendre qu'elles sont sans fondement.

Ne pourrait-on pas, en cas de doute sur la sincérité de la déclaration du père de famille, recourir en première instance à l'inspecteur cantonal, à qui on pourrait adjoindre au besoin l'inspecteur principal du ressort auquel appartient la commune ? Nous disons en première instance, car il y aura lieu d'examiner si les pères de famille ne pourraient pas aller en appel auprès de la Députation permanente aussi longtemps, bien entendu, qu'ils représentent le minimum d'enfants exigé par la loi.

Il importe de remarquer ici que l'alinéa 3 prévoit cette fois l'intervention du Collège échevinal. N'est-ce pas un nouveau motif de mettre en concordance l'alinéa 2 et l'alinéa 3, en admettant qu'on doive demander l'autorisation ou prendre l'avis du Collège échevinal dans le cas prévu par l'alinéa 2 ?

Un amendement qui modifierait l'alinéa 3 dans le sens que nous venons d'indiquer, ralliera facilement, nous semble-t-il, une majorité, puisque tous sont sincèrement d'accord sur la nécessité du contrôle.

Déjà, en 1914, M. Devèze était très catégorique à ce sujet. « Je ne pousse pas, disait-il en séance du 22 janvier 1914, le respect de la liberté du père de famille jusqu'à permettre au père de famille de placer son enfant dans une section où cet enfant ne pourra comprendre ce qui se dira, et sera, par conséquent, l'estropié intellectuel dont parlaient plusieurs de nos collègues au cours du débat. »

\* \* \*

Les collègues auxquels faisait allusion M. Devèze étaient ceux qui, au cours du débat, avaient protesté, non sans amertume, contre le régime infligé alors aux enfants de la plupart des écoles de l'agglomération bruxelloise.

M. Van Cauwelaert avait rappelé que, de l'aveu même de l'Echevin de l'Instruction publique à Bruxelles, 90 p. c. des enfants arriérés étaient des enfants flamands.

Un autre député, le docteur Delbeke, disait que les ordres donnés à diverses reprises par les Bourgmestres Buls et Max d'instituer des cours flamands dans diverses écoles de la capitale n'avaient guère été obéis. Le fait même que ces ordres devaient être renouvelés en était la démonstration évidente.

La situation est-elle meilleure aujourd'hui ?

Il serait difficile de prétendre qu'elle est plus mauvaise. Mais il nous semble impossible de nier que les Flamands ont des motifs sérieux de ne pas vouloir s'accommoder du régime actuel. Si l'on tient compte du fait que la population du Grand-Bruxelles représente à peu près un huitième de la population totale du pays, on comprendra que les Flamands attachent une importance considérable aux stipulations de la loi qui ont trait aux écoles de l'agglomération bruxelloise. Il résulte de recherches faites par des inspecteurs que, dans l'agglomération bruxelloise, environ 40 p. c. des enfants sont considérés comme ayant pour langue maternelle le flamand, 40 p. c. le français et 20 p. c. sont inscrits comme étant bilingues. Mais, la plupart du temps, les bilingues sont en réalité des Flamands.

Or, les chiffres fournis par la direction de l'Enseignement général de la Ville de Bruxelles, pour le 1<sup>er</sup> octobre 1929, nous apprennent qu'il y a, dans la ville de Bruxelles, en y comprenant Laeken, Neder-Over-Heembeek et Haren, 34 classes flamandes et 14 classes bilingues, soit, en additionnant les deux chiffres, environ 10 p. c. du total des classes, qui est de 451.

D'autre part, le nombre d'élèves retardés qui, pour l'ensemble du



Royaume, représentait, au 31 décembre 1929, 31.4 p. c., était, dans l'agglomération bruxelloise, de 36 p. c.

Comment veut-on que les Flamands se déclarent satisfaits d'un régime qui donne 10 p. c. de classes à 60 p. c. d'élèves flamands ?

D'autre part, les Flamands critiquent le régime en vigueur dans l'agglomération bruxelloise, où le bilinguisme est pratiqué dès la première année, c'est-à-dire au détriment d'enfants âgés de six ans.

On trouverait difficilement beaucoup de villes en Europe où pareil régime d'instruction, condamné par l'immense majorité des pédagogues, serait longtemps toléré.

Dans les écoles libres de la capitale, le nombre d'heures consacrées à l'enseignement du flamand ne dépasse guère trois heures. Il atteint trois heures et quart dans deux écoles pour les élèves de cinquième et de sixième années; quatre heures dans une école pour les élèves de huitième année, et dans une autre école six heures par semaine au quatrième degré.

Nous savons bien qu'on nous répondra que si les écoles communales et la plupart des écoles libres ont adopté ce régime, c'est parce qu'il est notoire que, dans l'agglomération bruxelloise, les parents, même de condition modeste, veulent à tout prix que leurs enfants apprennent le français.

Le fait est certain et personne ne le contestera. Mais tout dépend de la façon dont la question est présentée aux parents. Les autorités scolaires de l'agglomération bruxelloise n'ont jamais donné, aux parents flamands, les conseils qu'aurait dû leur inspirer une saine pédagogie: « Vous avez raison, il faut que vos enfants connaissent bien le français; dans l'agglomération bruxelloise, cette connaissance leur est, sinon tout à fait indispensable, au moins incontestablement utile. Mais avant d'apprendre une seconde langue, il faut que vos enfants comprennent et retiennent ce qu'on leur dit. Or,

l'instruction consiste à s'élever progressivement du connu à l'inconnu. Pour arriver, il faut partir, et le point de départ de tout enseignement consiste dans le développement progressif des notions qui ont été inculquées à l'enfant au moyen de la langue du foyer. Quand vos enfants se seront assimilés, grâce à la seule langue qu'ils connaissent, les notions élémentaires qui forment la base de toute instruction, ils commenceront, par exemple à partir de la quatrième année d'études primaires, à apprendre le français. Et croyez bien qu'alors ils l'apprendront beaucoup mieux. »

Si les Echevins de l'instruction publique et les directeurs d'écoles de l'agglomération bruxelloise avaient tenu aux ouvriers bruxellois ce langage dicté à la fois par le bon-sens et par le respect de la langue du peuple, ils n'auraient pas abouti au résultat que nous devons enregistrer à l'heure actuelle.

Nous le répétons: ce que demandent les parents de l'agglomération bruxelloise, c'est la garantie que leurs enfants ne quitteront pas l'école primaire sans bien connaître le français. La question de méthode et d'horaire les intéresse moins, et la plupart d'entre eux n'ont pas la compétence voulue pour en juger eux-mêmes.

Ce n'est assurément pas un texte législatif qui fera disparaître du jour au lendemain l'inertie de beaucoup de parents et qui modifiera les dispositions actuelles de la plupart des directions d'écoles officielles et libres de l'agglomération bruxelloise.

Les Flamands auraient donc raison, croyons-nous, de se plaindre d'un texte qui, directement ou indirectement, encouragerait ces dispositions ou tendrait à maintenir la situation actuelle. Mais on ne peut contester que l'alinéa 5 du nouvel article 20 donne aux Flamands des garanties qu'ils ne trouvent pas dans la législation actuelle.

Certes, et on ne concevrait pas qu'il

en fût autrement, la loi continue à prévoir des tempéraments à la règle : langue maternelle, langue véhiculaire, quand il s'agit des communes bruxelloises et de la frontière linguistique. Mais, cette fois, elle ne se borne pas à reprendre le texte trop élastique de la loi actuelle, qui veut que ces tempéraments ne peuvent avoir pour effet « de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle. »

Elle rappelle d'abord que, pour les élèves de l'agglomération bruxelloise comme pour tous les autres enfants du pays, le contrôle prévu à l'alinéa 3 sera de rigueur pour les écoles privées subsidiées comme pour les écoles officielles, et à l'article *zobis*, elle entend que, dorénavant, dans toutes ces écoles, la direction devra organiser, à partir de la cinquième année d'études primaires, un cours de seconde langue comportant au moins trois heures de leçon par semaine, dès que des pères de famille représentant vingt enfants le demandent; ce qui est de nature à dissiper les appréhensions des parents qui craindraient que leurs enfants n'apprennent plus suffisamment le français.

\* \* \*

Examinons maintenant la portée du nouvel article *zobis*, qui a trait à l'étude de la seconde langue. L'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article fixe le droit commun; l'alinéa 2 ne vise que le régime d'exception dont bénéficie la minorité linguistique.

La disposition du premier alinéa est conforme au désir certain de la majorité des parents. Cependant, les auteurs du projet ont bien soin de préciser que l'étude de la seconde langue « n'est en aucun cas obligatoire pour les élèves. »

Nous ne jugeons pas nécessaire d'exposer longuement ici les critiques et les protestations de tous les pédagogues et de la majorité des dirigeants de l'enseignement officiel et de l'en-

seignement libre contre l'apprentissage prématuré de la seconde langue. Déjà, au cours de la discussion de la loi de 1914, un des adversaires les plus acharnés de l'enseignement prématuré du français dans les écoles primaires, le docteur Delbeke, faisait observer qu'il ne s'agit pas de vouloir enlever à l'ouvrier le bénéfice de la connaissance d'une seconde langue, mais au contraire, d'étudier les moyens et les possibilités d'enseigner le plus fructueusement cette langue.

En séance du 22 janvier 1914, M. Huysmans cita le passage suivant du règlement scolaire de l'archevêché de Malines : « Le programme modèle de l'Etat suppose que la deuxième langue est déjà enseignée au degré inférieur. Mais nous maintenons l'avis qu'en général, il serait plus favorable d'attendre la quatrième année et même le degré supérieur avant de commencer ces leçons. L'enfant a appris alors à voir et distinguer; il a appris à penser, à parler et à écrire dans sa langue maternelle. Son intelligence et sa mémoire sont développées. Pour cette raison, il fera de grands progrès en peu de temps dans la langue nouvelle et il regagnera le temps perdu en apparence. »

Le projet qui nous est soumis propose d'organiser l'étude de la seconde langue à partir de la cinquième année et désire qu'on y consacre un minimum de trois heures par semaine. Mais il ne faudrait pas conclure de la formule « comportant au moins trois heures de leçon par semaine » que les auteurs du projet désirent que ce minimum soit toujours largement dépassé. N'oublions pas qu'il s'agit ici d'enfants de dix ans, et que l'enseignement de la seconde langue doit être organisé pour eux de façon à ne pas nuire à leur culture générale.

Il semble bien que cette proposition de commencer à partir de la cinquième année d'études primaires ne rencontrera guère d'opposition. Le projet socialiste préconise la même solution.

Cette stipulation constitue d'ailleurs une transaction, à notre avis heureuse, entre le texte de M. Devèze demandant de commencer à partir de la troisième année primaire, et le point de vue de ceux qui soutiennent que l'enfant connaîtrait mieux la seconde langue si les programmes étaient rédigés de façon à pouvoir y consacrer, à partir de la première année du quatrième degré, un nombre d'heures relativement considérable.

On s'est demandé comment on organisera, pour les enfants dont les parents en font la demande, l'enseignement du français prévu dans cet alinéa 1<sup>er</sup>. Voici, par exemple, une école où il n'y a qu'un instituteur. Pendant les trois heures affectées par semaine à l'enseignement du français, que feront les enfants dont les parents n'ont rien demandé ? Donnera-t-on le cours facultatif de seconde langue avant ou après les heures de cours obligatoires ? Mais alors, on impose aux instituteurs du pays flamand un surcroît de travail dont leurs collègues wallons seront toujours dispensés. Et qui ne comprend qu'à la campagne, où les trajets à parcourir sont parfois longs, les parents désirent qu'en hiver leurs enfants soient rentrés avant qu'il fasse nuit.

L'inconvénient signalé n'existera guère dans les écoles à instituteur unique. Ces écoles, en effet, sont situées dans de très petites communes, où l'enseignement de la seconde langue n'est pas organisé. Les parents admettent qu'il est difficile d'y donner un cours de seconde langue. Quant aux communes plus importantes, notons que sur environ 3,600 écoles de la région flamande, le français est enseigné dès aujourd'hui comme seconde langue, pendant les heures de classe, dans environ 2,800 écoles. Cet enseignement varie d'une école à l'autre, mais la moyenne des heures affectées au cours de français est de trois heures par semaine. Rien ne démontre, au surplus, que dans les communes à instituteur unique, il sera impossible

de trouver une combinaison procurant l'enseignement de la seconde langue à ceux qui en expriment le désir.

\* \* \*

L'alinéa 2 de l'article *zobis* décide que, dans les classes spéciales, organisées à la demande des minorités linguistiques, l'organisation et la fréquentation régulière du cours de langue régionale seront obligatoires.

Nous avons l'impression que la plupart de ceux qui attaquent le projet n'ont pas suffisamment mis en relief cette disposition importante entre toutes.

Le texte ajoute que cet apprentissage de la seconde langue devra commencer, dès la troisième année, au moyen d'exercices élémentaires de conversation.

A première vue, il semble y avoir ici une contradiction avec l'alinéa précédent, décrétant pour des motifs d'ordre pédagogique, que l'étude de la seconde langue ne commencera qu'à partir de la cinquième année. Mais les situations sont toutes différentes. Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, il s'agit des enfants dont la langue maternelle est celle de la région, et, dans l'alinéa 2, des enfants appartenant à un groupe de minorité linguistique. Ces derniers, précisément parce qu'ils sont constamment en contact avec des enfants ne parlant que la langue de la région, reçoivent chaque jour, pendant la récréation, au cours du trajet vers l'école ou vers la maison paternelle, des exercices élémentaires de conversation. Il importe que ces exercices extra-scolaires soient autant que possible complétés et surtout corrigés à l'école même, sinon ces enfants, à qui on veut apprendre sérieusement la seconde langue, auront d'abord appris le patois, et acquerront une prononciation défectueuse qu'il sera parfois très difficile de leur faire perdre.

On a prétendu que la différence faite entre les exercices élémentaires de

conversation et le cours didactique n'est qu'une sorte de trompe-l'œil. « L'instituteur, affirme-t-on, écrira des conversations au tableau, les élèves ouvriront leurs cahiers et l'inspecteur se gardera bien de rectifier le tir. Le projet ne lui enlève-t-il pas toute autorité ? »

Nous avouons ne pas bien comprendre pourquoi l'inspecteur n'aurait plus, d'après le texte de la loi actuelle, le droit de vérifier si l'instituteur ne substitue pas un commencement de cours didactique aux exercices élémentaires de conversation. Le cours didactique prévu dès la cinquième année a pour objet l'étude systématique de la langue et ne peut consister uniquement en une répétition dans la seconde langue des matières enseignées dans la langue maternelle de l'élève. On y apprendra donc la lecture, l'orthographe, la grammaire et la récitation. A partir du quatrième degré commenceront l'analyse littéraire et les études de style, qui constituent évidemment le pivot de l'enseignement d'une langue. Ceci n'a rien à voir avec de simples exercices de conversation n'impliquant guère d'effort pour un enfant qui, très souvent, du matin au soir, entend parler autour de lui la langue de la région, car il ne s'agit pas ici d'enfants qu'on conduit ou qu'on ramène de l'école en automobile ou qui disposent d'un vaste jardin leur ôtant l'envie de jouer dans la rue. (1)

Nous aurions voulu insérer ici quelques détails sur l'enseignement de la seconde langue dans les autres pays bilingues. Mais, dans l'appréciation des législations étrangères, il faut, sous peine d'être superficiel, tenir compte de tant de facteurs historiques et psycho-

(1) Ceux qui voudraient des explications plus détaillées sur la façon dont il faut comprendre la différence entre de simples exercices de conversation et un cours pratique de seconde langue, liront avec fruit « le Code de l'enseignement moyen et de l'enseignement normal moyen » de M. Bauwens, à l'endroit où il est question des élèves de la première année d'études des écoles moyennes.

logiques et aussi de tant de situations de fait différentes des nôtres, que ces indications, pour être complètes, impliqueraient une étude détaillée débordant le cadre de ce rapport. On parle souvent de l'exemple que nous donne la Suisse. Il ne sera pas inutile de faire observer que, sauf dans les régions situées le long de la frontière et dans quelques villes comme Fribourg et Bienne, la langue de la région y est la langue véhiculaire obligatoire de tous les cours, ce qui n'empêche évidemment pas les communes et les cantons d'encourager l'étude de la seconde langue.

\* \* \*

L'article 20ter étend la disposition du nouvel article 20 aux écoles gardiennes organisées par les communes ou par les directions scolaires privées. Cette stipulation ne soulèvera, espérons-nous, aucune objection, car on l'a dits souvent : « Par définition, l'école gardienne est l'institution qui prépare les enfants à recevoir avec fruit l'instruction primaire; elle est en quelque sorte le trait-d'union entre l'éducation maternelle et l'instruction primaire. » On ne concevrait donc pas pour les classes gardiennes un régime linguistique différent de celui des classes primaires. Même sous le régime actuel, la direction de l'enseignement primaire s'est toujours inspirée de cette vérité trop évidente pour avoir besoin de commentaire.

Il n'en était pas moins utile de l'insérer dans la loi, parce qu'il y a eu malheureusement des abus justifiant la précaution prise par les auteurs du projet.

\* \* \*

Ceux qui ont lu attentivement le texte de l'Exposé des motifs et les articles du projet auront été surpris d'y constater que la Commission linguistique a estimé à l'unanimité

que les écoles libres devraient être dédommagées des dépenses qu'en fait elles seront amenées à faire dans le cas où la dualité du régime linguistique entraînerait la nécessité de construire de nouvelles classes. Et cependant, il n'est plus question de l'octroi d'une subvention dans le texte du projet.

Le motif qui en a été donné dans certains milieux, c'est qu'il est impossible de faire à l'enseignement libre une situation privilégiée par rapport à l'enseignement officiel. Or, quand les communes effectuent des dépenses pour la construction ou l'aménagement de locaux scolaires, l'Etat n'intervient que pour un tiers.

On peut répondre à cette première observation qu'il serait possible de déterminer, soit dans la loi, soit dans un arrêté royal, la part d'intervention de l'Etat qui serait égale pour les écoles officielles et pour les écoles libres adoptées et adoptables.

Un membre de la Commission a fait observer qu'une fraction notable de la Commission linguistique parlementaire ne s'était ralliée au vœu reproduit dans l'Exposé des motifs que parce qu'elle était convaincue qu'il ne pouvait être question que du traitement de l'instituteur. Mais un autre membre a répliqué que, dans ce cas, on n'aurait fait que donner un coup d'épée dans l'eau, puisque la loi actuelle stipule déjà le paiement par l'Etat du traitement de tous les instituteurs.

Verrait-on un inconvénient à octroyer une subvention aux seules écoles libres dont la direction serait amenée à faire des transformations considérables de ses locaux ?

Les règlements actuels ne prévoient aucune subvention de l'Etat pour la construction et la transformation des écoles libres.

\* \* \*

Les textes dont nous sommes saisis ne reproduisent plus le dernier alinéa de l'article 20 actuel exigeant que l'inspection présente chaque année un rapport spécial sur l'application

de l'article 20. On a estimé que le maintien de ce paragraphe était inutile parce que l'article 47 de la loi sur l'enseignement primaire établit que tous les trois ans un rapport sur l'état de l'instruction primaire devra être présenté par le Gouvernement à la Législature. Or, les éléments de ces rapports doivent être recueillis régulièrement et préparés par les inspecteurs.

\* \* \*

De toutes les objections faites à la loi, il en est deux qui ont impressionné une grande partie de l'opinion publique.

En Wallonie comme en Flandre et peut-être plus en Wallonie qu'en Flandre, on craint la formation des îlots artificiels. On a notamment parlé, au sein même de la Commission, des « villages à château » où un châtelain obtient facilement de ses fermiers et de son personnel toutes les signatures qu'il désire. A quoi on a répliqué : La comparaison n'est guère probante car autre chose est d'obtenir une signature au bas d'une pétition, et autre chose de faire en sorte que ce qui n'a pas existé dans le passé et ce qui n'existe pas dans le présent devienne du coup une réalité incontestable. Où trouve-t-on dans nos villages flamands de nombreux enfants d'expression française ?

Sur un total de 3,615 écoles primaires de la région flamande, comprenant 492,000 élèves, il y a 2,792 écoles comptant 179,195 élèves où le français est enseigné pendant les heures de classe. Il y a 254 écoles avec 10,582 élèves où la seconde langue est enseignée après les heures de classes. Cependant ces deux derniers chiffres ne sont qu'approximatifs, car il semble bien qu'un certain nombre de ces 254 écoles soit comprises dans les 2,792 que nous venons d'indiquer. Les écoles où le français est enseigné régulièrement comptent 7,500 classes. La moyenne des heures d'enseignement de français est de trois heures par semaine.

\* \* \*

On s'est ému aussi de l'insuffisance du contrôle de la déclaration du père de famille. Notre réponse est bien simple : il se trouvera sans aucun doute au Parlement une majorité considérable pour accueillir favorablement toute proposition qui substituerait au contrôle prévu par le projet un contrôle plus efficace. Nous voulons tous un contrôle à la fois rapide, minutieux, impartial et indépendant.

\* \* \*

Votre Commission, qui avait déjà tenu deux séances préliminaires, et dont les membres avaient reçu d'avance le texte des rapports, a examiné au cours des séances des 28 et 31 octobre les projets qui lui sont soumis.

A la demande du rapporteur, un de nos collègues libéraux a précisé en quoi consiste la modalité nouvelle proposée par son parti au premier projet.

Il explique que ses amis abandonnent les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> qui suscitaient une vive opposition au sein des trois partis.

Ce texte confiait à quelques pères de famille le droit absolu et individuel d'exiger des classes ou une section spéciales, sans laisser aux autorités communales le moindre droit d'appréciation. Mais on demande que les sections minoritaires, librement organisées par les autorités scolaires, soient maintenues d'office, aussi longtemps que ces sections conserveront leur raison d'être, c'est-à-dire, un minimum d'élèves.

Comme il paraît équitable et nécessaire d'établir une sorte de synchronisme entre l'enseignement officiel et l'enseignement libre, il devrait être entendu que les écoles libres, ne se conformant pas aux dispositions de la loi, seraient privées des subventions de l'Etat.

Ces modifications, ajoute-t-on, ne touchent en rien à plusieurs des dispo-

sitions essentielles du projet, qui n'est donc pas purement et simplement retiré comme on l'a prétendu. Citons : le droit commun établi par l'alinéa 1<sup>er</sup>; le droit, pour ceux qui le demandent, d'apprendre la seconde langue, l'obligation pour les élèves du régime minoritaire d'apprendre la langue de la région, et enfin le contrôle sévère de la déclaration du père de famille appartenant à la minorité linguistique.

L'honorable préopinant n'a pu voulu nous saisir d'un texte d'amendement, afin de permettre à toutes les bonnes volontés de collaborer au sein de la Commission à la rédaction d'un texte.

Votre rapporteur a résumé alors les motifs pour lesquels les dirigeants flamands sont hostiles à la stipulation interdisant aux communes de supprimer des sections spéciales aussi longtemps que celles-ci sont fréquentées par un nombre suffisant d'élèves.

Les cinq communes où il existe encore des sections spéciales n'ont jamais abusé de leur droit de les supprimer, et rien ne permet de croire qu'elles le feraient dans l'avenir.

Pourquoi légiférer contre des abus inexistantes? Nous ne sommes saisis d'aucune plainte. L'histoire de notre législation linguistique ne démontre-t-elle pas éloquemment le danger de ces formules restrictives et inutilement froissantes pour les Flamands?

Les minorités dont il s'agit sont si infimes que dans aucun pays du monde entier on n'exigerait de l'Etat des subventions pour maintenir en leur faveur un régime d'exception.

J'indique dans mon rapport qu'il n'existe plus que 1,6 p. c. d'élèves dans les sections minoritaires et, dans les sections préparatoires des écoles moyennes de la région flamande, il n'y a plus en ce moment que 524 élèves.

Les Flamands demandent aussi un régime d'adaptation leur donnant ce qu'ont toujours revendiqué les Wallons et avec eux, tous les peuples

libres de l'univers : la préséance de la langue de la région.

Des enfants, dont la langue maternelle est le français, ne connaîtront jamais suffisamment la langue de la région si on ne leur donne que trois heures par semaine de cours de flamand.

L'enseignement officiel n'a pas à craindre de la part de l'enseignement libre une concurrence dans le domaine linguistique; des faits aussi nombreux qu'incontestables le démontrent.

Le défenseur de la thèse soutenue dès le début de la discussion s'étonne que ses propositions conciliatrices et modérées ne soient pas accueillies par tous.

Les chiffres produits par le rapporteur devraient faire renoncer les dirigeants catholiques flamands à toute idée de contrainte légale, puisqu'ils établissent que ces minorités fondent en quelque sorte à vue d'œil.

Il importe de souligner qu'on ne demande le maintien d'une section spéciale qu'aussi longtemps que subsiste le motif pour lequel elle fut spontanément organisée par la commune : un nombre suffisant d'élèves.

Le refus de nous accorder le maintien de la situation actuelle n'atteindra que les enfants de condition modeste, les parents fortunés pouvant toujours faire instruire leurs enfants chez eux, ou dans des établissements non subventionnés où l'on fait ce que l'on veut.

Enfin, il résulte des explications mêmes du rapporteur, que le régime dit de transmutation entraînera fatalement des réactions regrettables qu'il importe de prévenir.

Un membre fait alors observer que la Commission n'est saisie d'aucun texte précis qui puisse servir de base à une discussion.

Nos collègues libéraux ont-ils des amendements à nous proposer ?

Un autre membre demande qu'on désigne quelques représentants des trois partis pour qu'ils essaient de

rédiger, avant la prochaine réunion de la Commission, des formules d'amendement. Seule, la préoccupation de l'unité et de l'avenir du pays doit nous dicter notre ligne de conduite. La question que nous discutons n'est pas une question de politique.

Un autre membre fait ressortir trois dispositions essentielles du projet sur lesquelles l'accord semble acquis : le principe de la territorialité dans le régime du droit commun, conditionné par le respect du droit des pères de famille; la déclaration contrôlée du chef de famille concernant la langue maternelle dans l'agglomération bruxelloise et les communes de la frontière linguistique; enfin, la reconnaissance des droits des minorités tempérée par l'obligation d'apprendre la langue de la région. Il n'est pas impossible de trouver une formule combinant heureusement l'enseignement donné dans la langue maternelle avec celui de la langue de la région.

Un collègue fait ressortir que rien ne sera fait tant qu'on n'aura pas obtenu une majorité considérable pour un texte donnant entièrement satisfaction aux Flamands. Il ne faut pas que les projets leur apparaissent comme la rançon de l'obtention de l'Université flamande. Ne sous-évaluons pas le danger résultant du mécontentement qui règne, à l'heure actuelle, dans tout le pays flamand. La seule solution efficace est celle qui s'inspire de l'unilinguisme, combiné avec un régime de transition pour les sections minoritaires.

Un membre du groupe socialiste décline pour son parti la proposition de faire partie de la Sous-Commission. Le parti socialiste a déposé son projet et n'a rien à y modifier.

Plusieurs membres de la Commission regrettent cette décision, qui rend difficile une solution vraiment nationale, et déclarent laisser aux membres socialistes la responsabilité de leur abstention.

\* \* \*

Au début de la séance du 31 octobre, le rapporteur soumet à la Commission la formule élaborée par la sous-commission composée de MM. Dierckx, Digneffe, Rutten et Waucquez. Mais il ajoute immédiatement que les deux membres catholiques de la sous-commission, après en avoir conféré avec leurs amis de la droite de la Commission, donnent leur préférence à un second texte modifiant les deux premiers articles de la formule. Il s'excuse de n'avoir pu en prévenir qu'au dernier moment ses collègues de la sous-commission. Les membres libéraux déclarent ne pouvoir accepter que la première formule.

Le rapporteur donne alors lecture des deux premiers articles du texte abandonné par les membres catholiques et repris par les membres libéraux :

## ART. 20.

Dans toutes les écoles communales, adoptées ou adoptables, la langue maternelle des enfants est la langue véhiculaire aux divers degrés de l'enseignement.

La déclaration des chefs de famille concernant la langue maternelle ou usuelle de leurs enfants n'est recevable qu'autant que ces derniers soient reconnus effectivement aptes à recevoir avec fruit l'instruction dans la langue désignée. En cas de doute, cette aptitude est vérifiée dès le début, et en tous cas avant la fin du premier mois de l'année scolaire, soit à l'initiative de l'autorité locale, soit à la requête de l'inspection scolaire, par un jury composé du chef de l'école ou de son délégué et de deux autres membres du personnel enseignant, dont l'un est désigné par l'inspection et l'autre par l'administration communale. Le Collège échevinal, l'inspecteur de l'État et le chef de famille intéressé peuvent en appeler de la décision du jury au Ministre compétent qui statue après supplément

d'enquête. Dans les écoles libres, la direction de l'école est substituée à l'autorité communale.

Pour pouvoir jouir des subventions des pouvoirs publics, les écoles doivent se conformer, aux prescriptions du présent article.

## ART. 20bis.

Dans les classes dont la langue véhiculaire n'est pas celle de la région, l'enseignement de la langue régionale sera obligatoire dans les conditions ci-après : à partir de la troisième année d'études, des exercices de conversation prépareront les élèves à suivre avec fruit l'enseignement dans la langue de la région ; à partir de la cinquième année, trois heures par semaine seront consacrées à l'enseignement didactique de cette langue ; à partir de la septième année, il y est consacré six heures par semaine. L'autorité scolaire appréciera dans quelle proportion respective il y a lieu de consacrer ces six heures à l'enseignement didactique de la langue régionale et à des cours donnés dans cette langue.

Dans les écoles de l'agglomération bruxelloise et de la frontière linguistique, l'enseignement de la seconde langue sera obligatoire à concurrence d'un minimum de trois heures par semaine : cet enseignement commencera à la troisième année d'études, sous forme d'exercices élémentaires de conversation et constituera à partir de la cinquième année un cours didactique.

Le rapporteur explique la portée de cet article 20.

Le remplacement de l'alinéa 1<sup>er</sup> du projet par le texte de la loi actuelle est exigé par le fait même que nous supprimons l'alinéa 2. La disposition de l'alinéa 2 présuppose en effet celle de l'alinéa 1<sup>er</sup>. Ainsi que le dit l'Exposé des Motifs, les auteurs du projet ont



voulu combiner le principe de la régionalité avec celui du respect du droit des minorités, ce qui pratiquement est la même chose que le principe de la personnalité. En effet, les deux notions réunies de régionalité et de reconnaissance du droit des minorités ne diffèrent guère du régime ancien de la personnalité. C'est donc à tort qu'on s'effraierait de la modification proposée, d'autant plus que le début de l'article *zobis* établit que, tout au moins aux yeux des membres catholiques de la sous-commission, la différence entre les deux notions est en fait plus apparente que réelle.

Un second motif justifie ce texte : Si nous maintenons purement et simplement l'alinéa 1<sup>er</sup> du projet, il n'y aurait plus de possibilité de dérogation. Or, il n'entre dans l'intention de personne d'interdire aux communes qui le jugent nécessaire d'user de leur droit de constituer une classe nouvelle pour les enfants de la minorité linguistique.

L'alinéa 2 organise le contrôle de la déclaration du père de famille. Aucune proposition du contrôle plus sévère ne se heurtera à une fin de non-recevoir.

Passant à l'article *zobis* le rapporteur fait observer que dans le projet socialiste, les communes peuvent mais ne doivent pas organiser un régime de transmutation. Si elles l'appliquent, comment feront-elles?

De deux choses l'une : où l'on donnera, à partir de dix ans, des cours dans une langue que l'enfant ne comprend pas suffisamment, et il aura alors à fournir un double effort intellectuel qui de l'avis de tous les spécialistes, dépasse la capacité normale des enfants de cet âge. Il devra en effet s'assimiler la matière à enseigner et aussi les termes dont on se sert pour les lui faire comprendre. Les dirigeants du mouvement flamand d'autrefois reprochaient amèrement cette méthode appliquée aux enfants de certaines villes. Ils accusaient les autorités scolaires d'en faire des estropiés intellectuels.

Ou bien, deuxième hypothèse, il faudra augmenter le nombre de cours. Mais alors surgit un autre inconvénient, presque aussi grave, car, de l'avis de tous les spécialistes, il n'est pas possible de surcharger encore les programmes et les instituteurs.

Ne serait-il pas plus simple et plus logique, étant donné le petit nombre d'élèves en cause, d'établir le principe de la progression des cours? Telle est la portée de cette proposition.

L'alinéa 2 rend obligatoire dans l'agglomération de Bruxelles et le long de la frontière linguistique le cours de seconde langue.

\* \* \*

Le nouveau texte accepté par les membres catholiques de la Commission est ainsi libellé :

« ART. 20. — La langue véhiculaire de l'enseignement dans les écoles primaires communales, adoptées ou adoptables, est le flamand dans la région flamande du pays, le français dans la région wallonne et l'allemand dans les communes d'expression allemande.

» Il est loisible aux autorités qui dirigent les écoles d'organiser pour les enfants dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas la langue véhiculaire de la région, des écoles ou des classes spéciales où l'enseignement sera donné dans la langue maternelle ou usuelle de l'élève.

» Toutefois, dans ces classes spéciales, l'enseignement de la langue de la région sera organisé par arrêté royal, de telle façon qu'à la fin de l'enseignement primaire, les élèves soient aptes à suivre éventuellement, dans la langue de la région, les leçons de l'enseignement technique ou de l'enseignement moyen.

» Dans les écoles de l'agglomération bruxelloise et de la frontière linguistique, la langue véhiculaire de l'enseignement est déterminée d'après les déclarations des chefs de famille con-

cernant la langue maternelle de leurs enfants, dans les conditions prévues aux alinéas 3 et 4 du présent article. Dans ces communes, des tempéraments à la règle — langue maternelle, langue véhiculaire — peuvent cependant être autorisés par décision ministérielle, selon les besoins des élèves et les contingences locales; mais ces tempéraments ne peuvent avoir pour effet de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle. Les arrêtés ministériels d'autorisation sont publiés au *Moniteur*.

» L'enseignement de la seconde langue y sera obligatoire à concurrence d'un minimum de trois heures par semaine. Cet enseignement commencera à la troisième année d'études, sous forme d'exercices élémentaires de conversation et constituera à partir de la cinquième année un cours didactique.

L'alinéa du projet relatif au contrôle n'est pas modifié.

Résumant ensuite les motifs pour lesquels les membres catholiques se sont ralliés à ce deuxième texte, le rapporteur constate qu'un grand nombre de ses collègues estiment qu'il serait inopportun de renoncer au principe de la régionalité inscrit en tête du projet gouvernemental. N'alimentons pas inutilement la défiance par l'adoption d'un texte donnant l'impression qu'on veut retirer ce qui a été accordé.

Quant à l'inconvénient résultant de la disparition de la concordance entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 de l'ancien projet, nous le faisons disparaître par un nouvel alinéa 2 qui dissipe tout malentendu. Le troisième alinéa nous est dicté par la constatation des multiples difficultés qu'on rencontre chaque fois qu'on essaie de préciser dans un texte de loi les modalités d'un régime d'adaptation des minorités linguistiques au milieu régional. Laissons la détermination de ces modalités aux spécialistes de la pédagogie. Ceux dont nous nous occupons en ce moment sont

des enfants du peuple. Le seul enseignement supérieur que recevront la plupart d'entre eux c'est l'enseignement technique ou professionnel. Cet enseignement est donné en flamand dans les provinces flamandes, et il n'en pourrait être autrement. Rien de plus naturel que d'exiger que ces enfants soient aptes à en suivre les cours. Il n'est pas moins logique de songer aux mieux doués qui aborderont plus tard l'enseignement moyen. Ne doivent-ils pas eux aussi être préparés à suivre cet enseignement en flamand? Certes, ceux qui ne veulent pas de cet enseignement auront la faculté, puisqu'ils appartiennent à la minorité linguistique de réclamer le régime d'exception. Mais comment pourraient-ils à la fin de leurs études, avoir le choix entre le régime normal et le régime d'exception, s'ils n'ont pas reçu une préparation les rendant aptes à suivre les cours en flamand

En quel pays du monde agirait-on autrement?

Le porte-parole du groupe libéral estime que la formule nouvelle est totalement différente de la première. Elle disjoint et désarticule un ensemble sur lequel nous nous étions mis d'accord. En adoptant le principe de la régionalité, les auteurs du projet gouvernemental s'étaient proposé de nous présenter une formule claire et comprise de tous, mais l'alinéa 2 écartait immédiatement ce que l'alinéa 1<sup>er</sup> avait de trop radical en indiquant la restriction nécessaire, c'est-à-dire, l'exception de droit. Et voici que pour atténuer l'inflexibilité du principe de la régionalité, vous ne nous présentez plus que la possibilité d'une exception. Les communes feront-elles ce qu'elles voudront?

Votre alinéa « Toutefois » et ce qui suit nous présente une solution incompatible avec les exigences de la pédagogie. Mettez-vous à la place d'un enfant de dix ans d'expression française, résidant en pays flamand. Vous venez de signaler l'inconvénient du

double effort qu'on va lui imposer : Il doit comprendre ce qu'on lui enseigne et puis saisir les mots dont on se sert pour l'instruire. Que si, pour obvier à cet inconvénient, vous retardez l'enseignement de la seconde langue, vous perdez de vue que beaucoup d'enfants n'arrivent pas au quatrième degré, ou tout au moins ne le terminent pas. Pendant un siècle les Flamands ont récriminé à juste titre contre pareil système, et voici qu'ils veulent maintenant imposer aux enfants des pauvres une corvée à laquelle seuls les parents riches pourront soustraire leurs enfants en les envoyant dans des écoles payantes non-subsidiées. Par votre opération de transmutation, vilain mot qui cache mal une vilaine chose, vous voulez arriver à la flamanisation totale et obligatoire. Ne comptez pas sur nous pour vous aider à réaliser ce régime de contrainte.

Un membre de gauche trouve que notre collègue exagère, et il invoque son expérience personnelle : Au temps de son enfance, il habitait le pays flamand; en famille on ne parlait que le français, mais dans la rue, il n'entendait que le flamand. Très rapidement et sans effort, il apprit assez de flamand pour comprendre les cours donnés dans cette langue. Arrivé à l'école moyenne, il suivit des cours français. Il n'a pas l'impression que ce régime, l'ait complètement déformé.

Un membre demande au porte-parole du groupe libéral qu'elle est exactement la proportion des cours de seconde langue qu'il accepterait d'imposer aux enfants « minoritaires » ?

Il lui est répondu que la réponse se trouve dans l'article *zobis* de la première formule : au premier degré, la langue maternelle exclusivement; au deuxième degré, des exercices préparatoires; au troisième degré, trois heures par semaine, et au quatrième degré, une heure par jour. Dans ce système l'enfant se sera assimilé toutes les branches obligatoires dans la seule langue qu'il connaisse vraiment.

Mais en même temps, il aura suffisamment appris la seconde langue pour corriger et affiner, ainsi que le désire notre rapporteur, la langue entendue dans la rue et pendant les récréations.

Un membre fait observer que dans la région flamande, les enfants des écoles payantes doivent dès leur entrée au collège, suivre eux aussi, qu'ils le veuillent ou non, les cours en flamand. Il n'est donc pas exact de prétendre qu'on veut leur imposer un nouvel effort qu'on épargne aux enfants riches. Ne vaudrait-il pas mieux abandonner cette question de dosage des cours aux spécialistes de l'enseignement primaire? Si l'expérience démontre que ces derniers se sont trompés, le Gouvernement pourra toujours prendre d'autres dispositions. Rien ne l'empêcherait alors, ajoute un autre collègue, de se rallier même à un système se rapprochant de celui que préconisent nos collègues libéraux.

Un membre de votre Commission tient à citer à son tour le résultat de son expérience personnelle : ses enfants ont été élevés en français, mais à l'école et en récréation, ils n'entendaient que le flamand. Au bout d'un an ils le comprenaient.

Un autre de nos collègues déclare ne pas comprendre lui aussi, l'émoi provoqué par la lecture du texte nouveau.

Ne sommes-nous pas d'accord sur l'essentiel : l'enfant minoritaire doit apprendre la langue régionale sans désapprendre sa langue maternelle? On vient de le dire : C'est le seul moyen de lui permettre de choisir, si un jour il aborde l'enseignement moyen, entre le régime flamand et le régime français.

Va-t-on introduire ou maintenir indéfiniment en Flandre, ajoute un membre, le régime existant en Wallonie où les enfants récemment arrivés dans la région sont incapables de suivre des cours professionnels? Quant à l'enseignement moyen, il n'est que le déve-

loppement des matières enseignées à l'école primaire. Il est logique dès lors, que l'un soit la préparation de l'autre. Nos collègues libéraux persistent à croire que les propositions qu'ils viennent de défendre constituent le maximum de ce qu'ils peuvent concéder.

Un de nos collègues catholiques estime que les pères de famille « minoritaires » peuvent avoir pleine confiance dans l'équité et dans le bon sens des autorités scolaires. Pourquoi cesseraient-elles demain de respecter la liberté du père de famille, alors que la loi ne leur enlève ni le droit ni le moyen de le faire?

Il est entendu que plusieurs de mes collègues subordonnent comme moi le vote de l'alinéa 3 au maintien des sections minoritaires existantes.

Ne perdons plus notre temps, déclare un membre de la gauche socialiste. Il existe d'ores et déjà une majorité au Parlement en faveur d'une solution régionaliste se rapprochant de celle préconisée par notre Parti. C'est la seule solution nationale du problème.

Seulement, réplique un de nos collègues, il y a deux façons de concevoir une solution nationale : celle qui consiste à se laisser prendre à la remorque par la masse souvent incompétente et excitée, et celle qui consiste à l'éclairer et à l'entraîner.

\* \* \*

Le président met aux voix les textes présentés à la Commission.

Le nouvel article 20, proposé par le groupe catholique et que nous avons reproduit plus haut, est voté par dix membres de la droite et rejeté par les deux libéraux présents. Les membres socialistes s'abstiennent.

Nos collègues libéraux, reprenant pour leur compte le texte de la sous-commission inséré au début de ce compte rendu, l'article 20 de ce premier texte est rejeté par huit non, deux oui et cinq abstentions.

L'article *zobis* de ce premier texte, relatif à l'enseignement de la seconde

langue dans les classes d'exception, est rejeté par dix voix catholiques contre quatre abstentions dont deux libérales.

Les derniers articles sont mis aux voix tels qu'ils ont été libellés par la sous-commission :

L'article relatif à l'enseignement facultatif de la seconde langue, reproduisant textuellement l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article *zobis* du projet gouvernemental est adopté à l'unanimité, moins les abstentions socialistes.

L'article relatif aux conditions de maintien des classes minoritaires existantes est adopté par neuf voix et quatre abstentions, dont deux catholiques.

L'alinéa prévoyant des mesures spéciales pour rendre impossibles certains abus tels qu'il y en existe dans le Limbourg, est adopté par neuf voix et quatre abstentions, dont deux libérales.

Le dernier article étendant l'application de la loi aux écoles gardiennes, est voté par huit voix et quatre abstentions.

Le président met enfin aux voix le texte de l'ensemble et l'approbation du rapport : neuf membres votent pour, deux s'abstiennent et deux votent contre.

*Le Rapporteur, Le Président,*  
G. RÜTTEN. E. DERBAIX.

\* \* \*

### **Note personnelle du Rapporteur**

Qu'il soit permis à votre rapporteur, pour éviter de nouveaux malentendus, de préciser davantage la portée du nouveau texte adopté par la majorité de la Commission.

Après que celle-ci eût repris l'alinéa 1<sup>er</sup> du premier article du projet gouvernemental, posant le principe de la régionalité, il fallait nécessairement prévoir la possibilité d'une dérogation. Sans cela l'organisation d'écoles spéciales pour enfants de la minorité linguistique devenait impossible, et nous aurions abouti à des conséquences

absurdes. Deux exemples suffiront à le démontrer :

Des philanthropes désirent ouvrir au littoral, en Campine ou dans les Ardennes, un home scolaire pour enfants débiles. On y accueille des enfants wallons et des enfants flamands. Qui prétendra que les enfants wallons résidant temporairement en pays flamand ou les enfants flamands résidant temporairement en pays wallon ne pourront plus recevoir l'instruction dans leur langue maternelle?

A l'école des Pupilles de l'Armée et à l'école des Cadets on a réuni les élèves de la section flamande et de la section wallonne. Le premier établissement est situé en pays flamand, le second en pays wallon. Qui songerait à rendre le régime flamand obligatoire pour les pupilles wallons et le régime français obligatoire pour les cadets flamands ?

Nous avons donné ces exemples pour faire toucher du doigt les inconvénients de mesures trop radicales, mais il est entendu que l'argument s'applique aussi aux minorités linguistiques formées dans des conditions moins exceptionnelles.

Pour des motifs d'ordre pédagogique et pratique, la majorité de votre Commission n'a pas cru devoir inscrire dans un texte législatif le détail de l'horaire ou l'indication des cours affectés à l'enseignement de la langue régionale aux minorités linguistiques. Si nous avions déterminé un minimum de cours on nous aurait reproché de perdre de vue l'inconvénient signalé dans l'Exposé des Motifs du deuxième projet gouvernemental : l'arbitraire ministériel qui pourrait dépasser le minimum dans des proportions exagérées. Si nous avions précisé un maximum, celui-ci aurait été trop élevé pour les uns et trop peu élevé pour les autres, et nous nous serions heurtés aux objections des pédagogues rejetant toutes les combinaisons entraînant l'apprentissage prématuré

d'une seconde langue. Si enfin, nous avions stipulé une moyenne, nous laissons encore aux autorités scolaires une marge plus ou moins considérable qu'il était permis aux uns d'élargir et aux autres de diminuer de façon excessive. Il ne peut être question d'autre part d'allonger l'horaire en multipliant les cours supplémentaires.

Ne vaut-il pas mieux, dès lors, laisser au Gouvernement le soin de résoudre cette question de dosage en s'inspirant des leçons de l'expérience et des propositions qui lui seront faites par les inspecteurs et les pédagogues?

On peut répliquer il est vrai, que le système ouvre lui aussi la porte à l'arbitraire, mais personne n'en a découvert un qui soit à l'abri de toute critique, et il ne faut pas oublier que le Gouvernement est responsable devant les Chambres.

On s'est ému dans certains milieux de la formule stipulant que les enfants doivent être instruits de façon à être aptes à suivre éventuellement l'enseignement professionnel et l'enseignement moyen dans la langue de la région.

On l'a rappelé plus haut : il s'agit ici d'enfants du peuple. L'enseignement supérieur de la plupart d'entre eux, c'est l'enseignement professionnel. Dans la région qu'ils habitent, cet enseignement se donne naturellement dans la langue de la région. C'est donc leur intérêt évident d'apprendre suffisamment cette langue pour suivre avec fruit les cours de l'enseignement professionnel.

Les enfants des classes primaires gratuites qui abordent l'enseignement moyen ne constituent qu'une infime exception, mais grâce au Fonds des Mieux Doués, il ne leur est pas du tout impossible d'entreprendre ces études. N'est-il pas logique de préconiser un régime qui leur permette, en quittant l'école primaire, de suivre un enseignement moyen donné dans la langue de la région qu'ils habitent? Mais le vote de cet alinéa n'implique pas la dispa-

rition des sections spéciales annexées aux écoles moyennes et aux athénées, car aussi longtemps que celles-ci subsisteront, les familles « minoritaires » pourront y envoyer leurs enfants.

On nous a demandé si le régime nouveau sera applicable aux sections minoritaires existantes et maintenues par le projet. La réponse ne peut être qu'affirmative.

Il ne servirait à rien de se dissimuler que la plupart des dirigeants flamands, pour les motifs que nous avons exposés dès le début de ce rapport, souhaitent la disparition progressive de ces sections minoritaires et leur remplacement par une étude plus approfondie de la seconde langue qui, dans l'espèce, est évidemment le français. Ils demandent qu'on leur cite les pays étrangers ou les minorités linguistiques, établies à demeure dans la région, ne se contentent pas d'un enseignement approfondi de leur langue maternelle. On ne devrait pas confondre l'adapta-

tion des minorités linguistiques à l'enseignement donné dans la langue régionale et leur dénationalisation obligatoire par la loi. Du moment où dans l'école primaire, comme dans l'enseignement moyen, ils reçoivent un enseignement suffisant de leur langue maternelle, peut-on prétendre qu'on veut les dépouiller de cette dernière? Et comment pourrait-on pratiquement y réussir, si les pères de famille, usant de leur droit incontestable, entendent la maintenir dans leur foyer?

Mais encore une fois, le vote de la formule que nous analysons n'implique pas la suppression radicale du régime d'exception pour les minorités linguistiques dans l'enseignement moyen. Nous reconnaissons que les deux questions sont connexes et qu'on ne pourrait reprocher à nos collègues de ne pas se prononcer sur la première sans connaître les propositions qui leur seront faites pour résoudre la seconde.

---

## ANNEXE

## Texte ancien.

## ART. 20.

*Alinéa 1<sup>er</sup>.* — Dans toutes les écoles communales, adoptées ou adoptables, la langue maternelle des enfants est la langue véhiculaire aux divers degrés de l'enseignement.

## Texte nouveau.

## ART. 20.

La langue véhiculaire de l'enseignement dans les écoles primaires communales, adoptées ou adoptables, est le flamand dans la région flamande du pays, le français dans la région wallonne et l'allemand dans les communes d'expression allemande.

A la demande d'un certain nombre de chefs de famille, domiciliés depuis au moins trois ans dans la localité au moment de la rentrée annuelle des classes et ayant ensemble au moins vingt enfants d'âge scolaire dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas la langue véhiculaire des écoles de la commune, celle-ci est tenue d'organiser un enseignement dans la langue de ces enfants. La condition de résidence requise pour pouvoir obtenir cette organisation n'est pas exigée pour être admis à fréquenter les classes ainsi créées.

## Texte élaboré par la Commission pour servir de base à la discussion.

## ART. 20.

La langue véhiculaire de l'enseignement dans les écoles primaires communales, adoptées ou adoptables, est le flamand dans la région flamande du pays, le français dans la région wallonne et l'allemand dans les communes d'expression allemande.

Il est loisible aux autorités qui dirigent les écoles d'organiser pour les enfants dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas la langue véhiculaire de la région, des écoles ou des classes spéciales où l'enseignement sera donné dans la langue maternelle ou usuelle de l'élève.

Toutefois, dans ces classes spéciales, l'enseignement de la langue de la région sera organisé par arrêté royal, de telle façon qu'à la fin de l'enseignement primaire, les élèves soient aptes à suivre éventuellement, dans la langue de la région, les leçons de l'enseignement technique ou de l'enseignement moyen.

La déclaration des chefs de famille concernant la langue maternelle ou usuelle de leurs enfants n'est recevable qu'autant que ces derniers soient reconnus effectivement aptes à recevoir avec fruit l'instruction dans la langue désignée. En cas de doute, cette aptitude est vérifiée dès le début, et en tous cas avant la fin du premier mois de l'année scolaire, soit à l'initiative de l'autorité locale, soit à la requête de l'inspection scolaire, par un jury composé du chef de l'école ou de son délégué et deux autres membres du personnel enseignant dont l'un est désigné par l'inspection et l'autre par l'administration communale. Le Collège échevinal, l'inspecteur de l'Etat et le chef de famille intéressé peuvent en appeler de la décision du jury au Ministre compétent qui statue après supplément d'enquête.

Pour pouvoir jouir des subventions des pouvoirs publics, les écoles privées doivent se conformer, quant au classement des élèves qu'elles admettent, aux prescriptions de l'alinéa précédent, la direction de l'école étant substituée à l'autorité communale.

Dans les écoles de l'agglomération bruxelloise et de la frontière linguistique, la langue véhiculaire de l'enseignement est déterminée d'après

## Texte ancien.

*Alinéa 4.* — La langue maternelle ou usuelle est déterminée par la déclaration du chef de famille. Si le chef d'école juge que l'enfant n'est pas apte à suivre, avec fruit, les cours dans la langue désignée par le chef de famille, un recours est ouvert à ce dernier auprès de l'inspection.

*Alinéa 2.* — Dans l'application de la règle ci-dessus (al. 1<sup>er</sup>) certains tempéraments pourront être autorisés, selon les besoins des écoles, dans l'agglomération bruxelloise et dans les communes de la frontière linguistique. Ces tempéraments ne peuvent avoir pour effet de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle.

*Alinéa 3.* — Les arrêtés ministériels d'autorisation seront publiés au *Moniteur*.

## Texte nouveau.

La déclaration des chefs de famille concernant la langue maternelle ou usuelle de leurs enfants n'est recevable qu'autant que ces derniers soient reconnus effectivement aptes à recevoir avec fruit l'instruction dans la langue désignée. En cas de doute, cette aptitude est vérifiée dès le début, et en tous cas avant la fin du premier mois de l'année scolaire, soit à l'initiative de l'autorité locale, soit à la requête de l'inspection scolaire, par un jury composé du chef de l'école ou de son délégué et deux autres membres du personnel enseignant dont l'un est désigné par l'inspection et l'autre par l'administration communale. Le Collège échevinal, l'inspecteur de l'État et le chef de famille intéressé peuvent en appeler de la décision du jury au Ministre compétent qui statue après supplément d'enquête.

Pour pouvoir jouir des subventions des pouvoirs publics, les écoles privées doivent se conformer, quant au classement des élèves qu'elles admettent, aux prescriptions de l'alinéa précédent, la direction de l'école étant substituée à l'autorité communale.

Dans les écoles de l'agglomération bruxelloise et de la frontière linguistique, la langue véhiculaire de l'enseignement est déterminée d'après les déclarations des chefs de famille concernant la langue maternelle de leurs enfants, dans les conditions prévues aux alinéas 3 et 4 du présent article. Dans ces communes, des tempéraments à la règle — langue maternelle, langue véhiculaire — peuvent cependant être autorisés par décision ministérielle, selon les besoins des élèves et les contingences locales, mais ces tempéraments ne peuvent avoir pour effet de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle.

Les arrêtés ministériels d'autorisation sont publiés au *Moniteur*

## ART. 20bis

A la demande d'un certain nombre de chefs de famille ayant ensemble au moins vingt enfants d'âge scolaire, les communes visées aux alinéas 1 et 5 de l'article 20 sont tenues d'organiser, à partir de la cinquième année d'études primaires, un cours didactique de seconde langue comportant au moins trois heures de leçon par semaine. La fréquentation de ce cours est facultative pour les enfants dont les parents ne l'ont pas réclamé.

Dans les classes spéciales organisées en exécution des alinéas 2, 3 et 4 du même article, l'organisation et la fréquentation régulière du dit cours sont

## Texte élaboré par la Commission pour servir de base à la discussion.

les déclarations des chefs de famille concernant la langue maternelle de leurs enfants, dans les conditions prévues aux alinéas 3 et 4 du présent article. Dans ces communes, des tempéraments à la règle — langue maternelle, langue véhiculaire — peuvent cependant être autorisés par décision ministérielle, selon les besoins des élèves et les contingences locales; mais ces tempéraments ne peuvent avoir pour effet de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle. Les arrêtés ministériels d'autorisation sont publiés au *Moniteur*.

L'enseignement de la seconde langue y sera obligatoire à concurrence d'un minimum de trois heures par semaine. Cet enseignement commencera à la troisième année d'études sous forme d'exercices élémentaires de conversation et constituera à partir de la cinquième année un cours didactique

## ART. 20bis.

Dans les écoles qui ne sont pas visées à l'article précédent, à la demande d'un certain nombre de chefs de famille ayant ensemble au moins vingt enfants d'âge scolaire, les communes seront tenues d'organiser, à partir de la cinquième année d'études primaires, un cours didactique de seconde langue, comportant au moins trois heures de leçons par semaine. La fréquentation de ce cours est facultative pour les enfants dont les parents ne l'ont pas réclamé.



## Texte ancien.

*Alinéa 5.* — L'inspection présente chaque année un rapport spécial sur l'application des dispositions ci-dessus.

## Texte nouveau.

obligatoires. Dès la troisième année d'études, des exercices élémentaires de conversation y préparent les élèves à suivre avec fruit le cours didactique.

ART. 20<sup>ter</sup>.

Les dispositions de l'article 20 sont applicables dans les écoles gardiennes organisées par les communes ou par les directions scolaires privées.

## Texte élaboré par la Commission pour servir de base à la discussion.

ART. 20<sup>ter</sup>.

Les classes organisées par les communes, pour les enfants dont la langue maternelle n'est pas celle de la région, ne pourront être supprimées aussi longtemps que leur maintien sera demandé par des parents représentant vingt élèves pour les écoles à classe unique ou à deux classes et quarante pour les autres.

Les enfants dont les parents ne possédaient pas la nationalité belge au 1<sup>er</sup> octobre 1930 ne peuvent entrer en ligne de compte pour constituer le minimum d'élèves requis pour justifier l'allocation des subventions de l'État aux classes d'exception.

ART. 20<sup>quater</sup>.

Les dispositions de l'article 20 sont applicables dans les écoles gardiennes organisées par les communes ou par les directions scolaires privées.

( 34 )

N° 228 ( fr )

1929 – 1930

**Nombre de classes françaises en région Flamande**

**Cfr. 35 mm.**

**1 plan**

## BELGISCHE SENAAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 31 OCTOBER 1930

**Verslag uit naam van de Commissie van Kunsten en Wetenschappen, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van artikel 20 der wet tot regeling van het lager onderwijs.**

*(Zie n<sup>o</sup> 142 van den Senaat.)*

Aanwezig : De heeren DERBAIX, voorzitter; CARNOY, Graaf DE LA BARRE D'ERQUELINES, DE NAUW, DIERCKX, DIGNEFFE, Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, GOFFIN, LEGRAND, LIBBRECHT, Ridder PORTMANS, RONVAUX, Mevr. SPAAK, de heeren VAN OVERBERGH, VINCK, WAUCQUEZ en RUTTEN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN

Met bij den aanhef van de Memorie van Toelichting blijk te geven van haar wil niet te rusten voordat het talenvraagstuk volledig is opgelost, neemt de Regeering een houding aan die haar tot eere strekt en de goedkeuring van de overgrootste meerderheid onzer medeburgers zal wegdragen.

Zelfs diegenen onder onze collegas — en zij zijn legio — die het meest uitdrukkelijk voorbehoud maken over den grond van de zaak, geven toe dat de drie ontwerpen, die ons worden voorgesteld, goed zijn samengeordend en dat hunne verschillende bepalingen logisch ineenvullen en elkaar aanvullen. Wat men er ook over hebbe gezegd, het geldt hier geen verstrooide ontwerpen doch wel een samenhangend geheel.

De ontwerpen vrijwaren de vrijheid van onderwijs zooals zij door onze Grondwetgevers was bedoeld, en zooals haar willen gehandhaafd zien degenen die den eerbied voor de individueele vrijheid van den burger willen overeenbrengen met het recht van de subsidiërende overheid het toekennen van toelagen afhankelijk te stellen van

vereischten, die alleen worden ingegeven door de zorg voor het algemeen belang.

Ten slotte brengen deze ontwerpen ons een oplossing waarbij men getracht heeft rekening te houden met de rechten van den huisvader en met die van het kind, met de eischen eener gezonde pedagogie, en met die van het sociaal belang dat vergt dat, bij ons zooals in al de vrije landen van de gansche wereld, de voorrang worde gegeven aan de taal van de streek.

Om zich beter te vergewissen over de mate waarin de opstellers van het ontwerp bij deze uitermate kiesche doseering zijn geslaagd, past het bij den aanvang van dit verslag de beginselen nader te bepalen waardoor diegenen zich lieten leiden die, in den schoot der Parlementaire Taalcommissie, de conclusiën hebben voorbereid die de Regeering tot grondslag voor hare ontwerpen heeft gekozen.

\* \* \*

Onze collegas zullen ons veroorloven eerst een uiteenzetting te geven van de beginselen waar de meesten onder ons nooit kunnen over heenstappen.

Verschillende lichamelijke of zedelijke personen hebben belang bij het hoogst gewichtig werk van de opvoeding en het onderwijs van de kinderen : het kind zelf, zijn ouders, de Staat, en voor de geloovigen, de geestelijke overheid. Het zal iedereen onmiddellijk opvallen dat de rechten en plichten van deze vier voornaamste betrokkenen niet gelijk zijn, zooniet zou er onder hen een voortdurend geschil van attributie bestaan, waarvan het kind het eerste slachtoffer zou zijn.

Op dit gebied, zooals op al de andere, bestaat er dus een hiërarchie der waarden, dat wil zeggen een ondergeschikt maken van het positief recht aan het natuurrecht en van de particuliere meening aan het algemeen belang.

De menschelijke persoon, in dit geval het kind en de ouders die het het leven schonken, hebben rechten die ouder zijn en hooger dan elke menschelijke en positieve wet. Het kind heeft een onaantastbaar natuurrecht op de ontplooiing en de geleidelijke ontwikkeling van zijn drievoudig leven : lichamenlijk, intellectueel en zedelijk. Dat wordt door niemand betwist: eerst en vooral rust op de ouders, oorzaken van dit nieuw bestaan, de plicht het aangevangen werk voort te zetten. Wanneer de gezinnen zich groepeeren en vereenigen om een maatschappij of een Staat te vormen, dan is het niet om daaraan hun rechten af te staan, maar om hen doelmatiger te doen beschermen. En wanneer de ouders, zooals vaak gebeurt, de middelen niet hebben om zelf aan hun kinderen een volledig onderricht te geven, dan hebben degenen die hen vervangen niet voor opdracht zoo in hun plaats te treden alsof de ouders heelemaal niet meer bestonden. Zij zijn enkel de afgevaardigden en de lasthebbers van de ouders die alleen over het volle recht beschikken het ambt van opvoeders waar te nemen. Instinktmatig zoeken de ouders in de school als een tweede tehuis dat zooveel mogelijk op het hunne gelijkkt.

Doch juist omdat voor ons de individueele vrijheid en de opvoedersfunctie van de ouders heilig zijn, vergt het belang van de enkelingen en van de gezinnen dat daarvan geen misbruik zou worden gemaakt. Een macht, die, ofschoon zij niet boven de individuen en de gezinnen staat, vaak een meer invloedrijke en vooruitziende macht is, moet dus ingrijpen om de vrijheid te beschermen niet alleen tegen de aanslagen van buiten, dat wil zeggen tegen maatregelen opgedrongen door willekeur, schrik aanjaging of geweld, doch ook tegen de overdrijvingen en de uitspattingen van de vrijheid zelf.

Wanneer de Staat het recht verdedigt van de kinderen op een opvoeding aangepast aan de behoeften van tijd en midden, dan verdedigt hij het algemeen belang en de toekomst van de collectiviteit waarover hij te waken heeft. Met aldus te handelen miskent hij het natuurrecht van de ouders niet, doch hij voorziet in de tekortkomingen bij de uitoefening van dit recht.

Het gezin is geen volmaakte maatschappij, in dezen zin dat het niet in zichzelf al de middelen vereenigt noodig voor zijn bescherming en zijn volmaking. Derhalve heeft elke beschaving voor kenteeken de vereeniging van gezinnen in plaatselijke, regionale en nationale groepeerings.

De Staat maakt dus geen inbreuk op het recht der ouders met het gebruik te regelen dat zij van dit recht maken. Ware het anders, dan zou men daaruit kunnen besluiten dat de Staat, bij voorbeeld, geen leerplicht voorschrijven noch het toekennen van een diploma van bepaalde voorwaarden afhankelijk stellen mag. Evenzoo heeft de Staat, omdat hij de beheerder is van het gemeenebest, voor plicht op geenerlei wijze diegenen te bevoordeelen die door hun koppige onwetendheid van de taal der streek, zich afzonderen van het midden waarin zij leven en waarin zij een zending hebben te vervullen.

Iedereen is het daarover eens, doch wie zou daaruit durven besluiten dat de Staat het recht heeft rechtstreeks de ouders te verplichten aan hunne kinderen een bepaalde taal aan te leeren? Dat is zoo waar dat niemand aan de ouders het recht wil ontnemen hun kinderen naar een andere streek te zenden of op eigen kosten scholen naar hun keuze op te richten mits, wel te verstaan, zij zich schikken naar het gemeen recht dat de oprichting van nieuwe onderwijsgestichten regelt.

Het kan dus niet worden betwist dat in de hierarchie der waarden, de eerste plaats op stuk van onderwijs aan de ouders toekomt. De overige belanghebbenden moeten slechts tusschenbeide komen om aan de ouders de vervulling hunner taak te vergemakkelijken, om misbruiken te voorkomen of te beteugelen.

Het feit dat men, in een bepaalde streek, tot de taalminoriteit behoort, ontzet de ouders niet uit hun natuurrechten.

Gewis, waar het gewone particuliere belangen geldt, is het juist te zeggen dat deze in strijd kunnen komen met het algemeen belang en dat bijgevolg het algemeen belang den voorrang moet hebben. Doch waar het de uitoefening geldt van een natuurrecht, hetzij individueel of familiaal, is het verkeerd te beweren dat dit moet buigen voor het algemeen belang. Dit ware veronderstellen dat er werkelijke tegenstrijdigheid zou kunnen bestaan tusschen de normale uitoefening van een natuurrecht en het algemeen belang door den Staat vertegenwoordigd. Er kan alleen maar sprake zijn van beide te trachten overeen te brengen.

De opstellers van het ontwerp hebben gepoogd dit te doen met het recht van de ouders te erkennen in om het even welke verblijfplaats, te vragen dat het kind zou worden onderwezen in de eenige taal die het behoorlijk begrijpt. Doch zij stellen daartegenover het drievoudig tegengewicht van

het strenge toezicht op de verklaring van de ouders, van de voorwaarden van verblijf, om te beletten dat scholen of klassen die niet aan een werkelijke en vaste behoefte voldoen konden worden opgericht, en ten slotte van de verplichting voor de minderheden de taal van de streek grondig te leeren.

Derhalve dulden de voorstanders van dit stelsel niet dat men hen verwijt een zoogezegde isoleeringspolitiek te willen voeren, politiek die daarin zou bestaan de burgers in twee categorieën in te deelen: zij die de taal van hun volk spreken en zij die vreemdelingen willen blijven of onverschillig staan tegenover zijn taalkundige verzuchtingen en zijn rasideaal.

Wat er ook van zij, het ware te wenschen dat het voorgoed uit ware met dit flauwe spelletje dat erin bestaat uit pauselijke bescheiden of handboeken over natuurrecht volzinnen te halen waar uitsluitend gehandeld wordt over de rechten van den huisvader en andere waarin men de rechten van den Staat uiteenzet, waarbij ieder dan tevens zorg draagt dat het in zijn kraam te pas komt. De hevige twisten door de ontwerpen uitgelokt zijn klaarblijkelijk te wijten aan het feit dat de eenen al te uitsluitend bekommerd zijn om den eerbied voor individueele vrijheid terwijl de anderen de rechten der collectiviteit overdrijven.

Afgezien van het punt te weten of zij geslaagd zijn, kan men niet zonder ongerechtigheid loochenen dat de opstellers van het ontwerp eerlijk hebben getracht beide zienswijzen overeen te brengen.

Inderdaad, de ontwerpen huldigen eerst de gelijkheid van de taalrechten van al de Belgen, waar zij ook wonen en welke taal zij ook spreken.

Ten tweede, willen zij het ontstaan voorkomen van kunstmatige minderheden, met de voorzorgen te nemen die wij daareven hebben aangeduid.

Aan de Vlamingen geven de ont-

werpen voldoening op twee hoofdpunten hunner eischen.

Al degenen die het verlangen, beschikken over een uitsluitend Nederlandsch onderwijs, dat wil zeggen over gestichten waarin het Nederlandsch de voertaal van al de lessen zal zijn.

Van een anderen kant, weigert de Staat toelagen aan de scholen waar de leerlingen het voordeel genieten van het stelsel der minderheden en dus de taal der streek niet behoorlijk leeren.

Aan de Walen in Vlaanderen woonachtig en aan Franschsprekende Vlamingenschenken de ontwerpen de waarborgen die hun aan het harte liggen. Zoodra het bij de wet bepaalde minimum bereikt is, en zoolang het behouden blijft, zullen de kinderen behorende tot een taalminderheid onderwezen worden in de eenige taal die zij begrijpen : hun moedertaal of gebruikelijke taal. Het toevoegen aan het leerplan van lessen die voor doel hebben de kinderen behoorlijk de tweede taal aan te leeren maakt geen inbreuk op hun rechten, doch is een maatregel genomen in het belang van de kinderen zelf en opgelegd door het algemeen belang van het land.

\* \* \*

Van het hoogste belang is het nader te bepalen, met de serene objectiviteit die onze collegas van den verslaggever mogen verwachten, welk het standpunt is van de verdedigers en van de bekampers van het ontwerp. De taalvrede is in België niet mogelijk, zoo al onze medeburgers zich niet eerlijk de moeite getroosten elkaar te begrijpen.

De voorstanders van het ontwerp willen dat elk Belgisch burger, waar hij ook moge geboren zijn of verblijven, zijn kind kunne doen onderwijzen in die onzer landstalen welke hij gekozen heeft. Wat gewordt er van de vrijheid van den huisvader zoo dit recht hem wordt betwist of zoo men hem practisch de mogelijkheid ontnemt het uit te oefenen? Doch het blijft wel verstaan dat de uitoefening

van dit recht binnen het kader van het algemeen belang moet geschieden. Derhalve vermeldt het ontwerp de te nemen voorzorgen om misbruiken te voorkomen. Het beginsel van de vrijheid van den huisvader eens gevrijwaard, mag geen enkel voorstel tot wijziging van de bestaande teksten op een weigering worden onthaald.

Men moet er niet aan denken aan Vlamingen en Walen een verschillend wettelijk stelsel op te leggen. De Vlaamsche minderheden in het Walenland moeten dezelfde rechten hebben als de Fransche minderheden in Vlaanderen.

Moet daaruit worden besloten dat tegenover het eentalig Waalsche blok voortaan een eentalig Vlaamsche blok zal komen te staan? Neen, want een wetstekst kan het feit niet ongedaan maken dat er sedert eeuwen in Vlaanderen Franschsprekende families bestaan en dat de Walen overtuigd zijn de Nederlandsche taal minder noodig te hebben dan de Vlamingen de Fransche. De Vlamingen zouden ongelijk hebben te meenen dat de eenvoudige vaststelling van dit feit het lichtste misprijzen voor hun kultuur en hun rechtmatige eischen in zich sluit.

De uiteenzetting van de stelling der bekampers van het ontwerp vergt meer ruimte, ten eerste omdat zij natuurlijk niet, zooals de eerste, in de Memorie van Toelichting haar plaats vond, daarna omdat zij door een groot aantal onzer medeburgers al te weinig begrepen schijnt. Het is haast niet noodig terloops hier te doen opmerken dat wij hier enkel de zienswijze weergeven van degenen die het taalvraagstuk willen zien oplossen binnen het kader van het eene en onverdeeldbare België. De Vlamingen van deze categorie — en niemand zal betwisten dat zij de overgrootste meerderheid uitmaken — willen niet meer worden belemmerd in hun verzuchtingen naar die homogene kultuur, waarvan de Walen zich onder geen voorwaarde willen laten berooven. Zij geven gereedelijk toe dat men aan Franschsprekende

kinderen geen lessen kan doen volgen gegeven in een taal die zij niet begrijpen, maar zij achten dat men na een min of meer lang tijdperk van overgang en aanpassing, niet meer met toelagen en gunsten diegenen moet aanmoedigen die halsstarrig weigeren zich de kultuur hunner streek eigen te maken. Wat wenschelijk en natuurlijk is in al de andere landen waar de regeeringen methodisch een politiek voeren van geleidelijke opslorping der genaturaliseerde minderheden, kan in het Vlaamsche land niet slecht noch verboden zijn. De eentaligheid, mits niet uitsluitend te zijn, vooral waar het gaat om groepeerings die een taal van gering wereldverkeer spreken, is het normale stelsel van al de volkeren die prat gaan op hun verleden en hun eigen aard. En men moet hier niet afkomen met de bewering als zou geen vergelijking opgaan tusschen Wallonië, dat steeds eentalig was, en Vlaanderen dat tweetalig is. De Vlaamsche leiders maken een uitdrukkelijk voorbehoud over den omvang en de diepte van deze tweetaligheid; zonder haar bestaan te loochenen, achten zij dat het een feitelijke toestand is dien zij het recht hebben te zien wijzigen.

Bij analogie heeft men zich beroepen op de bepalingen van de door den Volkenbond geregistreerde Verdragen en die aan de minderheden het recht erkennen het lager onderwijs in hun taal te ontvangen, mits verplicht onderwijs van de taal van het land waarbij zij krachtens het Verdrag van Versailles werden ingelijfd.

Eerst moeten wij doen opmerken dat het hier gaat om minderheden die vóór den oorlog homogene en groote nationale collectiviteiten vormden, die het toch overdreven ware te vergelijken met de taaleilandjes bij ons. Deze bepalingen beletten overigens den vergrooten Staat niet zijn toevlucht te nemen tot zedelijke invloeden waarover hij beschikt om stilaan deze minderheden ertoe te brengen zich goedschiks door de meerderheid

van hun nieuw vaderland te laten opsorpen. Gewis, niet steeds slaagt hij daarin, doch hij tracht althans zich zooveel mogelijk te onttrekken aan de verplichting door middel van toelagen een politiek te moeten aanmoedigen die vijandig tegenover de geleidelijke opslorping staat.

Wat blijft er in die omstandigheden over van de vrijheid van den huisvader?

De bekampers van het voorstel antwoorden daarop : het is heel iets anders met geweld aan eenieder het gebruik van eenige taal te willen opleggen, dan wel te eischen dat de Staat een politiek zou bestendigen ten behoeve van hen die gebruik maken van hun recht een kultuur aan te nemen die niet diegene is van hun streek.

En men kome niet af met de bewering dat het vooringenomen zou zijn te spreken over isoleeringspolitiek in verband met een ontwerp dat in onze wetgeving voor de minderheden de strenge verplichting invoert de taal van de streek te leeren. Met aldus te redeneeren zou men blijk geven niets te begrijpen van den grond van het vraagstuk : Nederlandsch te leeren en Vlaming zijn is heel iets anders. Zoolang voor een min of meer groote minderheid, het familiaal en sociaal midden Fransch blijft, volstaat de min of meer grondige kennis van de tweede taal niet om in den schoot van al de sociale standen die gemeenschap van overleveringen, gevoelens en verzuchtingen te doen ontstaan, die alleen de oorspronkelijkheid, de eenheid en de kracht van een volk kan verzekeren. Wij weten zeer goed dat men daarin met wettelijk geweld niet slagen zal, doch wij zullen steeds herhalen dat dit geen reden is om officieel diegenen aan te moedigen die daartoe niet willen komen.

Alleen bij uitzondering slagen uiterst begaafde geesten er in het genie van beide landstalen geheel te bezitten en hen met een gelijk gemak te spreken. Men denkt en men drukt zich

maar in een enkele taal met juistheid en gemak uit. Daarom willen wij dat de Vlaamsche jeugd een volledige opleiding in het Nederlandsch zou krijgen. Onder geen voorwaarde willen wij nog weten van een onderwijs dat zoovele tweeslachtige wezens heeft voortgebracht, die noch de Fransche kultuur, noch de Nederlandsche bezitten, en gedoemd zijn tot dit soort onpersoonlijkheid en middelmatigheid dat lang het kenmerk was van al te veel onzer medeburgers.

Het stelsel dat het tegenwoordig ontwerp schijnt te willen bestendigen is in onze oogen anti-sociaal en zelfs anti-vaderlandsch. Is het dan zoo moeilijk in te zien dat de eenheid en de toekomst van België ernstig in het gedrang zouden komen, zoo zijn rechterlijk geraamte de evenwichtige naast elkaarplaatsing en de hartelijke samenwerking vant wee machtige kulturen, die elkaar moeten aanvullen in plaats van te benadeelen, onmogelijk of althans moeilijker zou maken?

Men kan toch niet loochenen dat, in het verleden, de roem onzer provinciën grootendeels te danken is aan den opbloei der Vlaamsche kultuur. Deze kultuur is een opbouwend bestanddeel van de oorspronkelijkheid en de levensvatbaarheid van ons land. Zij die, uit ontwetendheid of door hun al te beknopte kennis van het Nederlandsch, zich in de onmogelijkheid stellen bij te dragen tot de uitbreiding dezer kultuur, maken natuurlijk gebruik van het recht hun door de Grondwet gewaarborgd. Door hun onthouding verarmen zij niettemin het gemeenschappelijk erfgoed van het ras waaronder zij leven. Daarom gaat het niet op dat zij van den Staat, natuurlijke verdediger van dit gemeenschappelijk erfgoed, toelagen en gunsten zouden eischen om beter hun onthouding te bestendigen. Rogier en zijn vrienden hebben lang, en te goeder trouw, gemeend dat de officieele voorrang van het Fransch de Belgische eenheid doelmatig zou bevestigen. Zij

hebben zich deerlijk vergist. Een groot aantal Franschsprekende publicisten en dagbladschrijvers hebben niet het minste benul van de macht van den stroom die het Vlaamsche volk meevoert naar de volledige ontluiking van zijn eigen persoonlijkheid. Door hun schuld beelden zich nog vele Belgen in dat de na-oorlogsche Vlaamsche beweging vooral in gang werd gestoken door extremisten die zij wel klein zullen krijgen. Men kan het niet genoeg herhalen : niets is meer gevaarlijk voor de toekomst van het land dan die aanhoudende vereenzelviging van de massa der Vlaamsche leiders, diep verknocht aan de dynastie en aan het Belgisch Vaderland doch ook aan hun ras, en het uitschot van separatisten of verbitterden die alleen maar invloed hebben in de mate waarin aan de eersten de noodige hervormingen worden geweigerd.

Een onzer jonge Vlaamsche parlementsleden schreef onlangs terecht : « Wat wij willen is een hoogere, schitterende en oorspronkelijke kultuur. Wij voelen de schande haar niet te bezitten doch ook de zekerheid haar te kunnen verwerven. Dat op die gevoelens zich ook door de demagogie opgezweepte hartstochten komen enten, dat verandert niets aan hunnen aard » (1).

Geeft het bovendien blijk van door-dachte psychologie, over een wantrouwen heen te stappen, dat gewettigd is door een verleden dat aan de Vlamingen vernederende toestanden opdroeg die zij niet langer meer zullen dulden? Wij mogen vooral geen oude koeien uit de sloot halen, maar hoe

---

(1) Men verwacht niet van ons dat wij hier de waarde zouden nagaan van de verschillende omschrijvingen van het woord « kultuur », sedert enkele tijd zoo vaak gebruikt. Hoofdzaak is, wanneer men over Nederlandsche en Fransche kultuur spreekt, hen niet tegenover elkaar te stellen en buiten beschouwing te laten die banden en verwantschappen die sedert eeuwen de Franschsprekende Belgen met de Nederlandschsprekende vereenigen en samenbrengen.



zouden wij kunnen vergeten dat er een eeuw actie en strijd noodig was om taalvormingen te bekomen waarvan niemand nog de gegrondheid zou durven betwisten.

De overhaasting waarmede sommige groepen de tegenwoordige ontwerpen zijn gaan verdedigen was juist niet van zulken aard dat daardoor elk wantrouwen spoedig kon verdwijnen. Wie zijn de Franschspreekende ouders die bijzondere minderheidsklassen vragen in de kosteloze lagere scholen? Zij die er nooit hun kinderen hebben heen gestuurd en zij die allicht ze er nooit heen zullen sturen. Doch uit wiens naam spreken zij? Zijn er werkelijk in Vlaanderen zoovele Franschspreekende ouders van geringen stand die beschroomd zouden zijn te vragen wat de tegenwoordige wet hun toelaat te vragen? Waar zijn de Vlaamsche leiders die het nut loochenen van onderwijs in de Fransche taal en die zelf niet het voorbeeld geven van een voldoende kennis van wat voor hen de tweede landstaal is? Dat men ons diegenen noeme die aan de kinderen van anderen weigeren wat zij voor de hunne nuttig achten. Waarom de vaderlandsliefde verdenken van diegenen die achten dat, in Vlaanderen als in Wallonië, de ouders op taalgebied maar twee rechten hebben: dit van thuis de taal te spreken die zij verkiezen en dit van te eischen dat op school hun kinderen behoorlijk de thuis gesproken taal zouden leeren, terwijl die van de streek de voertaal blijft voor al de lessen met uitzondering van die in de Fransche taal in Vlaanderen en van die in de Nederlandsche in Wallonië? Heeft het waarlijk nut in het oneindige een dualisme te laten voortbestaan dat, wat men er ook over denke, de scheiding der standen en den klassenstrijd in de hand werkt, dat wil zeggen, in Vlaanderen, een hoofdzakelijk Fransch onderwijs met Nederlandsche lessen voor hen die tot het Franschspreekende gedeelte van de burgerij behooren, en

een Nederlandsch onderwijs met Fransche lessen voor al de overigen?

Men kan een laatste opwerping doen gelden: Meent men dat een wetstekst erin slagen zal de Franschspreekende ouders van meening te doen veranderen? Zoo de stelling van de meeste Vlaamsche leiders de overhand kreeg, dan zouden tal van ouders uit de minderheid hun kinderen naar een onderwijsinrichting in een andere streek zenden of naar een niet gesubsidieerde inrichting. Na hun studiën zouden die grootgeworden kinderen thuis het gebruik van de taal hunner voorkeur behouden en wel met des te meer hardnekkigheid dat zij zich zouden beschouwen als de slachtoffers van een rechtsmiskening. De minder gegoede ouders die hetzelfde standpunt innemen zouden geen andere keuze hebben dan een streek te verlaten waaraan zij met allicht vele banden verknocht zijn, ofwel beroofd te worden van het recht aan hun kinderen een grondige kennis over te maken van de taal waaraan zij de voorkeur geven.

Dergelijke opwerping, antwoorden de Vlaamsche leiders, is maar schijnbaar indrukwekkend, ten eerste omdat zij in niets de strekking verzwakt van de argumenten die wij hebben samengevat, vervolgens omdat zij veel meer de weerspiegeling is van een hypothese dan wel van een werkelijkheid. Inderdaad, de groote meerderheid der Franschspreekende Vlaamsche families bewoont de groote centra en behoort tot den rijken, of althans den gegoeden stand; hun kinderen ontvangen hun eerste onderricht thuis, of worden geplaatst in een instelling die niets verwacht van de openbare besturen. In België zijn overigens de afstanden zoo klein dat men nooit ver hoeft te gaan om dergelijke instellingen te zoeken, vooral in de groote agglomeraties, bewoond door de groote meerderheid van de Franschspreekende Vlamingen. Er bestaat niet in Vlaanderen een voldoende aantal traditioneel Fransch-

sprekende families van geringen stand om de oprichting te wettigen van andere Fransche klassen als die welke reeds tot stand kwamen in al de Vlaamsche gemeenten waar taalminderheden van eenig belang voorkomen. Uit de statistieken blijkt dit ten overvloede, vermits, in het lager onderwijs in Vlaanderen het totaal aantal leer-

lingen van het Nederlandsche stelsel, op 31 December 1929, 476,519 bedroeg, en het totaal aantal leerlingen van het Fransche stelsel 7,483, dus 1.6 t. h. En zie hier cijfers waaruit blijkt hoeveel leerlingen, in de Vlaamsche gewesten, de lessen volgen in de Fransche voorbereidende afdelingen der middelbare scholen :

Middelbare scholen jongens	Klassen	Leerlingen	Middelbare scholen meisjes	Klassen	Leerlingen
Halle . . . .	6	158	Leuven . . . .	3	57
Vilvoorde . . . .	3	67	Tienen . . . .	3	73
Ronse . . . .	3	72	Vilvoorde . . . .	3	86
			Oostende . . . .	4	88

Deze cijfers bepalen den inzet van den strijd en behoeven geen commentaar. En men mag ze stoutelijk met de helft verminderen, zoo men daarvan de kinderen van vreemde nationaliteit aftrekt.

Het globaal aantal leerlingen in de voorbereidende afdelingen van de middelbare scholen in de Vlaamsche streek bedraagt 8,858. De Fransche afdelingen tellen in dat getal mee voor 611 leerlingen.

In een niet zeer verre toekomst, zullen de Franschsprekende ouders van den geringen stand bevinden dat, om toegang te krijgen tot de openbare betrekkingen, het niet meer noodig is steeds den voorrang aan het Fransch te geven. Zonder bezwaar zullen zij dan vrede hebben met een schoolstelsel waarbij de taal der streek ook de voertaal is, doch waar Fransch met des te meer goeden wil zal worden aangeleerd daar de Vlamingen niet meer, zonder zich belachelijk te maken, zullen kunnen beweren het slachtoffer te zijn van de miskennis hunner rechten.

Op het huidig oogenblik wordt het rechtmatige van de stelling die wij uiteenzetten niet meer betwist, niet alleen door de Socialistische Partij,

niet alleen door de leiders van het Algemeen Christen Werkersverbond, doch ook door vele liberale Vlamingen en door Walen. Een lid van de Parlementaire Taalcommissie behoorende tot de liberale linkerzijde in de Kamer, schreef onlangs : « Wij hebben onomwonden verklaard, na al den ernst van deze verklaring rijpelijk te hebben overwogen, dat, hoe pijnlijk het ons ook aandoet de Fransche beschaving ondermijnd te zien in het Vlaamsche gedeelte van het Land, wij de verdediging van de kulturele eenheid van Wallonië op den eersten rang onzer bekommelingen hebben geplaatst. Dat gaat voor ons boven alles, dat is de hoofdzaak. » De Vlaamsche leiders kunnen niet anders dan zich verheugen over dergelijke verklaring, mits tevens te doen opmerken dat de verzuchting naar dergelijke kultuur-homogeniteit, op het voorbeeld van wat de Walen steeds hebben gedaan, geen onderschatting meebrengt van al wat zij verschuldigd zijn aan de Latijnsche beschaving over het algemeen en aan de Fransche beschaving in het bijzonder.

\*  
\*  
\*

Deze uiteenzetting van het standpunt der verdedigers en van dit der

bekampers van het ontwerp ware onvolledig, zoo wij hier niet de redenen aangaven om welke deze laatsten van meening zijn dat het verkieslijk ware het status quo voor het lager onderwijs te behouden, het moge gelden de oprichting of de opheffing van bijzondere klassen of afdeelingen.

De toepassing van artikel 20 lokte alleen verwikkeling en kritiek uit in de Brusselsche agglomeratie. De gemeentebesturen, ofschoon zij geen enkel belang hebben bij het kwetsen van de op haar grondgebied wonende taalminderheden, hebben voor haar bijzondere klassen opgericht, overal waar deze minderheden een behoorlijk aantal leerlingen vertegenwoordigden. (1) Men moet ook niet veronderstellen dat de meerderheid van het gemeentelijk kiezerskorps nooit zou reageeren tegen een politiek van kleinegeestige uitsluiting of grof sectarisme. Ten slotte lijkt het centraal gezag genoegzaam door de tegenwoordige wet gewapend, om doelmatig in te gaan tegen de misbruiken die de schepencolleges van de Brusselsche agglomeratie worden aangewreven.

Waarom dus deze gemeenten ontzetten uit een recht waarvan zij geen misbruik hebben gemaakt? Waarom afbreken met de eeuwenoude traditie die steeds vertrouwen in de gemeenten had en haar de zorg en de verantwoordelijkheid voor een goede schoolinrichting overliet? Is het niet overdreven de rol der gemeente te beperken tot die van een registreermachine van de beslissing van sommige huisvaders? Is het logisch hulde te brengen aan het helder doorzicht en den ruimen geest van onze Grondwetgevers in 1830 en daarna af te wijken van den weg dien zij ons hebben gebaad? Men herleze de

---

(1) In de bijlage geven wij een kaart waaruit onmiddellijk blijkt dat deze klassen reeds vroeger bestonden in al de groote steden en langs de taalgrens.

beraadslagingen van het Nationaal Congres in 1830 en men zal zien met welke eensgezindheid zijn leden op elk gebied hebben gereageerd tegen nutteloos ingrijpen van het centraal gezag waarvan zij, onder elk vorig bewind, zoozeer te lijden hadden. Men overwege ook de woorden op 21 Juli jl. uitgesproken door den Burgemeester van Brussel uit naam van al zijn collegas uit het geheele land :

« In de inrichting van een Staat, wordt de oprechtheid van de ware democratie steeds gemeten naar het vertrouwen in de gemeenten gesteld. Wanneer, na een tijdperk van onrustige en achterdochtige voogdijdschap, onze Grondwetgevers het stelsel van decentralisatie weer in voege brachten dat strookte met de geschiedkundige overleveringen en het gemoed van het Land, dan hebben zij een daad van geloof in de wijsheid van ons volk gesteld. Na een honderdjarige ervaring van dit stelsel, zal niemand loochenen dat het niet heeft bijgedragen tot de nationale ontluiking die wij heden vierden met een rechtmatigen trots. Uit naam van al de hier vergaderde burgemeesters, bevestig ik dat wij nooit misbruik zullen maken van deze zelfstandigheid die ons aan het harte ligt. »

De Koning stelde er prijs op deze verklaring te onderstrepen : « De zelfstandigheid der gemeenten maakt in zekeren zin deel uit van ons algemeen erfgoed, en gij, heeren burgemeesters, weet beter dan wie ook dat, verre van de voor het Land noodzadelijke eenheid te belemmeren, deze zelfstandigheid integendeel haar hechtste grondslag is. »

Op deze gedachte terugkomend, zegde de Vorst op 17 Augustus in zijn te Aarlen gehouden rede : « Onze Grondwetgevers hebben een rechtmatige grens getrokken tusschen het centraal gezag en de besturen van provinciën en gemeenten, daar deze laatsten volkomen bevoegd zijn om in de plaatselijke behoeften te voorzien en mede

het welzijn van de hun betreffende gewesten in de hand te werken. »

Op te merken valt ook dat het van het hoogste belang is dat het onderwijskorps in eenzelfde gemeente of in eenzelfde agglomeratie zoo eensgezind mogelijk zij en dat al zijn leden broederlijk zouden medewerken aan het grootsche werk dat hun werd toevertrouwd. Zal het nieuwe gemak door het ontwerp verleend aan de minderheidsgroepen niet onvermijdelijk voor gevolg hebben in vele gemeenten het ontstaan van twee categorieën mededingende onderwijzers, die een begrijpelijke eigenliefde zal aanzetten de gunst van de ouders te veroveren? Dat zou wel een jacht op de leerlingen kunnen worden onder een vorm die voor den socialen vrede even stuitend als gevaarlijk zou zijn. Om al die redenen, kunnen wij ons er enkel over verheugen vast te stellen dat de meeste verdedigers van het ontwerp hebben afgezien van de gedachte de gemeenten en de bestuurders der vrije scholen te berooven van het recht na te gaan of het past bijzondere afdelingen ten behoeve der taalminderheden op te richten.

Men heeft de belangwekkende verklaring in herinnering gebracht van onzen uitstekenden collega, den heer Ryckmans: (1)

« Zoo ik een vrij onderwijs inricht, dan doe ik dit omdat ik gebruik wil maken van mijn recht aldaar te ontvangen wie ik wil, zoo veronderstel ik. Ik richt tegen hooge kosten dit vrij onderwijs in; ik geef duizenden frank per jaar uit om een vrije school op te richten, en vijf en twintig huisvaders die mijne meening niet zijn toegedaan, wier kinderen ik niet in mijn school hebben wil, terecht of ten onrechte, zouden mij kunnen komen zeggen: Gij hebt daar een vrije school, wij zijn met vijf en twintig huisvaders, die uw denkwijze niet deelen! Gelieve,

a. u b., in dit Vlaamsch onderwijs een plaats aan het Fransch in te ruimen. »

Ditmaal gaat het niet meer om vijf en twintig huisvaders, het zal volstaan dat vier of vijf huisvaders twintig schoolplichtige kinderen vertegenwoordigen om een bijzondere opvoeding te eischen.

Zij die zoo spreken verliezen uit het oog dat het ontwerp dit recht aan de ouders alleen verleent tegenover de gemeenten.

Weliswaar, mogen de vrije scholen, op straf de Staatstoelagen te verliezen, in eenzelfde klas geen leerlingen samen brengen waarvan de eenen de voertaal van de klas voor moedertaal hebben en de anderen deze voertaal niet begrijpen. Doch deze vermenging wordt ook niet met het tegenwoordig stelsel geduld. .

\* \* \*

Doch welke zijn dan de redenen die de Regeering hebben aangezet deze zoo gegispte ontwerpen in te dienen? Ziehier :

1<sup>o</sup> Ten eerste, het feit dat de Regeering, om redenen en in omstandigheden die wij hier niet te herinneren hebben, beloofd heeft een volledige oplossing van het taalvraagstuk te zoeken. Het was dus logisch dat zij zich zou bekommeren om, zelfs voor het lager onderwijs, teksten te vinden die in zekeren zin parallel zouden zijn met die betreffende het middelbaar onderwijs. De verbintenis in die omstandigheden aangegaan kon niet worden ingetrokken dan met de eensgezinde toestemming van al degenen aan wie deze belofte werd gedaan.

Men kan evenwel niet loochenen dat de weglating door de meest toegewijde verdedigers van het ontwerp, van de grondbepaling, die daarvan om zoo te zeggen de ruggegraat was, den toestand onder dit opzicht aanzienlijk heeft gewijzigd;

2<sup>o</sup> De Regeering kreeg de verzekering dat al de voorzorgen zouden

(1) *Parlementaire Handelingen*, 8 Mei 1914.

worden genomen opdat men de bestuurders van het vrij onderwijs zelfs niet zou kunnen verdenken, op taalgebied, aan het officieel onderwijs de concurrentie aan te doen;

3<sup>o</sup> De Vlamingen hebben steeds geklaagd over wat zij noemen de stelselmatige verfransching van de Vlaamsche bevolking in de Brusselsche agglomeratie. Zij die zich de moeite willen getroosten de *Handelingen* te herlezen betreffende de wet van 1914, kunnen zien in hoeverre de wetgever vóór den oorlog met dit vraagstuk was begaan. In dit opzicht geeft het ontwerp zooals wij verder zullen zien, beslist betere waarborgen dan die welke in de tegenwoordige wet te vinden zijn;

4<sup>o</sup> De Regeering heeft duidelijk in de Memorie van Toelichting den grond aangegeven van de hoofdbepaling van het ontwerp: « Wij moeten de zaken goed inzien, zooals zij zich in de werkelijkheid voordoen. De kinderen waarover wij het hier hebben, treft men gemeenlijk slechts in grooten getale aan in de centra die een zekere belangrijkheid hebben, waar verschillende scholen zijn en die in verschillende schoolgebieden zijn ingedeeld, met dien verstande dat elke school uitsluitend voorbehouden is voor de leerlingen die in het gebied woonachtig zijn. De plaatselijke overheid heeft het volstreekte recht zich stipt aan dezen regel te houden, en zoo is het mogelijk dat ettelijke honderden, ja duizenden inwoners, verspreid over de verschillende schoolgebieden derzelfde stad, overal de minderheid zullen vormen en er nooit wettelijk toe gerechtigd zullen zijn voor hun kinderen onderwijs in de moedertaal te eischen. Daar zit de leemte, althans wat de bepalingen der wet betreft. »

Na zich aldus te hebben uitgedrukt, voegen de opstellers van het ontwerp daar evenwel aan toe dat de gemeenteverhuden over het algemeen goedwillig hun best doen « om hun onderwijs zoo in te richten dat eenieder zijn gading kan vinden », wat erop neer-

komt te zeggen dat men veel meer de bezorgdheid van sommigen heeft willen bedaren dan wel het misbruik te doen ophouden;

5<sup>o</sup> De Regeering heeft nooit beweerd dat de ontwerpen als zoodanig te nemen of te laten waren. Naast degenen die beweren dat deze ontwerpen onaanneembaar zijn en dus doodeenvoudig dienden ingetrokken, staan er anderen die meenen dat de tegenwoordige teksten voor wijziging vatbaar zijn, zoodat met al de rechtmatige eischen rekening wordt gehouden.

\* \* \*

Wij hebben gevraagd waarom er, in een ontwerp dat het taalvraagstuk in zijn geheel wil oplossen, geen woord wordt gerept over het normaal onderwijs.

Daarop wordt geantwoord dat het overbodig is bijzondere bepalingen te voorzien voor de opleiding van lagere onderwijzers en voor die van de leerders bij het middelbaar onderwijs, omdat voor het een en het ander onderwijs, het taalstelsel noodzakelijk in verband staat met de taalstelsels van het lager en het middelbaar onderwijs. Men zou zich bezwaarlijk een inrichting der normale studiën kunnen voorstellen die de onderwijzers en de regenten niet behoorlijk zou voorbereiden in de taal waarin zij onderwijs behooren te geven.

Derhalve bepaalt de wet op het lager onderwijs zich erbij de oprichting van normaalscholen te voorzien:

*Art. 40.* — De Staat, de provinciën en de gemeenten kunnen normaalscholen inrichten.

*Art. 41.* — De inrichting van de Staatsnormaalscholen wordt geregeld door de Regeering.

Wanneer men, eindelijk, in 1914 artikel 20 op de voertaal aannam, was er ook geen sprake van het normaal onderwijs.

Wij zouden niet durven beweren dat deze verklaringen eenieder zullen gerust stellen.

De heer Huysmans wil, in de toelichting van zijn wetsvoorstel, beletten dat « onderwijzers aan het hoofd van klassen zouden worden gesteld waarvan zij niet genoegzaam de voertaal kennen ».

Wij wijzen er op dat, in de lagere scholen van den Staat, al de vakken, met uitzondering natuurlijk van de tweede taal, in de taal van de streek worden aangeleerd en dat, in de aangenomen normaalscholen (provinciale, gemeentelijke en private), het organiek reglement eischt dat « de lessen gegeven worden in de taal gebruikt voor het aanleeren der overeenstemmende vakken in de lagere scholen met hetzelfde taalstelsel. In bijzondere gevallen kunnen verzachtingen van dezen regel worden toegestaan door den Minister, die telkens de voorwaarden bepaalt waarin een afwijking kan worden toegestaan ».

Volgens deze regelen :

a) Kan een aangenomen normaalschool in de tweede taal de vakken aanleeren die niet behooren tot het lager onderwijs, bij voorbeeld: de geschiedenis van de pedagogie, de kunstgeschiedenis, de staatshuishoudkunde;

b) Kan een aangenomen normaalschool in het Vlaamsche land gelegen het Fransch als voertaal hebben zoo zij onderwijzers opleidt voor het Franschsprekende gedeelte van het land. Zij kan ook, zoo zij tevens onderwijzers voor de Vlaamsche en voor de Waalsche streken opleidt, twee afdeelingen bezitten : een Nederlandsche en een Fransche;

c) Kan een aangenomen normaalschool, met toelating van den Minister, het een of het ander vak van het leerplan in de tweede taal aanleeren, wanneer zij tevens voorbereidt — zooals dit het geval is voor sommige klooster-

gemeenten — tot het onderwijs in de beide deelen van het land.

In die omstandigheden meenen wij niet dat het noodig zou zijn een amendement betreffende het normaal onderwijs in te dienen.

\* \* \*

Wij kunnen nu de omstandige studie aanvatten van de verschillende bepalingen van het ontwerp. Om de vergelijking te vergemakkelijken, hebben wij in de bijlage de teksten van de huidige wet naast die van het nieuwe ontwerp en naast die welke de Commissie voorstelt, geplaatst.

Eerst en vooral moeten wij drie bepalingen uit artikel 20 van de wet van 1914 in herinnering brengen.

1<sup>o</sup> In al de gemeentelijke aangenomen of aanneembare scholen moet de moedertaal der kinderen de voertaal zijn;

2<sup>o</sup> In de scholen der Brusselsche agglomeratie en op de taalgrens, kan tot de verzachte toepassing van dezen regel machtiging worden verleend, mits dit niet schadelijk is voor het grondig aanleeren van de moedertaal;

3<sup>o</sup> Zoo het schoolhoofd van meening is dat het kind niet in staat is met vrucht de lessen in een door de verklaring van het gezinshoofd bepaalde taal te volgen, dan kan het gezinshoofd in beroep komen bij het schooltoezicht. Dit laatste doet uitspraak in hoogsten aanleg.

\* \* \*

Lid I van het nieuw artikel 20 vervangt lid 1 van het huidig artikel door de verklaring dat voortaan de taal van de streek de voertaal zijn zal. Zooals de Memorie van Toelichting zegt : « De nieuwe tekst vervangt het door het huidig artikel 20 gehuldigde beginsel der personaliteit door dat der regionaliteit, daar deze formule eenvoudiger en logischer voorkomt als fundamenteel criterium. »

Wij zijn zoo vrij in herinnering te brengen dat in 1914 een amendement, onder meer ondertekend door de heeren Louis Franck, Van Cauwelaert en Camille Huysmans bepaalde dat de voertaal van het onderwijs voor de verplichte vakken het Nederlandsch zal zijn in de Vlaamsche gemeenten en het Fransch in de Waalsche. »

De heer Pecher c. s. had een gelijksoortig amendement ingediend : « De voertaal van het onderwijs voor al de klassen en voor al de vakken, met inbegrip van den vierden graad, zal het Nederlandsch in de Vlaamsche gemeenten zijn, het Fransch in de Waalsche gemeenten en het Duitsch in de Duitsche gemeenten. » En lang daarvoor, bij de behandeling van het schoolontwerp van 1895, diende de heer De Vriendt, destijds volksvertegenwoordiger voor Brussel, het volgende amendement in : « De Nederlandsche taal is de voertaal in al de lagere scholen der Vlaamsche gemeenten en de Fransche in al de Waalsche scholen. »

Geen enkel dezer amendementen kon een meerderheid vinden.

De toenmalige Minister van Kunsten en Wetenschappen, de heer Pouillet, bestreed de territoriale formule omdat zij hem geen voldoende waarborg gaf voor het recht der minderheden. Zij werd verworpen met 114 stemmen tegen 54 en 6 onthoudingen. Allicht ware het amendement niet bekampt geworden zoo men eraan herinnerd had, zooals de Memorie van Toelichting van het tegenwoordig ontwerp doet, dat de territoriale formule practisch dezelfde strekking heeft als de tegenwoordige formule, van het oogenblik dat zij gepaard gaat « met den eerbied voor het recht der gezinnen die in minderheid in de streek wonen. »

\* \* \*

Lid 2 van het nieuw artikel 20 tracht het uiterst kiesch problema van het recht der minderheden op te lossen. Het bepaalt dat deze minderheden

een onderwijs in hun taal kunnen bekomen op twee voorwaarden : 1<sup>o</sup> dat er ten minste twintig schoolplichtige kinderen zijn wier moedertaal of gebruikelijke taal niet de voertaal van de school der gemeente is, en 2<sup>o</sup> dat zij ten minste sedert drie jaar woonachtig zijn in de gemeente op het oogenblik van de jaarlijksche hervatting der lessen. Deze voorwaarde van verblijf wordt evenwel niet gevegd om de aldus opgerichte klassen te mogen bezoeken.

Het lijkt ons gepast hier in herinnering te brengen dat bij de behandeling in het Parlement van de wet van 1914, het principieel zelf van het recht der taalminderheden niet werd opgeworpen. En het is van belang, na zestien jaar, de volgende verklaring te lezen die wij in de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers terugvinden, over de vergadering van 21 Januari 1914 :

« DE HEER DESTRÉE. — Zoo er twintig kleine Vlamingen in Wallonië verloren loopten, of twintig kleine Waleu in Vlaanderen, gaat ge daarop brutaal den regel van de territorialiteit der moedertaal toepassen?

» DE HEER HUYSMANS. — Volstrekt niet.

» DE HEER DESTRÉE. — In een land als het onze, moet men dus den eerbied voor het recht der minderheden voorzien. Bovendien moet men voorzichtig te werk gaan opdat deze minderheden niet zouden worden geërgerd.

» DE HEER VAN DE PERRE. — Zoo gij mij U daareven had willen laten in de rede vallen, zoudt gij gehoord hebben dat wij het eens zijn.

» DE HEER DESTRÉE. — Hoezoo?

» DE HEER VAN DE PERRE. — Ik zeg dat wij het eens zijn, omdat het oorspronkelijk amendement van den heer Delbeke bepaalde dat de meerderheid der kinderen zou hebben uitgemaakt

welke de voertaal van het onderwijs zou zijn. Zoo er bijgevolg, in het Vlaamsche land, een zeker aantal Waalsche kinderen waren om in een school of een klas een meerderheid te vormen om in het Fransch te worden onderwezen, dan waren wij geneigd U dit toe te staan. »

Zij die deze taal voerden behoorden tot wat men thans de vooruitstrevende fractie van de Vlaamsche en van de Waalsche partij noemt. Gewis de heer Delbeke sprak niet over de Franschspreekende Vlamingen, maar uit zijn antwoord tot den heer Destrée kan men afleiden dat hij niet aan de kinderen uit de minderheid over het algemeen een volledig onderwijs in de taal van de streek wilde opleggen.

Op dezelfde vergadering bracht de heer Pouillet, Minister van Kunsten en Wetenschappen, in herinnering dat reeds in 1895 zijn voorganger, de heer Schollaert, verklaard had dat hij niet kon begrijpen dat men het lager onderwijs in een andere taal dan de moedertaal van het kind kon geven.

Ook zal het debat waartoe lid 2 aanleiding zal geven niet gaan over de beginselen van het recht der minderheden, ofschoon wij verre van akkoord gaan over den omvang van dit recht. De leiders der Vlaamsche beweging en vele die zich wallinganten noemen, vragen zich af of de voorzorgen genomen bij lid 2 en lid 3 volstaan om de vorming van kunstmatige minderheden te beletten.

Het vraagstuk ware natuurlijk eenvoudiger en zijn oplossing veel gemakkelijker zoo het ontwerp enkel sloeg op den eerbied voor de rechten door diegenen verworven waarvan men nooit betwist heeft dat zij Fransch spreken. Doch de Vlaamsche leiders vreezen dat het ontwerp hun met één hand ontnemen zal wat het hun met de andere schenkt. Na het princip der regionaliteit te hebben gehuldigd, zeggen zij, draagt men er goed zorg voor alle gemak te bieden aan degenen

die zich daaraan willen onttrekken. Alles zal in het werk worden gesteld om tot het minimum van twintig kinderen te geraken. En hoe zouden wij kunnen vergeten, voegen zij daaraan toe, dat men, in Limburg, nu reeds vreemde kinderen van verschillende nationaliteiten als een massa doet dienen om het minimum aantal leerlingen te bekomen ten einde de Fransche klassen in deze oervlaamsche provincie te vermenigvuldigen?

Men scheidt een gevaarlijk misverstand, zoo verzekeren de Vlaamsche leiders, met te schrijven dat, zoo men het fundamenteel princip van de wet niet aanvaardt, de meerderheid van den gemeenteraad het recht hebben zal geen rekening te houden met den wil van de « minoritair », hoe talrijk zij ook mogen wezen en hoe rechtvaardig hun zaak ook zij. Dit is waar in theorie en zoo men zich streng houdt aan de letter van de tegenwoordige wet. Doch uit het verleden en uit het heden blijkt dat men nergens voor gewoonte heeft vragen af te wijzen uitgaande van talrijke minderheden. Wie is beter geplaatst en meer bevoegd dan de gemeentelijke en provinciale besturen om de gezinnen te kennen die, in hun gemeente of in hun streek, steeds Fransch hebben gesproken?

\* \* \*

Leden van de Commissie van Kunsten en Wetenschappen wijzen op de verwikkelingen die zich vaak zullen voordoen telkens als het minimum van twintig kinderen niet of nauwelijks zal bereikt zijn.

In de kleine gemeenten zal het met dit stelsel gebeuren dat men soms maar drie kinderen per studiejaar hebben zal, en daar het onmogelijk is het aantal onderwijzers te vermenigvuldigen, zoo zal de onderwijzer die alleen staat dus les moeten geven aan kinderen van zes tot twaalf jaar oud. Daarop kan men weliswaar antwoorden, dat de gemeenten die maar één



onderwijzer hebben overtalrijk zijn. Op 31 December 1929 waren er, op een totaal van 28,774 lagere klassen, 2,558 scholen met één enkele klas, zegge 9 t. h. Doch dergelijk stelsel dat de kleine gemeenten steeds hebben gekend zal bezwaarlijk opgaan in de grootere gemeenten. De ouders behoorende tot de taalminderheid, zullen protesteeren tegen een onderwijs dat, juist wijl het hun maar één of twee onderwijzers geeft voor leerlingen van zes tot twaalf jaar oud, niet zooveel waard is als het onderwijs in de naburige school gegeven. Maar hoe hun twee onderwijzers per twintig leerlingen te geven? Dusdanig voorrecht ware niet te verdedigen en de ouders die de kleine gemeenten bewonen, zouden alsdan dezelfde eischen kunnen stellen. Wij weten wel dat dit bezwaar zich bijna nooit zal voordoen dan in de voornaamste plaatsen, waar het bij de wet bepaald minimum steeds aanzienlijk zal worden overschreden. Doch dit geldt niet voor de gemeenten van middelbaar belang. Wij spreken niet over de kleine gemeenten omdat, met uitzondering van diegenen op de taalgrens, zij steeds een-talig waren.

In het amendement dat hij ter vergadering van 22 Januari 1914 indiende, eischte de heer Devèze een minimum van vijftig schoolplichtige kinderen om de inrichting te kunnen bekomen van een afzonderlijk onderwijs voor de minderheden. Hij erkende dat het noodig is dat de huisvaders die een uitzonderingsstelsel aanvragen « talrijk genoeg zouden zijn om de inrichting van dergelijk onderwijs op te dringen ».

Weliswaar stelde de heer Lemonnier het minimum van twintig kinderen voor, en vroegen anderen dat er vijf en twintig zouden zijn.

Men weet dat op stuk van zaken afgezien werd, ten behoeve van de gemeenten, van het recht uit te maken wat diende te worden gedaan.

\* \* \*

Een lid vroeg of het, krachtens de nieuwe wet, volstaan zal, om de Fransche lessen te mogen volgen, dat men « werkelijk bekwaam is om met vrucht onderricht in de aangegeven taal te ontvangen », zelfs zoo de leerling klaarblijkend Vlaming is, dat wil zeggen uit een gezin waar de gebruikelijke taal beslist de Nederlandsche is.

De leden der Taalcommissie, en na hen de opstellers van het ontwerp, wilden niet weten van een practisch onmogelijke controle en die allicht hatelijk kon worden, doordat een onderzoek ten huize zou geschieden en men de bureu zou ondervragen over de taal van den huiskring. Gesteld dus een leerling die werkelijk bekwaam wordt bevonden om in het Vlaamsche land de Fransche lessen te volgen. Het ontwerp verbiedt beslist aan het hoofd van de school niet de ouders van dezen leerling aan te zetten de voorkeur te geven aan de taal der streek, doch hij zal niet de macht hebben hen daartoe te verplichten. Onmiddellijk moet daaraan worden toegevoegd dat, in het lager onderwijs, het geval hypothetisch is, want waar zal men vele kinderen van zes tot acht jaar vinden wier moedertaal Nederlandsch is en die al genoeg Fransch zouden kennen om werkelijk bekwaam te zijn al de lessen in deze taal te volgen? Dat zij al wat Fransch hebben geleerd, dat verandert niets aan het feit dat zij Nederlandsch voor moedertaal hebben, en de Vlamingen zullen niet dulden dat, in de door den Staat gesubsidieerde scholen, de kinderen, onder voorwendsel dat zij Fransch hebben geleerd, in de minderheidsafdeeling zouden kunnen komen, met van een graad naar den anderen over te gaan. Dit ware de officieele aanmoediging van het werk van « denationaliseering » waarvan zij volstrekt niet willen weten.

\* \* \*

Het tweede vereischte om van het minderheidsstelsel te kunnen genieten is er een van verblijf.

Men heeft zich gehouden aan drie jaar. Het is duidelijk dat men even goed twee of vier jaar had kunnen nemen, doch men heeft een gemiddeld cijfer genomen dat redelijk lijkt; ten eerste omdat men daarin een doeltreffend middel heeft gezien om het ontstaan van kunstmatige minderheden te voorkomen, en ook omdat eenieder toegeeft dat men, alvorens onderwijzers aan te stellen, nieuwe klassen te openen en uitgaven in verband daarmee op te leggen, sommige waarborgen van stabiliteit hebben moet.

Wij vooral zouden er geen bezwaar tegen hebben zoo men het minimum van verblijfsduur verhoogde.

\* \* \*

Lid 3 is het tegenwicht van lid 2 en bepaalt de voorwaarden van controle over de verklaringen van de gezinshoofden die voor hunne kinderen een uitzonderingsstelsel opeischen.

De eerste opwerping daartegen werd gemaakt door den eersten ondertekenaar van het wetsvoorstel door de socialistische groep ingediend :

» Men zal niet het oog hebben op het feit, dat wil zeggen de taal door het kind begrepen, doch de bekwaamheid van den leerling om de lessen te volgen in een taal die de zijne niet is. De bekwaamheid! rekbaar woord. De arme Vlaamsche leerlingen uit de school voor abnormalen in de stad Brussel, worden steeds onbekwaam geacht de lessen te volgen in een taal die zij niet begrijpen. »

Wij meenen dat hier geen werkelijk onderscheid ligt tusschen het feit en de bekwaamheid, want het feit scheidt de werkelijke bekwaamheid en zonder het feit zou deze laatste niet bestaan. De opstellers van het ontwerp hechten overigens zoo weinig belang aan dit onderscheid dat zij, in het vorig lid, niet spreken over twintig schoolplichtige kinderen onbekwaam de lessen in de voertaal van de scholen der gemeente te volgen, doch eenvoudig over kin-

deren wier moedertaal of gebruikelijke taal werkelijk die niet is van de scholen der gemeente.

Doch het is vooral de wijze waarop lid 3 voorschrijft dat de verklaring van den huisvader zou worden nagegaan, die gewettigde vrees deed ontstaan.

Een lid der Commissie deed uitschijnen dat een commissie samengesteld uit het schoolhoofd of zijnen afgevaardigde en uit twee andere leden van het onderwijspersoneel, meestal rechter en partij in eigen zaak zullen zijn. Het feit dat de twee aan het schoolhoofd of aan zijnen afgevaardigde toegevoegde onderwijzers aangeduid zouden worden de eene door het toezicht en de andere door het gemeentebestuur zal geen verandering in den toestand brengen want in elk geval en schier altijd, zullen twee van de drie leden der Commissie denzelfden invloed ondergaan of toebehooren tot een groep die op taalgebied dezelfde meeningen erop na houdt of door dezelfde belangen gebonden is. Steeds moet men vermijden, zegt men, al wat als het ware den schijn of den indruk kon wekken dat men het bedrog door de bedrivers wil doen nagaan.

Zelfs diegenen die deze vrees niet geheel koesteren, waarvan een lid onzer Commissie de tolk was, zullen niet durven beweren dat zij geheel ongegrond is.

Zou men, in geval van twijfel omtrent de oprechtheid van de verklaring van het gezinshoofd, in eersten aanleg zijn verhaal niet kunnen nemen bij den kantonnalen opziener, aan wien men desnoods den hoofdopziener van het gebied waartoe de gemeente behoort, kan toevoegen? Wij zeggen in eersten aanleg, want men zou dienen na te gaan of de huisvaders niet in beroep konden komen bij de Bestendige Deputatie, zoolang, wel te verstaan, zij het bij de wet vereischte minimum aantal kinderen vertegenwoordigen.

Op te merken valt hier dat lid 3 ditmaal voorziet dat het schepencollege zou kunnen ingrijpen. Is dat geen

reden te meer om lid 2 en lid 3 in overeenstemming te brengen, met aan te nemen dat men de machtiging moet vragen of het advies inwinnen van het schepencollege in het geval voorzien bij lid 2?

Een amendement dat lid 3 in dezen zin zou kunnen wijzigen, zal allicht een meerderheid vinden vermits allen het hartsgrondig eens zijn over de noodzakelijkheid van de controle.

In 1914 reeds was de heer Devèze dienaangaande zeer beslist. « Ik drijf, zegde hij, ter vergadering van 22 Januari 1914, den eerbied voor de vrijheid van den huisvader niet zoover dat ik hem zou toelaten zijn kind te plaatsen in een afdeeling waar dit kind niet begrijpt wat men vertelt, en bijgevolg de intellectuele verminkte worden zal waarover onze collegas bij den aanvang van dit debat het hadden. »

\* \* \*

De collegas door den heer Devèze bedoeld waren zij die, bij den aanvang van het debat, niet zonder verbittering geprotesteerd hadden tegen het stelsel alsdan opgelegd aan de kinderen in de meeste gemeentescholen der Brusselsche agglomeratie.

De heer Van Cauwelaert had in herinnering gebracht dat, volgens de bekentenis zelve van den Brusselschen schepen voor openbaar onderwijs, 90 t. h. van de achterlijke kinderen Vlaamsche kinderen waren.

Een ander volksvertegenwoordiger, Dr Delbeke, zegde dat herhaaldelijk door de burgemeesters Buls en Max bevelen waren gegeven tot inrichting van Vlaamsche lessen in de verschillende scholen der hoofdstad doch te vergeefs. Het feit zelve dat deze bevelen moesten worden herhaald beees dit duidelijk.

Is de toestand thans beter?

Het ware moeilijk te beweren dat hij slechter is. Doch het lijkt ons onmogelijk te loochenen dat de Vla-

mingen ernstige redenen hebben om geen vrede te hebben met den tegenwoordigen toestand. Zoo men rekening houdt met het feit dat de bevolking van Groot-Brussel zoowat een zevende van de totale bevolking van het land vertegenwoordigt, dan zal men begrijpen dat de Vlamingen zulk belang hechten aan de bepalingen der wet die op de scholen der Brusselsche agglomeratie slaan. Uit onderzoekingen door opzieners blijkt dat, in de Brusselsche agglomeratie, ongeveer 40 t. h. van de kinderen worden aanzien als hebbende het Nederlandsch voor moedertaal, 40 t. h. het Fransch en 20 t. h. worden als tweetaligen ingeschreven. Doch meestal zijn de tweetaligen feitelijk Vlamingen.

De cijfers echter verstrekt door het bestuur van het onderwijs der stad Brussel voor 1 October 1929 leeren ons dat er in de stad Brussel, met inbegrip van Laken, Neder-Over-Heembeek en Haren, 34 Vlaamsche klassen zijn en 14 tweetalige en wel, na optelling van beide cijfers, ongeveer 10 t. h. van het totaal der klassen dat 451 bedraagt.

Bovendien vertegenwoordigde het aantal achterlijke leerlingen, voor het geheele Rijk, op 31 December 1929, 31.4 t. h. en in de Brusselsche agglomeratie 36 t. h.

Hoe zou men willen dat de Vlamingen vrede zouden hebben met een stelsel dat 10 t. h. van de klassen aan 60 t. h. Vlaamsche leerlingen geeft?

Bovendien komen de Vlamingen in opstand tegen het stelsel in voege in de Brusselsche agglomeratie waar tweetaligheid wordt beoefend vanaf het eerste jaar, dat wil zeggen ten nadeele van kinderen die zes jaar oud zijn.

Bezwaarlijk zou men in Europa vele steden vinden waar dergelijk onderwijsstelsel, door de overgrootte meerderheid der pedagogen verworpen, lang zou worden geduld.

In de vrije scholen der hoofdstad,

worden niet meer dan drie uren aan het onderwijs van het Nederlandsch besteed. Dit getal stijgt tot drie en één kwart uur in twee scholen voor de leerlingen uit het vijfde en het zesde jaar; vier uren in een school voor de leerlingen uit het achtste jaar en in een andere school zes uren per week in den vierden graad.

Wij weten wel dat men daarop antwoorden zal dat zoo deze gemeentescholen en de meeste vrije scholen dit stelsel hebben aangenomen, zij dit hebben gedaan omdat het overbekend is dat, in de Brusselsche agglomeratie, de ouders, zelfs uit den geringen stand, te allen koste willen dat hun kinderen Fransch zouden leeren.

Dit staat vast en wordt door niemand betwist. Doch alles hangt af van de wijze waarop de zaak aan de ouders wordt voorgesteld. De schoolhoofden in de Brusselsche agglomeratie hebben nooit aan de Vlaamsche ouders den raad gegeven die op een gezonde pedagogie had moeten steunen: « Gij hebt gelijk, uw kinderen moeten Fransch kennen; in de Brusselsche agglomeratie is deze kennis zooniet geheel onmisbaar althans van een onbetwistbaar nut. Doch, alvorens een tweede taal te leeren, moeten uw kinderen begrijpen en onthouden wat men hun zegt. Onderwijs gaat geleidelijk van het bekende naar het onbekende. Om aan te komen, moet men eerst vertrekken en het vertrekpunt van elk onderwijs bestaat in de geleidelijke ontwikkeling van de begrippen die het kind door middel van zijn moedertaal zich eigen heeft gemaakt. Wanneer uw kinderen dank aan de eenige taal die zij kennen, vertrouwd zullen zijn met de elementaire begrippen die aan den grondslag van elk onderwijs liggen, dan zullen zij, bij voorbeeld van het vierde lagere studiejaar af, beginnen met Fransch te leeren. En weest overtuigd dat zij het dan veel beter leeren zullen ».

Zoo de schepenen van openbaar onderwijs en de schoolbestuurders in

de Brusselsche agglomeratie tot de Brusselsche arbeiders deze taal hadden gevoerd, ingegeven tevens door het gezond verstand en door den eerbied voor de taal van het volk, dan zouden zij niet tot den uitslag zijn gekomen dien wij thans moeten boeken.

Wij herhalen het: wat de ouders uit de Brusselsche agglomeratie vragen is de waarborg dat hun kinderen de lagere school niet zouden verlaten zonder goed Fransch te kennen. In de methode en den uurrooster stellen zij minder belang, en de meesten hunner hebben de noodige bevoegdheid niet om daar zelf over te oordeelen.

Het is beslist geen wetsbepaling die op stel en sprong de traagheid van vele ouders zal doen verdwijnen en wijziging brengen in de mentaliteit van de meeste bestuurders van officieele en vrije scholen in de Brusselsche agglomeratie.

De Vlamingen zouden dus, naar wij meenen, gelijk hebben zich te beklagen over een tekst die middellijk of onmiddellijk deze mentaliteit zou aanmoedigen of strekken zou tot het behoud van den tegenwoordigen toestand. Doch het valt niet te betwisten dat lid 5 van het nieuw artikel 20 aan de Vlamingen waarborgen geeft die zij in de tegenwoordige wetgeving niet vinden.

Men zou beslist niet begrijpen dat het er anders ware mee gesteld, en de wet gaat voort met verzachtingen van den regel: moedertaal-voertaal, te voorzien, voor de Brusselsche gemeenten en die op de taalgrens. Doch ditmaal bepaalt zij er zich niet bij den al te rekberen tekst van de tegenwoordige wet over te nemen, waarbij bepaald wordt dat deze verzachtingen « niet nadeelig mogen zijn voor de grondige studie van de moedertaal. »

Eerst en vooral brengt zij in herinnering dat, voor de leerlingen uit de Brusselsche agglomeratie, evenals voor al de overige kinderen van het land, de controle voorzien bij lid 3 verplichtend is voor de gesubsidieerde scholen

zoowel als voor de officieele, en bij artikel 20bis, bepaalt zij dat voortaan, in al de scholen, de schoolbesturen, vanaf het vijfde lager studiejaar, een cursus in de tweede taal moeten inrichten, met ten minste drie uren les per week, zoodra huisvaders die ten minste twintig kinderen vertegenwoordigen zulks vragen; dit stelt al de ouders gerust die mochten vreezen dat hun kinderen geen Fransch genoeg zouden leeren.

\* \* \*

Onderzoeken wij thans de strekking van het nieuwe artikel 20bis, dat slaat op de studie der tweede taal. Lid 1 van dit artikel bepaalt het gemeen recht; lid 2 slaat enkel op het uitzonderingsstelsel ten behoeve van de taalminderheid.

De bepaling van het eerste lid strookt met den beslisten wensch van de meerderheid der ouders. Evenwel dragen de opstellers van het ontwerp er zorg voor te bepalen dat de studie van de tweede taal « in geen geval voor leerlingen verplicht is ».

Wij achten overbodig hier breedvoerig de kritieken en protesten van al de pedagogen en van de meerderheid der schoolhoofden uit het officieel en vrij onderwijs te geven, tegen het voorbarig aanleeren van de tweede taal. Reeds bij de behandeling van de wet van 1914 deed Dr Delbeke, een der meest verwoede tegenstanders van het voorbarig onderwijs van het Fransch in de lagere scholen, opmerken dat het niet in de bedoeling ligt aan den arbeider het voordeel van de kennis eener tweede taal te ontnemen, doch integendeel middelen en mogelijkheden na te sporen tot het aanleeren met meer vrucht van deze taal.

Op de vergadering van 22 Januari 1914 haalde de heer Huysmans den volgenden passus aan uit het schoolreglement van het aartsbisdom Mechelen: « Het modelprogramma van den Staat onderstelt dat de tweede

taal reeds in den lageren graad werd aangeleerd. Doch wij blijven de meening toegedaan dat over het algemeen het voordeeliger ware het vierde studiejaar af te wachten en zelfs den hooger graad alvorens met deze lessen aan te vangen. Het kind heeft alsdan geleerd te zien en te onderscheiden; het heeft leeren denken, spreken en schrijven in zijn moedertaal. Zijn verstand en zijn geheugen zijn ontwikkeld. Om die redenen zal het in korten tijd in de nieuwe taal groote voordeelingen maken en zal het den in schijn verloren tijd inhalen ».

Het ons voorgelegde ontwerp stelt voor de studie van de tweede taal vanaf het vijfde studiejaar in te richten en wenscht dat daaraan een minimum van drie uren per week zou worden besteed. Doch van de formule « van ten minste drie uren per week » moet niet worden afgeleid dat de opstellers van het ontwerp verlangen dat dit minimum steeds ruim zou worden overschreden. Wij mogen niet vergeten dat het hier gaat om kinderen van tien jaar en dat het onderwijs van de tweede taal voor hen op zulke wijze moet worden ingericht dat hun algemeene kultuur daardoor niet wordt geschaad.

Het lijkt wel dat dit voorstel vanaf het vijfde lagere studiejaar te beginnen op geen verzet zal stuiten. Het socialistische voorstel beoogt dezelfde oplossing.

Deze bepaling is overigens een minnelijke schikking, en een naar onze meening gelukkige, tusschen den tekst van den heer Devèze die vanaf het derde studiejaar wou beginnen, en het standpunt van degenen die beweren dat het kind beter de tweede taal kennen zou, zoo de leerplans derwijze opgemaakt zouden worden dat daaraan, vanaf het eerste studiejaar van den vierden graad, een betrekkelijk hoog aantal uren kon worden besteed.

Men heeft zich afgevraagd hoe men, voor de kinderen wier ouders zulks aanvragen, het onderwijs in het

Fransch, voorzien bij dit eerste lid, zal inrichten. Gesteld een school waar maar een onderwijzer is, Wat zullen gedurende de drie uren, besteed aan het onderwijs van het Fransch, de kinderen doen wier ouders niets hebben gevraagd? Zal men de niet verplichte les in de tweede taal vóór of na de verplichte schooluren geven? Doch dan legt men aan de onderwijzers in het Vlaamsche land een overwerk op, waarvan hun Waalsche collegas steeds ontslagen zullen zijn. En wie ziet niet in dat op het platteland, waar de afstanden soms zeer groot zijn, de ouders 's winters zullen verlangen dat hun kinderen vóór de duisternis thuis zouden zijn?

Het aangehaalde bezwaar zal niet bestaan in de scholen met een enkelen onderwijzer. Deze scholen liggen inderdaad in zeer kleine gemeenten waar het onderwijs van de tweede taal niet is geregeld. De ouders geven toe dat het aldaar moeilijk is een les in de tweede taal te geven. Voor de grootere gemeenten stippen wij aan dat op ongeveer 3,600 scholen in het Vlaamsche land, het Fransch nu reeds als tweede taal gedurende de klasuren wordt aangeleerd in ongeveer 2,800 scholen. Dit onderwijs verandert van school tot school doch het gemiddeld aantal uren besteed aan het Fransch bedraagt drie uren per week. Niets bewijst overigens dat in de gemeenten met een enkelen onderwijzer, het onmogelijk zijn zal een regeling te treffen die onderwijs in de tweede taal verschaft aan degenen die zulks aanvragen.

\* \* \*

Lid 2 van artikel *zobis* bepaalt dat, in de bijzondere klassen, tot stand gebracht op verzoek van taalminderheden, de inrichting zoowel als het regelmatig volgen van den cursus in de taal van de streek verplicht is.

Wij hebben den indruk dat de meesten dergenen die dit ontwerp bekam-

pen, deze bij uitstek belangrijke bepaling niet genoeg in het licht stellen.

De tekst voegt daarbij dat dit aanleeren van de tweede taal moet beginnen vanaf het derde jaar, door middel van eenvoudige spreekoefeningen.

Op het eerste zicht schijnt dit in tegenspraak met het vorig lid dat bepaalt, om redenen van pedagogischen aard, dat de studie van de tweede taal pas aanvangt vanaf het vijfde studiejaar. Doch de toestanden zijn heel anders. In lid 1 gaat het over kinderen waarvan de moedertaal die der streek is, en in lid 2 over kinderen behorende tot een taalminderheid. Deze laatsten, juist omdat zij steeds in aanraking zijn met kinderen die alleen de taal der streek kennen, krijgen elken dag, onder den speeltijd, onderweg naar school of naar huis, eenvoudige spreekoefeningen. Het past dat deze buitenschoolsche oefeningen zooveel mogelijk worden aangevuld en vooral verbeterd in de school zelf, zooniet zouden kinderen, wien men ernstig de tweede taal wil aanleeren, eerst de gewestspreek leeren en een verkeerde uitspraak krijgen die men hun later moeilijk ontwennen kan.

Men heeft beweerd dat het verschil tusschen de eenvoudige spreekoefeningen en den didactischen cursus oogenbedrog is. « De onderwijzer, beweert men, zal gesprekken op het bord schrijven, de leerlingen zullen hun schrijfboeken openleggen en de opziener zal zich wel wachten hen te verbeteren. Ontneemt het ontwerp hem al zijn gezag niet? »

Wij bekennen niet goed te begrijpen waarom de opziener, volgens den tekst van de tegenwoordige wet, het recht niet zou hebben na te gaan of de onderwijzer geen begin van didactischen cursus in de plaats stelt van de eenvoudige spreekoefeningen. De didactische cursus voorzien vanaf het vijfde jaar heeft voor doel de stelselmatige studie van de taal en mag niet alleen bestaan in een herhaling in de tweede taal van de vakken aangeleerd

in de moedertaal van den leerling. Men zal dus lezen, schrijven, spraakkunst en spreken leeren. Vanaf den vierden graad begint de letterkundige ontleding en de stijlstudiën die de spil van het taalonderwijs uitmaken. Dit heeft niets te maken met de eenvoudige spreek-oefeningen die geen inspanning vergen van een kind dat, van den morgen tot den avond rond zich de taal van de streek hoort gebruiken, want het gaat hier niet om kinderen die men per auto naar school brengt of die thuis een grooten tuin hebben zoodat zij geen lust hebben op straat te spelen. (1)

Wij hadden hier enkele bijzonderheden over het onderwijs in de tweede taal in de overige tweetalige landen willen inlasschen. Doch bij de beoordeeling van de buitenlandsche wetgevingen, moet men, zoo men niet oppervlakkig wil blijven, rekening houden met zooveel factoren van historischen en psychologischen aard, en ook met zoovele toestanden verschillende met de onze, dat deze gegevens, om volledig te kunnen zijn, een omstandige studie zouden vergen die het kader van dit verslag ver zou te buiten gaan. Vaak haalt men het voorbeeld van Zwitserland aan. Het mag wel worden gezegd dat, behalve in de streken langs de grens en in enkele steden als Freiburg en Biel, de taal van de streek ook de verplichte voertaal van al de lessen is, wat niet belet natuurlijk dat in sommige gemeenten en kantons de studie der tweede taal wordt aange-moedigd.

\* \* \*

Artikel 20<sup>ter</sup> breidt de bepaling van het nieuw artikel 20 uit tot de bewaarscholen door de gemeenten of door de besturen van private scholen inge-

(1) Zij die meer omstandige inlichtingen willen over het verschil tusschen eenvoudige spreek-oefeningen en een practischen cursus in de tweede taal, zullen met vrucht lezen « Le Code de l'enseignement moyen et de l'enseignement normal moyen » van den heer Bauwens, waar het gaat over de leerlingen van het eerste studiejaar in de middelbare scholen.

richt. Wij durven hopen dat deze bepaling op geen opwerping stuiten zal, want vaak werd het gezegd : bij definitie is de bewaarschool die waar de kinderen worden voorbereid om met vrucht het lager onderwijs te ontvangen; zij is in zekeren zin het verbin-dingsteeken tusschen de moederlijke opvoeding en de lagere school. Men zou dus voor de bewaarklassen geen ander taalstelsel begrijpen als dit voor de lagere klassen. Doch zelfs met het tegenwoordig stelsel liet het bestuur van het lager onderwijs zich steeds leiden door deze waarheid, die al te klaarblijkelijk is om commentaar te behoeven.

Het was niettemin nuttig dit in de wet te vermelden, omdat er ongelukkig misbruiken werden begaan die deze voorzorg, door de opstellers van het ontwerp genomen, rechtvaardigen.

\* \* \*

Zij die met aandacht den tekst van de Memorie van Toelichting alsook de artikelen van het ontwerp hebben gelezen, waren verrast daarin vast te stellen dat de Taalcommissie eensgezind van meening was dat de vrije scholen moesten worden schadeloos gesteld voor de uitgaven die zij mochten verplicht zijn te doen ingeval het tweevoudige taalstelsel voor hen het bouwen van nieuwe klassen voor gevolg had. En nochtans is er in den tekst van het ontwerp geen sprake meer van toekenning van eenige toelage.

De reden die daarvan in sommige kringen werd gegeven, is dat het onmogelijk is het vrije onderwijs in een beteren toestand te plaatsen ten aanzien van het officieel onderwijs. Wanneer echter gemeenten uitgaven doen voor het bouwen of inrichten van schoollokalen, dan neemt de Staat maar een derde te zijnen laste.

Daarop kan men antwoorden dat het mogelijk ware te bepalen, hetzij in de wet, hetzij in een ministerieel aanschrijven, dat het deel dat de Staat ten laste neemt gelijk zou zijn voor de



officieele scholen en voor de vrije aangenomen en aanneembare scholen.

Een lid der Commissie deed opmerken dat een aanzienlijk deel van de Parlementaire Taalcommissie zich niet aangesloten had bij den wensch uitgedrukt in de Memorie van Toelichting, omdat het overtuigd was dat er alleen sprake kon zijn van de wedde van den onderwijzer. Doch een ander lid antwoordde daarop dat men, in dit geval, een open deur zou inloopen, vermits de tegenwoordige wet reeds bepaalt dat de wedde van al de onderwijzers door den Staat wordt betaald.

Zou men een bezwaar hebben tegen de toekenning van eene toelage aan die vrije scholen alleen, waarvan het bestuur genoopt mocht worden aanzienlijke wijzigingen aan zijn lokalen toe te brengen?

De tegenwoordige reglementen voorzien geen enkele Staatstoelage voor het oprichten of ombouwen van vrije scholen.

\* \* \*

De teksten die ons worden voorgelegd nemen niet meer het laatste lid van het huidig artikel 20 over, dat vergt dat het toezicht elk jaar verslag zou uitbrengen over de toepassing van artikel 20. Men heeft geacht dat het behoud van dit lid overbodig was omdat artikel 47 der wet op het lager onderwijs bepaalt dat om de drie jaar een verslag over den toestand van het lager onderwijs door de Regeering aan de wetgeving wordt voorgelegd. De gegevens voor deze verslagen worden door de opzieners regelmatig ingewonnen en voorbereid.

\* \* \*

Van al de opwerpen tegen de wet zijn er maar twee die op een groot deel van de openbare meening indruk hebben gemaakt.

In Wallonië als in Vlaanderen, en allicht nog meer in Wallonië dan in Vlaanderen, vreest men het ontstaan van kunstmatige taaleilandjes. In den

schoot van de Commissie heeft men onder meer gesproken over kasteeldorpen, waar een kasteelheer gemakkelijk van zijn pachters en bedienden al de handteekeningen verkrijgt die hij verlangt. Waarop werd geantwoord: Deze vergelijking bewijst niets, want het is hetzelfde niet een handteekening te bekomen onder een verzoekschrift, dan wel het verleden ongedaan te maken en van wat in het heden niet bestaat een onbetwistbare werkelijkheid te maken. Waar zal men in onze Vlaamsche dorpen talrijke Franschsprekende kinderen vinden?

Op een totaal van 3,615 lagere scholen in het Vlaamsche land, met 492,000 leerlingen, zijn er 2,792 met 179,195 leerlingen, waar Fransch onder de lessen wordt aangeleerd. Er zijn 254 scholen met 10,582 leerlingen, waar de tweede taal na de klasuren wordt aangeleerd. Deze laatste twee cijfers zijn evenwel enkel benaderend, want het lijkt wel dat een zeker aantal leerlingen uit deze 254 scholen begrepen zijn in de 2,792 die wij hebben aangegeven. De scholen waar regelmatig Fransch wordt geleerd tellen 7,500 klassen. Het gemiddeld aantal uren Fransch onderwijs bedraagt drie uren per week.

\* \* \*

Men was ook getroffen door de onvoldoende controle over de verklaring van den huisvader. Ons antwoord daarop is eenvoudig: er zal in het Parlement zeker een meerderheid te vinden zijn om gunstig elk voorstel te onthalen dat de controle scherper maken zou. Allen zijn wij te vinden voor een snelle, nauwgezette, onpartijdige en onafhankelijke controle.

\* \* \*

Uwe Commissie die reeds voorafgaande vergaderingen heeft gehouden en waarvan de leden vooraf den tekst van de verslagen hadden ontvangen, heeft op hare vergaderingen van 28



en 31 October de haar voorgelegde ontwerpen onderzocht.

Op verzoek van den verslaggever, heeft een onzer liberale collegas nader bepaald waarin de nieuwe modaliteit bestond door zijne partij op het eerste ontwerp voorgesteld.

Daarop werd geantwoord dat onze liberale collegas afzien van de bepalingen bij artikel 1, die in den schoot van de drie partijen zooveel verzet hebben uitgelokt.

Deze tekst kende aan enkele huisvaders het volstrekke en individueele recht toe bijzondere klassen of afdelingen te eischen, zonder aan de gemeentebesturen het minste recht van beoordeeling over te laten. Doch men vraagt dat de vrijelijk door de schoolhoofden ingerichte minderheidsafdelingen van rechtswege zouden behouden blijven, zoolang deze afdelingen haar reden van bestaan behouden, dat wil zeggen een minimum leerlingen.

Aangezien het billijk en noodzakelijk schijnt een zeker synchronisme te houden tusschen het officieel en het vrij onderwijs, zou het moeten verstaan blijven dat de vrije scholen, die de wetsbepalingen niet naleven, van de Staatstoelagen zouden verstoken blijven.

Deze wijzigingen, voegt men erbij, laten verschillende van de hoofdbepalingen van het ontwerp onverlet, zoodat dit niet eenvoudig wordt ingetrokken, zooals men heeft beweerd :

Het gemeen recht ingevoerd bij artikel 1, het recht, voor hen die het vragen, de tweede taal te leeren, de verplichting voor de leerlingen onder het minderheidsstelsel de taal van de streek te leeren en ten slotte de controle over de verklaring van den huisvader behorende tot de taalminderheid.

Het geachte lid heeft ons geen tekst van amendement willen voorleggen om aan eenieder, die van goeden wil is, gelegenheid te laten in den schoot

der Commissie mede te werken aan het opstel van bedoelden tekst.

Uw verslaggever heeft alsdan de redenen opgesomd waarom de Vlaamsche leiders gekant zijn tegen de bepaling waarbij aan de gemeenten verboden wordt de bijzondere afdelingen af te schaffen, zoolang deze door een voldoende aantal leerlingen worden bezocht.

De vijf gemeenten waar nog bijzondere afdelingen bestaan, hebben nooit misbruik gemaakt van hun recht deze af te schaffen en niets laat toe te veronderstellen dat zij dit in de toekomst wel zouden doen.

Waarom wetten maken tegen niet bestaande misbruiken? Geen enkele klacht is ons onderworpen. Bewijst de geschiedenis van onze wetgeving op gebied van taalregeling niet duidelijk het gevaar van deze beperkende formules die nutteloos kwetsend zijn voor de Vlamingen?

De minderheden waarover het gaat zijn zoo klein, dat men in geen enkel land ter wereld van den Staat toelagen zou eischen om een uitzonderingsregime in hun voordeel te behouden.

In mijn verslag vermeld ik dat het aantal leerlingen in de minderheidsafdelingen nog slechts 1.6 t. h. bedraagt en in de voorbereidende afdelingen van de middelbare scholen der Vlaamsche streek zijn er op dit oogenblik nog slechts 524 leerlingen. De Vlamingen vragen ook een aanpassingsregime, dat aan de Vlamingen geeft wat steeds door de Walen werd geëischt en met hen door alle vrije volkeren van de wereld: den voorrang van de taal der streek.

Kinderen, wier moedertaal het Nederlandsch is, zullen nooit op voldoende wijze de taal der streek kennen, indien zij slechts drie uren per week les in het Nederlandsch krijgen.

Het officieele onderwijs heeft op taalgebied geen mededinging vanwege het vrije onderwijs te vreezen. Talrijke en onbetwistbare feiten bewijzen zulks.

De verdediger van de sedert den aanvang der bespreking aangehouden stelling verbaast er zich over dat zijn bemiddelende en gematigde voorstellen niet door allen worden aanvaard.

De cijfers aangehaald door den verslaggever zouden de Vlaamsche katholieke leiders moeten doen afzien van elke gedachte van wettelijken dwang, vermits zij aantoonen hoe deze minderheden om zoo te zeggen zienderoogen slinken.

Met nadruk dient er op gewezen, dat men slechts het behoud van een bijzondere afdeeling vraagt zoo lang als de reden blijft bestaan die voor de gemeente aanleiding was om haar spontaan in te richten : een voldoende aantal leerlingen.

De weigering ons de handhaving van den huidige toestand te verleen, zal enkel de kinderen van nederige afkomst treffen, daar de gegoede ouders steeds hunne kinderen thuis kunnen laten onderwijzen ofwel in niet gesubsidieerde instellingen waar men doet wat men wil.

Ten slotte blijkt uit den uitleg zelf van den verslaggever, dat het stelsel der transmutatie onvermijdelijk zal aanleiding geven tot een betreuenswaardige reactie die men moet vermijden.

Een collega doet alsdan opmerken dat aan de Commissie geenerlei nauwkeurige tekst werd voorgelegd die kan dienen als grondslag van bespreking.

Hebben onzeliberales collega's amendementen in te dienen?

Een ander lid vraagt dat men enkele vertegenwoordigers van de drie partijen zou aanduiden, opdat zij zouden trachten, vóór de eerstkomende vergadering der Commissie, formules van amendementen op te maken. Alleen de bezorgdheid voor 's Lands eenheid en toekomst moet ons onze gedragslijn voorschrijven. Het vraagstuk dat wij bespreken is geen politiek vraagstuk.

Een ander lid doet uitschijnen dat over drie essentieele punten van het

ontwerp eensgezindheid schijnt te bestaan : het beginsel der territorialiteit in het stelsel van het gemeen recht, ondergeschikt gemaakt aan den eerbied voor het recht der gezinshoofden, de gecontroleerde verklaring van het gezinshoofd betreffende de moedertaal in de Brusselsche agglomeratie en de gemeenten op de taalgrens; ten slotte de erkenning der rechten van de minderheden, mits verplichting de taal van de streek aan te leeren. Het is niet mogelijk eene formule te vinden die het onderwijs in de moedertaal gegeven overeenbrengt met dit van de taal der streek.

Een lid wijst er op dat men tot niets zal komen zoolang er geen aanzienlijke meerderheid wordt gevonden voor een ontwerp dat volledige voldoening schenkt aan de Vlamingen. Het mag niet dat de ontwerpen aan de Vlamingen zouden voorkomen als zijnde de losprijs voor het bekomen der Vlaamsche Universiteit. Laten wij niet het gevaar onderschatten dat voortspuit uit de misnoegdheid die thans in heel het Vlaamsche land heerscht. De eenige doeltreffende oplossing is die welke steunt op de een-taligheid gecombineerd met een overgangsstelsel voor de minderheidsafdeelingen.

Een lid van de socialistische groep weigert, uit naam van zijn partij, deel uit te maken van de subcommissie. De socialistische partij heeft haar ontwerp ingediend en heeft er niets aan te wijzigen.

Verschillende leden van de Commissie betreuen deze beslissing, die eene echt nationale oplossing moeilijk maakt en verklaren aan de socialistische leden de verantwoordelijkheid van hunne onthouding te laten.

\* \* \*

Bij den aanvang der vergadering van 31 October legt de verslaggever aan de Commissie de formule voor opgemaakt door de sub-commissie samengesteld uit de heeren Dierckx, Digneffe, Rutten en Waucquez. Doch

hij voegt daar onmiddellijk aan toe, dat de twee katholieke leden der sub-commissie, na ruggespraak met hunne vrienden uit de rechterzijde der Commissie, de voorkeur geven aan een tweeden tekst waarbij de eerste twee artikelen van de formule worden gewijzigd. Hij verontschuldigt zich wijl hij pas op het laatste oogenblik zijn collegas uit de sub-commissie kan verwittigen. De liberale leden verklaren enkel de eerste formule te kunnen aanvaarden.

De verslaggever geeft alsdan lezing van de eerste twee artikelen van den tekst, opgegeven door de katholieke leden, en overgenomen door de liberale leden :

ART. 20.

In al de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen is de moedertaal der kinderen de voertaal in de onderscheidene graden van het onderwijs.

De verklaring der gezinshoofden betreffende de moedertaal of de gebruikelijke taal van hun kinderen kan slechts in aanmerking komen voor zoverre laatstgenoemden werkelijk bekwaam worden bevonden om met vrucht onderricht in de aangegeven taal te ontvangen. In geval van twijfel wordt die bekwaamheid van het begin af en, in elk geval, vóór het einde der eerste maand van het schooljaar, hetzij op initiatief van de plaatselijke overheid, hetzij op verzoek van het schooltoezicht, onderzocht door een commissie samengesteld uit het hoofd der school of zijn afgevaardigde en twee andere leden van het onderwijzend personeel, waarvan het eene door het toezicht en het andere door het gemeentebestuur wordt aangesteld.

Het schepencollege, de opziener van den Staat en het betrokken gezinshoofd mogen van de beslissing van de Commissie in hooger beroep komen bij den bevoegden Minister, die, na een aanvullend onderzoek, uitspraak doet.

Om de toelagen van de openbare besturen te kunnen genieten, moeten de scholen de voorschriften van dit artikel naleven.

ART. 20bis.

In de klassen waarvan de voertaal niet de taal der streek is, is het onderrecht van de taal der streek verplicht in de volgende voorwaarden : vanaf het derde studiejaar bereiden spreek-oefeningen de leerlingen voor tot het volgen, met vrucht, van het onderwijs in de taal der streek; vanaf het vijfde studiejaar, worden drie uren per week besteed aan het didactisch onderwijs van deze taal; vanaf het zevende studiejaar worden daaraan zes uren per week besteed. De schooloverheid oordeelt in welke verhouding onderscheidenlijk deze zes uren moeten worden besteed aan het didactisch onderwijs van de taal der streek en aan lessen door middel van deze taal gegeven.

In de scholen van de Brusselsche agglomeratie en van de taalgrens, is het onderwijs van de tweede taal verplicht tot een minimum van drie uren per week : dit onderwijs vangt aan met het derde studiejaar, door middel van eenvoudige spreekoefeningen en vormt vanaf het vijfde studiejaar een didactischen cursus.

De verslaggever licht vervolgens de beteekenis van dit artikel 20 toe.

De vervanging van alinea 1 van het ontwerp door den tekst van de huidige wet wordt noodzakelijk door het feit zelf dat wij alinea 2 laten wegvallen. De bepaling van alinea 2 veronderstelt inderdaad deze van alinea 1. Zooals de Memorie van Toelichting zegt, hebben de opstellers van het ontwerp het principe van de regionaliteit willen verbinden met dit van het recht der minderheden, wat feitelijk overeenkomt met het beginsel van de persoonlijkheid. Inderdaad, de samengevoegde begrippen van de regionaliteit en van de erkenning van het recht

der minderheden verschillen nauwelijks van het oude regime der persoonlijkheid. Ten onrechte zou men zich dus verontrusten over de voorgestelde wijziging, des te meer daar de aanvang van artikel 20bis bepaalt, dat, althans in de oogen van de katholieke leden van de sub-commissie, het onderscheid tusschen de beide begrippen feitelijk meer schijnbaar dan wezenlijk is.

Een tweede reden wettigt dezen tekst: Indien wij eenvoudig alinea 1 van het ontwerp behouden, zou er geen mogelijkheid tot afwijking meer bestaan. Het ligt echter in niemands bedoeling aan gemeenten, die het noodig achten, te verbieden gebruik te maken van hun recht om een nieuwe klas op te richten voor de kinderen van de taalminderheid.

Alinea 2 voorziet de controle van de verklaring van het gezinshoofd. Geen enkel voorstel tot strengere controle zal van de hand worden gewezen.

Overgaande tot artikel 20bis doet de verslaggever opmerken dat in het socialistisch voorstel de gemeenten een regime van transmutatie kunnen inrichten, doch er niet toe verplicht zijn. Hoe zullen zij desgevallend dit regime toepassen?

Er staan slechts twee wegen open: ofwel zal men, van het tiende jaar af, lessen geven in een taal die het kind niet voldoende begrijpt, en dan zal het verplicht zijn een dubbele geestelijke krachtinspanning te doen, wat volgens alle deskundigen de normale kracht van kinderen van dezen ouderdom te boven gaat. Het kind zal zich inderdaad de aan te leeren leerstof moeten eigen maken en tevens de termen waarvan men zich bedient om het deze leerstof te doen begrijpen. De leiders van de vroegere Vlaamsche beweging hadden bittere verwijten voor deze op de kinderen in de steden toegepaste methode. Zij verweten de schooloverheden van de kinderen geestelijke verminkten te maken.

Ofwel — tweede veronderstelling —

zal het aantal cursussen moeten uitgebreid worden. Dan daagt echter een nieuw, bijna even ernstig bezwaar op, want, naar het oordeel van alle deskundigen, is het niet mogelijk de programma's en de onderwijzers nog meer te overladen.

Zou het, gezien het kleine aantal betrokken leerlingen, niet eenvoudiger en logischer zijn het principe van de progressiviteit der cursussen vast te stellen? Dat is de beteekenis van dit voorstel.

Alinea 2 maakt den cursus in de tweede taal verplicht in de Brusselsche agglomeratie en langsheen de taalgrens.

Het lid van het ontwerp betreffende de controle blijft ongewijzigd.

De nieuwe tekst door de katholieke leden der Commissie aangenomen, luidt als volgt:

« ART. 20. --- De voertaal van het onderwijs aan de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen is het Nederlandsch in de Vlaamsche streek van het land, het Fransch in de Waalsche streek en het Duitsch in de Duitschspreekende gemeenten.

» Het staat de overheid, die de scholen bestuurt, vrij voor de kinderen wier moedertaal of gebruikelijke taal niet de voertaal der streek is, bijzondere scholen of klassen in te richten waar het onderwijs gegeven wordt in de moedertaal of gebruikelijke taal van den leerling.

» Evenwel, in deze bijzondere klassen, wordt het onderwijs van de taal der streek ingericht bij koninklijk besluit, derwijze dat bij het einde van het lager onderwijs, de leerlingen desgevallend bekwaam zijn in de taal der streek de lessen te volgen van het technisch of van het middelbaar onderwijs.

» In de scholen van de Brusselsche agglomeratie en van de taalgrens, wordt de voertaal van het onderwijs vastgesteld volgens de verklaringen van de gezinshoofden in verband met

de moedertaal hunner kinderen, onder de voorwaarden voorzien bij de alinea's 3 en 4 van het onderhavig artikel. In die gemeenten mogen echter verzachte toepassingen van den regel « moedertaal — voertaal » bij ministeriële beslissing toegelaten worden, volgens de behoeften der leerlingen en de plaatselijke omstandigheden; doch die verzachte toepassingen mogen niet ten gevolge hebben dat het grondig aanleeren van de moedertaal geschaad wordt. De ministeriële besluiten tot verleening van bedoelde toelating worden in het *Staatsblad* geplaatst.

» Het onderwijs van de tweede taal is er verplicht tot een minimum van drie uren per week. Dit onderwijs begint vanaf het derde studiejaar, bij wijze van eenvoudige spreekoefeningen en vormt vanaf het vijfde jaar een didactischen cursus. »

Bij de samenvatting der redenen om welke de katholieke leden zich bij dezen tweeden tekst hebben aangesloten, stelt de verslaggever vast dat een groot aantal zijner collega's meenen dat het ongepast ware af te zien van het regionaliteitsbeginsel dat vooraan staat in het Regeeringsontwerp. Laten wij niet nutteloos het wantrouwen in de hand werken door de goedkeuring van een tekst welke den indruk geeft dat men wil terugtrekken wat men heeft verleend.

Wat het bezwaar betreft dat voortvloeit uit het verdwijnen der overeenstemming tusschen lid 1 en lid 2 van het vroeger ontwerp, wij maken het ongedaan door een nieuw lid 2 dat alle misverstand opklaart. Het derde lid berust op de vaststelling van de talrijke moeilijkheden welke men ontmoet telkens dat men tracht in een wetstekst de modaliteiten te verduidelijken van een regime van aanpassing der taalminderheden aan het gewestelijk midden. Laten wij de bepaling dezer modaliteiten overlaten aan de deskundigen van de pedagogie. Dege-  
nen met wie wij ons thans bezighou-

den zijn de volkskinderen. Het eenig hooger onderwijs dat de meesten onder hen zullen ontvangen zal het technisch of beroepsonderwijs zijn. Dit onderwijs wordt in het Nederlandsch gegeven in de Vlaamsche provinciën, en dat zou niet anders kunnen. Niets is meer natuurlijk dan te vergen dat deze kinderen bekwaam wezen er de lessen van te volgen. Het is even logisch te denken aan de meerbegaafden die later het middelbaar onderwijs zullen aanvatten. Moeten zij ook niet voorbereid zijn om dit onderwijs in het Nederlandsch te volgen? Gewis zullen degenen die van dit onderwijs niet willen weten vrij zijn, vermits zij tot de taalminderheid behooren, het uitzonderingsregime te vergen. Doch hoe zouden zij bij het einde van hun studiën de keuze hebben tusschen het normaal en het uitzonderingsregime, indien zij door een voorbereiding niet bekwaam werden gemaakt de lessen in het Nederlandsch te volgen?

In welk land der wereld zou men anders handelen?

De tolk van de liberale groep oordeelt dat de nieuwe formule volledig verschillend is van de eerste. Zij ontwricht een geheel waarover wij het eens waren geworden. Met het beginsel der regionaliteit aan te nemen, waren de opstellers van het Regeeringsontwerp voornemens ons een duidelijke en voor iedereen verstaanbare formule voor te leggen, doch lid 2 wijzigde onmiddellijk het al te radicale in lid 1 met de noodige beperking aan te duiden en wel de uitzondering van rechtswege. En nu, om de onwrikbaarheid van het beginsel der regionaliteit te verzachten, stelt gij ons nog enkel de mogelijkheid eener uitzondering voor. Zullen de gemeenten doen wat zij willen ?

Uwe alinea « Evenwel » en hetgene volgt biedt ons een oplossing die onverenigbaar is met de eischen van de pedagogie. Stelt U in de plaats van een tienjarig franschsprekend kind, dat in het Vlaamsche land verblijft.

Gij komt te wijzen op het bezwaar van de dubbele inspanning die men aan hetzelfde zal opleggen. Het moet begrijpen wat men leert en vervolgens de woorden verstaan waarvan men zich bedient om het te onderwijzen. Indien gij, om dit bezwaar te verhelpen het aanleeren van de tweede taal verdaagt, verliest gij uit het oog dat talrijke kinderen niet tot den vierden graad komen of hem althans niet tot het einde toe volgen. Gedurende een eeuw zijn de Vlamingen terecht in verzet gekomen tegen dergelijk stelsel, en nu willen zij aan de kinderen der armen een dwang opleggen waaraan alleen de rijke ouders hunne kinderen zullen kunnen onttrekken met ze naar niet gesubsidieerde betalende scholen te sturen. Door uwe transmutatieverrichting, leelijk woord dat een leelijke zaak moet dekken, wilt gij komen tot de volledige en verplichte vervlaamsching. Rekent niet op ons om u te helpen dit stelsel van dwang te verwezenlijken.

Een lid van de linkerzijde oordeelt dat onze collega overdrijft en hij beroept zich op zijn persoonlijke ervaring. Toen hij nog een kind was, woonde hij in het Vlaamsche land; in het gezin werd er enkel Fransch gesproken doch op straat hoorde hij alleen Vlaamsch spreken. Zeer vlug en zonder inspanning leerde hij genoeg Vlaamsch om de in deze taal gegeven lessen te begrijpen. Eens in de middelbare school, volgde hij Fransche leergangen. Hij heeft niet den indruk dat dit stelsel hem volledig heeft misvormd.

Een lid vraagt aan den tolk van de liberale groep welke de juiste verhouding is van den leergang in de tweede taal die hij zou aannemen aan de kinderen der minderheidsgroepen op te leggen.

Daarop werd geantwoord dat het antwoord te vinden is in artikel 20bis van de eerste formule: In den eersten graad, uitsluitend de moedertaal; in den tweeden graad, voorbereidende oefeningen; in den derden graad, drie uren per week; en in den vierden graad,

een uur per dag. Met dit stelsel zal het kind zich al de verplichte vakken hebben eigen gemaakt in de eenige taal die het werkelijk kent. Doch tevens zal het voldoende de tweede taal hebben geleerd om de op straat en tijdens de speeluren gehoorde taal te verbeteren en te verfijnen.

Een ander lid doet opmerken dat in het Vlaamsche land de kinderen der betalende scholen vanaf hunne intrede in het college willens of niet eveneens de lessen in het Vlaamsch moeten volgen. Het is dus niet juist te beweren dat men een nieuwe inspanning wil opleggen die men aan de rijke kinderen spaart.

Ware het niet beter dit vraagstuk van het doseeren der lessen over te laten aan de specialisten van het lager onderwijs? Indien uit de ondervinding blijkt dat deze laatsten zich hebben vergist, zal de Regeering steeds andere schikkingen kunnen treffen. Niets zou alsdan de Regeering beletten, voegt een ander collega er bij, tevens haar toevlucht te nemen tot een stelsel dat ongeveer neerkomt op datgene dat onze liberale collega's verdedigen.

Een lid uwer Commissie hecht er aan op zijn beurt den uitslag zijner persoonlijke ervaring mede te deelen: Zijne kinderen werden in het Fransch opgevoed doch op school en tijdens de speeluren hoorden zij enkel Vlaamsch. Na een jaar begrepen zij die taal.

Een ander collega verklaart nog evenmin de ontroering te begrijpen door het voorlezen van den nieuwen tekst verwekt.

Zijn wij het niet eens over het hoofdzakelijke: het kind van de minderheidsgroep moet de taal van de streek leren zonder zijn moedertaal te ontleeren? Men heeft het zoeven gezegd: het is het eenige middel om het kind toe te laten te kiezen, wanneer het eens tot het middelbaar onderwijs komt, tusschen het Nederlandsch en het Fransch regime.

Zal men, voegt een ander lid daar nog aan toe, in Vlaanderen het regime invoeren of bestendigen dat in Wal-

lonië bestaat, waar de sedert korten tijd in de streek aangenomen kinderen geen beroepsleergangen kunnen volgen? Wat betreft het middelbaar onderwijs, dit is slechts de uitbreiding van de leerstof in de lagere school onderwezen. Het is derhalve logisch dat het eene een voorbereiding zij tot het andere. Onze liberale collega's houden zich bij hun meening dat de voorstellen die zij komen te verdedigen, het maximum beteekenen van wat zij kunnen toegeven.

Een van onze katholieke collega's meent dat de gezinshoofden van de minderheidsgroepen volle vertrouwen mogen hebben in het rechtvaardigheidsgevoel en het gezond verstand van de schooloverheden. Waarom zouden deze morgen niet langer meer de vrijheid van het gezinshoofd eerbiedigen, daar de wet hun noch het recht noch het middel ontnemt om het te doen.

Het blijft verstaan dat verscheidene mijner collega's en ik zelf de aanneming van lid 3 afhankelijk stellen van het behoud der bestaande minderheidsafdeelingen.

Laat ons niet langer onzen tijd verliezen, verklaart een lid van de socialistische linkerzijde. Er bestaat thans reeds een meerderheid in het Parlement ten gunste van een gewestelijke oplossing, die deze voorgesteld door onze Partij nabij komt. Het is de eenige nationale oplossing van het vraagstuk.

Men kan echter, antwoordt een van onze collega's, op twee verschillende wijzen een nationale oplossing opvatten: ofwel kan men zich op sleeptouw laten nemen door de dikwijls niet bevoegde en opgewonde massa, ofwel deze voorlichten en haar aanvoeren.

\* \*

De Voorzitter legt de aan de Commissie voorgelegde teksten ter stemming.

Het nieuw artikel 20, voorgesteld door de katholieke groep, en dat wij hooger hebben weergegeven, wordt

goedgekeurd door tien leden van de rechterzijde en verworpen door de twee aanwezige liberalen. De socialistische leden onthouden zich.

Daar onze liberale collega's den tekst der Commissie, vermeld vooraan dit verslag, voor eigen rekening hebben overgenomen, werd artikel 20 van dezen eersten tekst verworpen met acht tegen twee stemmen en vijf onthoudingen.

Artikel 20bis van dezen eersten tekst betreffende het onderwijs van de tweede taal in de uitzonderingsklassen werd verworpen met tien stemmen (katholieken) tegen vier onthoudingen, waarvan twee uitgaande van de liberalen.

De laatste artikelen werden ter stemming gelegd zooals zij door de sub-commissie werden opgesteld.

Het artikel betreffende het vrij onderwijs van de tweede taal, dat de textuele herhaling is van het eerste lid van artikel 20bis van het Regeeringsontwerp wordt eenparig goedgekeurd, op de socialistische onthoudingen na.

Het artikel betreffende de voorwaarden ter handhaving van de bestaande minderheidsklassen wordt goedgekeurd met negen stemmen en vier onthoudingen waarvan twee katholieke.

De alinea waarbij er bijzondere maatregelen worden voorzien om zekere misbruiken te voorkomen zooals er in Limburg bestaan, wordt goedgekeurd met negen stemmen en vier onthoudingen waaronder twee liberale.

Ten slotte werd het laatste artikel, waarbij de toepassing der wet wordt uitgebreid tot de bewaarscholen, goedgekeurd met acht stemmen tegen vier onthoudingen.

Ten slotte legt de voorzitter ter stemming den tekst in zijn geheel, alsmede de goedkeuring van het verslag: Negen leden antwoorden ja, twee onthouden zich en twee stemmen tegen.

*De Verslaggever,* G. RUTTEN. *De Voorzitter,* E. DERBAIX.

\* \*



## Persoonlijke nota van den Verslaggever.

Het weze uwen verslaggever vergund, om andermaal misverstand te vermijden, nader de strekking toe te lichten van den nieuwen tekst door de meerderheid der Commissie aangenomen.

Nadat deze lid 1 van artikel 1 van het Regeeringsontwerp had overgenomen, waarbij het principieel der regionaliteit werd gesteld, moest noodzakelijk de mogelijkheid van een afwijking worden voorzien. Zooniet werd de inrichting van scholen voor kinderen uit de taalminderheid een onmogelijkheid en zouden wij tot onzinnige uitslagen zijn gekomen. Dit moge blijken uit twee voorbeelden :

Philanthropen willen op de kust, in de Kempen of in de Ardennen, een schoolkolonie voor zwakke kinderen oprichten. Daarin worden Waalsche en ook Vlaamsche kinderen opgenomen. Wie zal durven beweren dat de Waalsche kinderen, die tijdelijk in het Vlaamsche land verblijven, of de Vlaamsche kinderen, die tijdelijk in Wallonië verblijven, geen onderwijs in hun moedertaal meer mogen krijgen?

In de Pupillenschool van het leger en in de Kadettenschool heeft men de Nederlandsche afdeeling met de Waalsche versmolten. De eerste instelling ligt in Vlaanderen, de tweede in Wallonië. Wie zou er aan denken het Nederlandsche regime verplicht te maken voor de Waalsche pupillen en het Fransche voor de Vlaamsche kadetten?

Wij hebben deze voorbeelden aangehaald om nadruk te leggen op de bezwaren waarmee al te radicale maatregelen gepaard gaan, doch het blijft verstaan dat het argument ook geldt voor de taalminderheden die in minder uitzonderlijke omstandigheden ontstonden.

Om redenen van pedagogischen en praktischen aard, heeft de meerder-

heid uwer Commissie niet gemeend in een wetstekst een omstandigen uurrooster in te lasschen, noch de lessen te vermelden die worden besteed aan het onderwijs van de taal der streek aan de taalminderheden. Zoo wij een minimum lessen hadden voorzien, dan zou men ons hebben verweten het bezwaar uit het oog te verliezen waarop de Memorie van Toelichting van het tweede ontwerp doelde : de ministerieele willekeur die het minimum in overdreven mate kon overschrijden. Zoo wij een minimum hadden bepaald, dan ware dit te hoog geweest voor de eenen en te laag voor de anderen, en wij zouden ons hebben blootgesteld aan de opwellingen vanwege pedadogen die al de combinaties van de hand wijzen die het voorbarig aanleeren van een tweede taal na zich slepen.

Indien wij ten slotte een gemiddeld cijfer hadden bepaald, dan zouden wij nog aan de schooloverheid een min of meer aanzienlijke ruimte hebben gelaten, welke de eenen op overdreven wijze konden verbreden en de anderen te zeer konden inkrimpen. Er kan bovendien geen spraak van zijn den uurrooster te verzwaren met de bijkomende cursussen te vermenigvuldigen.

Is het derhalve niet beter aan de Regeering de zorg over te laten deze kwestie van doseering op te lossen met inachtneming van de lessen door de ondervinding geleerd en van de voorstellen welke de opzieners en de opvoedkundigen haar zullen doen ?

Men kan weliswaar aanvoeren dat dit stelsel zelf ook aanleiding tot willekeur kan geven, doch niemand heeft er een gevonden dat vrij weze van alle kritiek en men mag niet vergeten dat de Regeering verantwoordelijk is tegenover de Kamers.

In sommige kringen ontstond onrust over de formule die zegt dat de kinderen derwijze moeten onderwezen



worden dat zij bekwaam zijn desgevallend het beroepsonderwijs en het middelbaar onderwijs in de taal der streek te volgen.

Het werd hierboven herhaald : het gaat hier over volkskinderen. Het hooger onderwijs voor de meesten van hen is het beroepsonderwijs. In de streek die zij bewonen wordt dit onderwijs natuurlijk in de taal der streek gegeven. Het is dus voor hen een klaarblijkelijk belang deze taal genoegzaam te leeren om met vrucht de lessen van het beroepsonderwijs te volgen.

De kinderen uit de kosteloze lagere klassen welke naar het middelbaar onderwijs overgaan maken slechts een onbeduidende uitzondering uit, doch dank zij het Fonds voor meerbegaafden is het hun volstrekt niet onmogelijk deze studiën aan te vangen. Is het niet logisch een regime aan te bevelen dat hen in staat stelle, bij het verlaten der lagere school, een middelbaar onderwijs te volgen dat in de taal der streek die zij bewonen gegeven wordt? De stemming van deze alinea brengt echter de verdwijning niet mee van de bijzondere afdeelingen bij de middelbare scholen en athenea gevoegd, want zoolang deze blijven bestaan, kunnen de minderheidsgezinnen er hun kinderen heenzenden.

Men heeft ons gevraagd of het nieuwe stelsel van toepassing zal zijn op de bestaande en door het ontwerp behouden minderheidsafdeelingen. Daarop kan het antwoord enkel bevestigend luiden.

Het ware onzinnig te ontveinzen dat de meeste Vlaamsche leiders, we-

gens de redenen die wij reeds bij den aanhef van dit verslag hebben uiteengezet, de geleidelijke verdwijning van deze minderheidsafdeelingen en hunne vervanging door eene meer grondige studie van de tweede taal, die hier ter zake natuurlijk het Fransch is, wenschen. Zij vragen dat men hun de vreemde landen noeme waar de taal-minderheden metterwoon in de streek gevestigd, zich niet tevreden stellen met een grondig onderwijs van de moedertaal. Men zou de aanpassing der taal-minderheden aan het in de taal van de streek gegeven onderwijs niet mogen verwarren met hunne door de wet verplicht gemaakte denationalisatie. Bijaldien zij, in de lagere school evenals in het middelbaar onderwijs, een behoorlijk onderricht in hunne moedertaal ontvangen, kan men dan beweren dat men ze van deze laatste wil berooven? En hoe zou men zulks kunnen doen indien de gezins-hoofden, gebruik makende van hun ontegensprekelijk recht, dezelve in hunne haardstede willen handhaven?

Doch, ik herhaal het : de goedkeuring van de formule die wij ontleden sluit niet in zich de radicale afschaffing van het uitzonderingsstelsel voor de taal-minderheden in het middelbaar onderwijs. Wij geven toe dat beide vraagstukken nauw verband houden en dat men er aan onze collega's geen verwijt zou kunnen van maken, dat zij zich niet uitspreken over het eerste zonder kennis te hebben van de voorstellen die hun zullen gedaan worden om het tweede op te lossen.

# BIJLAGE

## Oude tekst.

### ART. 20.

*Alinea 1.* — In al de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen is de moedertaal der kinderen de voertaal in de onderscheidene graden van het onderwijs.

## Nieuwe tekst.

### ART. 20.

De voertaal van het onderwijs aan de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere scholen is het Nederlandsch in de Vlaamsche streek van het land, het Fransch in de Waalsche streek en het Duitsch in de Duitschspreekende gemeenten.

Op verzoek van een zeker aantal gezinshoofden die sinds ten minste drie jaar in de gemeente woonachtig zijn op het oogenblik van de jaarlijksche hervatting der lessen, en die te zamen ten minste twintig leerplichtige kinderen tellen wier moedertaal of gebruikelijke taal niet de voertaal is der scholen van de gemeente, moet deze laatste een onderwijs in de taal van bedoelde kinderen inrichten. De voorwaarde van verblijf, welke gevraagd wordt om het inrichten van zulk onderwijs te kunnen bekomen, wordt niet vereischt om de aldus opgerichte klassen te mogen bezoeken.

## Tekst door de Commissie opgesteld om tot grondslag voor de behandeling te dienen.

### ART. 20.

De voertaal van het onderwijs aan de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen is het Nederlandsch in de Vlaamsche streek van het land, het Fransch in de Waalsche streek en het Duitsch in de Duitschspreekende gemeenten.

Het staat de overheid die de scholen bestuurt vrij voor de kinderen wier moedertaal of gebruikelijke taal niet de voertaal der streek is, bijzondere scholen of klassen in te richten waar het onderwijs gegeven wordt in de moedertaal of gebruikelijke taal van den leerling.

Evenwel, in deze bijzondere klassen, wordt het onderwijs van de taal der streek ingericht bij Koninklijk Besluit, derwijze dat bij het einde van het lager onderwijs, de leerlingen desgevallend bekwaam zijn in de taal der streek de lessen te volgen van het technisch of van het middelbaar onderwijs.

De verklaring der gezinshoofden betreffende de moedertaal of de gebruikelijke taal van hun kinderen kan slechts in aanmerking komen voor zooverre laatstgenoemden werkelijk bekwaam worden bevonden om met vrucht onderricht in de aangegeven taal te ontvangen. In geval van twijfel wordt die bekwaamheid van het begin af en, in alle geval, vóór het einde der eerste maand van het schooljaar hetzij op initiatief van de plaatselijke overheid, hetzij op verzoek van het schooltoezicht, onderzocht door een commissie samengesteld uit het hoofd der school of zijn afgevaardigde en twee andere leden van het onderwijzend personeel, waarvan het eene door het toezicht en het andere door het gemeentebestuur wordt aangesteld. Het schepencollege, de opziener van den Staat en het betrokken gezinshoofd mogen van de beslissing van de commissie in hooger beroep komen bij den bevoegden Minister, die, na een aanvullend onderzoek, uitspraak doet.

Om de toelagen van de openbare macht te kunnen genieten, moeten de private scholen, wat betreft de indeeling der leerlingen welke zij toelaten, de voorschriften van voorgaande alinea naleven, met dien verstande dat het schoolbestuur in de plaats komt van de gemeenteoverheid.

## Oude tekst.

*Alinea 4.* — Het gezinshoofd verklaart welke de moedertaal of de gebruikelijke taal is. Acht het hoofd der school dat het kind niet bekwaam is om de lessen in de door het gezinshoofd aangewezen taal met vrucht bij te wonen, dan kan het gezinshoofd in beroep komen bij het schooltoezicht.

*Alinea 2.* — Tot het eenigszins verzacht toepassen van bovengemelden regel (al. 1) kan, volgens de behoeften der scholen, machtiging worden verleend te Brussel en in de voorsteden van Brussel, alsmede in de gemeenten op de taalgrens. Die verzachte toepassing mag niet ten gevolge hebben dat het grondig aanleeren van de moedertaal geschaad wordt.

*Alinea 3.* — De ministeriële besluiten tot machtiging worden in den *Moniteur* bekendgemaakt.

## Nieuwe tekst.

De verklaring der gezinshoofden betreffende de moedertaal of de gebruikelijke taal van hun kinderen kan slechts in aanmerking komen voor zooverre laatstgenoemden werkelijk bekwaam worden bevonden om met vrucht onderricht in de aangegeven taal te ontvangen. In geval van twijfel wordt die bekwaamheid van het begin af en, in alle geval, vóór het einde der eerste maand van het schooljaar hetzij op initiatief van de plaatselijke overheid, hetzij op verzoek van het schooltoezicht, onderzocht door een commissie samengesteld uit het hoofd der school of zijn afgevaardigde en twee andere leden van het onderwijzend personeel, waarvan het eene door het toezicht en het andere door het gemeentebestuur wordt aangesteld. Het schepencollege, de opziener van den Staat en het betrokken gezinshoofd mogen van de beslissing van de commissie in hooger beroep komen bij den bevoegden Minister, die, na een aanvullend onderzoek, uitspraak doet.

Om de toelagen van de openbare macht te kunnen genieten, moeten de private scholen, wat betreft de indeeling der leerlingen welke zij toelaten, de voorschriften van voorgaande alinea naleven, met dien verstande dat het schoolbestuur in de plaats komt van de gemeenteoverheid.

In de scholen van de Brusselsche agglomeratie en van de taalgrens, wordt de voertaal van het onderwijs vastgesteld volgens de verklaringen van de gezinshoofden in verband met de moedertaal hunner kinderen, onder de voorwaarden voorzien bij de alinea's 3 en 4 van het onderhavig artikel. In die gemeenten mogen echter verzachte toepassingen van den regel « moedertaal—voertaal » bij ministeriële beslissing toegelaten worden, volgens de behoeften der leerlingen en de plaatselijke omstandigheden; doch die verzachte toepassingen mogen niet ten gevolge hebben dat het grondig aanleeren van de moedertaal geschaad wordt.

De ministeriële besluiten tót verleening van bedoelde toelating worden in het *Staatsblad* geplaatst.

## ART. 20bis.

Op verzoek van een zeker aantal gezinshoofden, die te zamen ten minste twintig leerplichtige kinderen hebben, moeten de in de alinea's 1 en 5 van artikel 20 bedoelde gemeenten, te beginnen met het vijfde lager studiejaar, een didactischen cursus in de tweede taal inrichten van ten minste drie uren les per week. Het volgen van dien cursus is niet verplichtend voor de kinderen wier ouders dit niet hebben aangevraagd.

## Tekst door de Commissie opgesteld om tot grondslag voor de behandeling te dienen.

In de scholen van de Brusselsche agglomeratie en van de taalgrens wordt de voertaal van het onderwijs vastgesteld volgens de verklaringen van de gezinshoofden in verband met de moedertaal hunner kinderen, onder de voorwaarden voorzien bij de alinea's 3 en 4 van het onderhavig artikel. In die gemeenten mogen echter verzachte toepassingen van den regel « moedertaal—voertaal » bij ministeriële beslissing toegelaten worden, volgens de behoeften der leerlingen en de plaatselijke omstandigheden; doch die verzachte toepassingen mogen niet ten gevolge hebben dat het grondig aanleeren van de moedertaal geschaad wordt. De ministeriële besluiten tot verleening van bedoelde toelating worden in het *Staatsblad* geplaatst.

Het onderwijs van de tweede taal is er verplicht tot een minimum van drie uren per week. Dit onderwijs begint vanaf het derde studiejaar bij wijze van eenvoudige spreekoefeningen en vormt vanaf het vijfde jaar een didactischen cursus.

## ART. 20bis.

In de scholen niet bedoeld in het vorig artikel, zijn de gemeenten gehouden, op aanvraag van een zeker aantal gezinshoofden met te zamen ten minste twintig schoolplichtige kinderen, vanaf het vijfde lagere studiejaar, een didactischen cursus in de tweede taal, met ten minste drie uren les per week, in te richten. Het volgen van dien cursus is niet verplicht voor de kinderen wier ouders dit niet hebben aangevraagd.

Oude tekst.

*Alinea 5.* — Elk jaar brengt het schooltoezicht een bijzonder verslag uit over de toepassing van bovenstaande bepalingen.

Nieuwe tekst.

In de bijzondere, ter uitvoering van de alinea's 2, 3 en 4 van hetzelfde artikel tot stand gebrachte klassen, is de inrichting zoowel als het regelmatig volgen van bedoelden cursus verplichtend. Te beginnen met het derde studiejaar worden de leerlingen er door middel van eenvoudige spreek-oefeningen voorbereid om met vrucht den didactischen cursus te volgen..

ART. 20ter.

De bepalingen van artikel 20 zijn toepasselijk in de door de gemeenten of door de private schoolbesturen ingerichte bewaarscholen.

**Tekst door de Commissie opgesteld om tot grondslag voor de behandeling te dienen.**

ART. 20ter.

De klassen door de gemeenten ingericht voor de kinderen wier moedertaal niet de taal van de streek is, mogen niet worden afgeschaft zoolang hun behoud aangevraagd wordt door ouders die twintig kinderen vertegenwoordigen in de scholen met een of twee klassen en veertig kinderen in de overige.

De kinderen wier ouders de Belgische nationaliteit niet bezaten op 1 October 1930, komen niet in aanmerking om het minimum leerlingen uit te maken vereischt voor het wettigen der Staatstoelagen aan de minderheidsklassen.

ART. 20quater.

De bepalingen van artikel 20 zijn van toepassing in de bewaarscholen door de gemeenten of door private schoolbesturen ingericht.

( 35 )

N° 228 ( ned. )

1929 – 1930

**Aantal fransche klassen in de Vlaamsche Streek**

**Cfr. 35 mm.**

**1 plan**